

---

---

# MÉMORIAL

DES

## SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

---

---

Trente-neuvième séance – Mardi 19 février 2013, à 17 h

**Présidence de M. Jean-Charles Rielle, président**

La séance est ouverte à 17 h dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M<sup>me</sup> Esther Alder* et *M. Guillaume Barazzone*, conseillers administratifs, *M<sup>mes</sup> Marie Barbey*, *Maria Casares*, *M. Claude Jeanneret*, *M<sup>mes</sup> Mireille Luiset*, *Julide Turgut Bandelier*, *Nicole Valiquer Grecuccio* et *M. Christian Zaugg*.

Assistent à la séance: *M. Rémy Pagani*, maire, *M<sup>me</sup> Sandrine Salerno*, vice-présidente, et *M. Sami Kanaan*, conseiller administratif.

### CONVOCATION

Par lettre du 8 février 2013, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 19 février et mercredi 20 février 2013, à 17 h et 20 h 30.

## 1. Communications du Conseil administratif.

**M. Sami Kanaan, conseiller administratif.** Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, j'annonce une motion d'ordonnancement. La saison du Grand Théâtre 2012-2013 étant déjà largement entamée et le budget étant toujours à l'ordre du jour, je souhaiterais, comme la commission des arts et de la culture, que le rapport PR-1005 A soit traité durant cette session.

## 2. Communications du bureau du Conseil municipal.

**Le président.** M<sup>me</sup> Sandrine Salerno, étant retenue par d'autres obligations, sera absente lors des séances du Conseil municipal du 20 février 2013. En raison d'un déplacement à l'étranger pour représenter la Ville de Genève M<sup>me</sup> Esther Alder ne pourra pas assister aux séances du Conseil municipal aujourd'hui et demain. Elle nous serait reconnaissante de bien vouloir reporter à la prochaine séance plusieurs objets qui nécessitent des explications spécifiques de sa part. Le bureau et les chefs de groupe ont décidé d'accéder à sa demande sauf pour les rapports P-270 A, P-281 A, P-279 A et P-283 A, que nous avons décidé de remonter dans l'ordre du jour.

Votre président aura deux moments dans cette soirée pour saluer des personnes qui sont à la tribune. Dans le cas précis, comme vous le savez, le bureau du Conseil municipal a organisé son voyage annuel en novembre dernier aux Sables d'Olonne pour assister au départ du Vendée Globe 2012-2013 et pour soutenir le marin genevois Dominique Wavre. Ce soir, j'ai le privilège de saluer à la tribune Dominique Wavre, ou Dom comme l'appellent ses nombreux amis. Dom est accompagné de Michèle Paret, son épouse et aussi grande navigatrice. Dom et Michèle, vous avez été reçus hier soir, au Palais Eynard, par la Ville de Genève et le Canton pour témoigner notre admiration et notre respect à toi, Dom, pour ce troisième Vendée Globe que tu termines, sur le voilier Mirabaud. C'est aussi ton huitième tour du monde, ce qui constitue un record. Chères et chers collègues, je vous demande d'applaudir chaleureusement Dominique Wavre et Michèle Paret qui nous font l'honneur et le privilège d'être parmi nous ce soir. (*Applaudissements.*)

Je vous souhaite à tous deux un bon retour. Je sais que votre bateau est encore aux Sables d'Olonne et que, dimanche, vous allez le diriger vers son port d'attache qui est le port de la Rochelle. Bon retour et merci pour votre présence ce soir.

Nous avons reçu un courrier de l'Association des marchés de Genève concernant la proposition PR-994 A/B au sujet des travaux du mail de Plainpalais.

*Lecture de la lettre:*

Satigny, le 11 février 2013

*Concerne:* les travaux du mail de la plaine de Plainpalais

Monsieur,

Nous avons déjà eu l'occasion, dans le cadre de la commission des pétitions, de débattre de l'avenir de la plaine de Plainpalais.

Notre association a appris que le Conseil municipal, que vous présidez, débat actuellement de la dernière phase des travaux de réfection de la plaine. Cette dernière phase nous concerne directement puisque les marchés de détail alimentaire, qui ont lieu trois jours par semaine, s'installent sur le mail. L'Association des marchés de Genève représente les 90% des professionnels de ce secteur des marchés, soit 67 membres actuellement.

Par ce courrier, je tiens à vous informer que notre association s'est souciée dès le début du projet car ces travaux vont permettre d'améliorer sensiblement le quotidien de nos membres. Pour cela nous avons pu participer à de nombreuses séances avec les responsables du projet, MM. Carlos Lopez et Julien Descombes.

Notre participation nous a permis d'obtenir plus de surface pour l'installation de nos stands ainsi que l'espace nécessaire à la déambulation de notre clientèle.

Nous avons également pu guider les responsables du projet sur l'équipement en eau et en électricité nécessaire à notre activité. Une borne pour l'électricité et l'eau a d'ailleurs été installée sur une des zones test et nous pouvons dire aujourd'hui qu'elle correspond à notre demande.

En ce qui concerne les arbres, nous tenons à vous dire que l'Association des marchés de Genève soutient le programme de plantation tel que défini dans le projet PR-994 A/B. Nous retenons qu'il y aura une rangée de plus, ce qui répond à notre besoin d'être protégé du soleil en plein été.

Lors des séances avec les responsables du projet, nous avons validé la protection des arbres figurant sur le projet initial qui a été déposé pour l'autorisation. Cette protection était composée d'une grille en béton et d'une glissière métallique

plus petite que celle qui équipe les arbres de la zone test. Cette plus faible emprise sur l'espace est très importante pour l'activité des marchands des différents marchés qui occupent le mail.

En conséquence, nous soutenons cette proposition et souhaitons, en ce qui concerne l'entourage des arbres, qu'on en revienne au projet initial moins invasif.

Je reste à votre disposition pour plus d'informations, si nécessaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Le président  
*Willy Cretegny*

**Le président.** Nous avons appris le décès de la maman de notre collègue, M. Jean-Charles Lathion. Le bureau et le Conseil municipal lui présentent toutes leurs condoléances et toute leur sympathie suite à cette perte.

Nous donnons lecture de la lettre de démission de M. Olivier Tauxe.

*Lecture de la lettre:*

Genève, le 31 janvier 2013

Monsieur le président du Conseil municipal,  
Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je suis démissionnaire de suite de mes fonctions de conseiller municipal que j'occupe depuis le 6 juin 2011 au sein de ce délibératif.

Des raisons de santé m'empêchent de mener à bien mon mandat et c'est avec regret que je renonce à siéger parmi vous.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de mes sentiments très distingués.

*Olivier Tauxe*

**Le président.** Le remplaçant de M. Tauxe est M. Marc-André Rudaz, qui a déjà siégé au Conseil municipal et qui prêtera serment lors de cette séance.

Nous lisons à présent la lettre de démission de M. Luc Broch.

*Lecture de la lettre:*

Genève, le 2 février 2013

Monsieur le président,  
Cher camarade,

Par ces quelques lignes, je vous fais part de ma démission du Conseil municipal avec effet au mardi 19 février 2013 à 19 h.

Malgré une motivation et une volonté d'agir restées intactes, je suis dans l'incapacité de pouvoir honorer avec la disponibilité requise le mandat de conseiller municipal.

En effet, de nouvelles responsabilités professionnelles rendent ma participation aux séances plénières et de commissions difficile.

Par conséquent, il est de ma responsabilité de céder mon mandat à une personne pouvant pleinement exercer ses fonctions.

Mon bref mandat m'a permis de découvrir le fonctionnement parfois complexe de nos institutions. Au-delà des débats parfois houleux et stériles démontrés en séances plénières, il n'en demeure pas moins qu'un travail exceptionnel et minutieux est déployé en commission par l'ensemble des groupes politiques.

Mon mandat s'achève mais mes convictions militantes demeurent. Je reste intimement convaincu des valeurs de justice sociale, d'égalité des chances et de respect des minorités, clés de voûte du succès d'une société moderne et ouverte sur les autres.

Dès demain, c'est sous une autre forme que je continuerai à défendre ces valeurs.

Bonne continuation dans la poursuite de l'action politique au service des citoyens et merci à toutes et tous pour vos échanges passionnés et passionnants.

Veillez recevoir, Monsieur le président, mes respectueuses salutations.

*Luc Broch*

*(Applaudissements.)*

**Le président.** La remplaçante de M. Luc Broch sera M<sup>me</sup> Christiane Leuenberger-Ducret et prêtera serment ce soir à 20 h 30.

La parole est à M. Grégoire Carasso.

**M. Grégoire Carasso** (S). Merci, Monsieur le président. L'intéressé n'y étant pas favorable, je vais lui rendre hommage de manière aussi courte, brève et sobre que possible. Lorsque, comme président du Parti socialiste, fin 2009 ou tout début 2010, j'ai eu le plaisir d'accueillir Luc Broch au sein du Parti socialiste, vous imaginez ma joie lorsqu'il m'a annoncé qu'il était gendarme. Voilà un gendarme ayant le sens du service public, de l'égalité, du respect des autres, qui a la bonne et la riche idée de ne pas s'engager au sein du Mouvement citoyens genevois! J'étais absolument ravi et vous imaginez, aujourd'hui, la tristesse qui est la mienne mais aussi, bien entendu, la compréhension qui est la nôtre face à ses nouvelles responsabilités plus envahissantes encore au sein de la hiérarchie de la police cantonale. J'aimerais donc, au nom du groupe socialiste, rendre hommage à Luc – je crois que les applaudissements de tout à l'heure étaient suffisamment évocateurs – pour l'élégance, tant dans la forme que dans le fond, de ses interventions, mais aussi le sérieux, le calme et la bonne foi, qui ne sont pas toujours – relevons-le – les qualités premières des élus politiques. Luc, un grand merci! A n'en pas douter, tu nous manqueras. Très bonne continuation à toi et compte sur nous pour continuer à te solliciter. (*Applaudissements.*)

**Le président.** Je demande la lecture de la lettre de démission de M<sup>me</sup> Sophie Rime de la Commission consultative de la petite enfance.

*Lecture de la lettre:*

Genève, le 24 janvier 2013

Monsieur le président,  
Mesdames les conseillères municipales,  
Messieurs les conseillers municipaux,

Ayant de sérieux problèmes de santé et devant être opérée prochainement, ce qui m'empêchera de participer aux séances de la commission pendant de longs mois, je suis au regret de vous annoncer ma démission de la Commission consultative de la petite enfance où je représentais Ensemble à gauche.

Je vous prie, Monsieur le président, Mesdames les conseillères municipales et Messieurs les conseillers municipaux, de recevoir l'expression de ma considération distinguée.

*Sophie Rime*

**3. Prestation de serment de M. Marc-André Rudaz, remplaçant M. Olivier Tauxe, conseiller municipal démissionnaire.**

*M. Marc-André Rudaz est assermenté. (Applaudissements.)*

**4. Election d'un/e représentant/e du Conseil municipal pour faire partie de la Commission de la petite enfance, en remplacement de M<sup>me</sup> Sophie Rime, démissionnaire (Règlement relatif aux conditions de subventionnement des institutions privées pour la petite enfance, art. 4) (RCM, art. 130, lettre B).**

**M. Pierre Gauthier** (EàG). Notre groupe présente, pour occuper cette fonction, M<sup>me</sup> Maria Pérez, qui est membre de notre groupe et qui a manifesté, depuis qu'elle est investie de la fonction de conseillère municipale et peut-être même avant cela, un intérêt qui ne s'est jamais démenti envers les questions liées à la petite enfance, et qui a acquis, de ce fait, une compétence que personne, en tout cas au sein de notre groupe, ne peut lui contester dans ce dossier. Nous avons donc le plaisir de présenter M<sup>me</sup> Maria Pérez à ce poste.

**Le président.** Cette candidature étant unique, l'élection est tacite.

*M<sup>me</sup> Maria Pérez est élue. (Applaudissements.)*

**5. Liste des objets en suspens arrêtée au 29 janvier 2013 (D-12).****Table des matières**

<b>Bureau du Conseil municipal</b> .....	<b>4499</b>
Questions écrites	
<b>Commission Agenda 21</b> .....	<b>4500</b>
Motions	
<b>Commission de contrôle de gestion</b> .....	<b>4502</b>
Motions	
<b>Commission de l'aménagement et de l'environnement</b> .....	<b>4503</b>
Motions	
Projets d'arrêtés	
Projets de délibérations	
Propositions CA au CM	
Résolutions	
<b>Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse</b> .....	<b>4516</b>
Divers (CM)	
Motions	
Projets d'arrêtés	
Projets de délibérations	
Propositions CA au CM	
Résolutions	
<b>Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication</b> .....	<b>4524</b>
Divers (CM)	
Motions	
Projets d'arrêtés	
Projets de délibérations	
Résolutions	
<b>Commission des arts et de la culture</b> .....	<b>4531</b>
Divers (CM)	
Motions	
Propositions CA au CM	
Résolutions	
<b>Commission des finances</b> .....	<b>4538</b>
Divers (CM)	
Motions	
Projets d'arrêtés	
Projets de délibérations	

## Liste des objets en suspens

Propositions CA au CM	
Résolutions	
<b>Commission des pétitions .....</b>	<b>4551</b>
Pétitions	
Résolutions	
<b>Commission des sports .....</b>	<b>4558</b>
Divers (CM)	
Motions	
<b>Commission des travaux et des constructions .....</b>	<b>4561</b>
Divers (CM)	
Motions	
Pétitions	
Projets de délibérations	
Propositions CA au CM	
<b>Commission du logement .....</b>	<b>4576</b>
Motions	
Projets d'arrêtés	
Projets de délibérations	
<b>Commission du règlement .....</b>	<b>4580</b>
Initiatives municipales	
Projets d'arrêtés	
Projets de délibérations	
Résolutions	
<b>Grand Conseil .....</b>	<b>4584</b>
Motions	
<b>Département Autorités .....</b>	<b>4585</b>
Interpellations écrites	
Questions écrites	
<b>Département N° 1 Finances et logement – M<sup>me</sup> Sandrine Salerno .....</b>	<b>4586</b>
Initiatives municipales	
Motions	
Questions écrites	
<b>Département N° 2 Constructions et aménagement – M. Rémy Pagani .....</b>	<b>4588</b>
Motions	
Pétitions	
Projets de délibérations	
Questions écrites	
<b>Département N° 3 Culture et sport – M. Sami Kanaan .....</b>	<b>4591</b>
Interpellations écrites	
Motions	
Questions écrites	

<b>Département N° 4 Environnement urbain et sécurité – M. Guillaume Barazzone</b> .....	<b>4593</b>
Interpellations écrites	
Pétitions	
<b>Département N° 5 Cohésion sociale et solidarité – M<sup>me</sup> Esther Alder</b>	<b>4594</b>
Motions	
Pétitions	

**Bureau du Conseil municipal**

**Questions écrites**

- QE-307 (166) Question écrite du 18 mai 2009 de MM. Simon Brandt, Olivier Fiumelli et Alexandre Chevalier: «Fonctionnement du bureau du Conseil municipal et frais inhérents».
- ❖ Commission(s): Bureau du Conseil municipal
  - ❖ Renvoi en commission: 18.05.2009

**Commission Agenda 21****Motions**

- M-509 (162) Motion de M<sup>mes</sup> Liliane Johner, Marie-France Spielmann, Hélène Ecuyer, MM. Alain Dupraz et Pierre Rumo: «Label de qualité sociale».
- ❖ Commission(s): Commission Agenda 21
  - ❖ Renvoi en commission: 21.02.2005
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Rubeli (CA21)
  - ❖ Vote commission: 17.01.2007
- M-705 (165) Motion du 17 septembre 2007 de M<sup>mes</sup> Marguerite Contat Hickel, Anne Moratti Jung, Anne Pictet, Claudia Heberlein Simonett, Frédérique Perler-Isaaz, Sandrine Burger, Sarah Klopmann, Sophie de Weck Haddad, MM. Alexandre Wisard, Alpha Dramé, Gilles Garazi, Mathias Buschbeck, Philippe Cottet et Yves de Matteis: «Pour une politique cohérente de coopération au développement».
- ❖ Commission(s): Commission Agenda 21
  - ❖ Renvoi en commission: 21.01.2008
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Hélène Ecuyer (CA21)
  - ❖ Vote commission: 25.06.2009
- M-795 (165) Motion du 28 avril 2008 de M<sup>mes</sup> Anne Pictet, Sandrine Burger et M. Alexandre Wisard: «FSC: pour une gestion exemplaire et durable de nos forêts».
- ❖ Commission(s): Commission Agenda 21
  - ❖ Renvoi en commission: 26.11.2008
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Ariane Arlotti (CA21)
  - ❖ Vote commission: 04.02.2010
- M-876 (167) Motion du 10 juin 2009 de MM. Alpha Dramé, Marc Dalphin, Yves de Matteis, Fabien Sartoretti, Mathias Buschbeck, Miguel Limpo, M<sup>mes</sup> Anne Moratti Jung, Valérie Bourquin, Claudia Heberlein Simonett, Sarah Klopmann, Sandrine Burger, Florence Kraft-Babel, Anne-Marie Gisler, Maria Pérez, MM. Alain de Kalbermatten, Simon Brandt, Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Christian Zaugg, Pierre Rumo, Olivier Tauxe et Sylvain Clavel: «Pour un parc éco-industriel ou un écosite sur le site de Châtelaine».
- ❖ Commission(s): Commission Agenda 21

Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoi en commission: 23.06.2009
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Hélène Ecuyer (CA21)
- ❖ Vote commission: 06.05.2010

**Commission de contrôle de gestion****Motions**

- M-619 (163) Motion du 17 mai 2006 de M<sup>mes</sup> Hélène Ecuyer, Nelly Hartlieb, Frédérique Perler-Isaaz, Annina Pfund, MM. Alexis Barbey, David Carrillo, Gérard Deshusses, Alpha Dramé, Eric Ischi, André Kaplun, Pierre Maudet, Patrice Reynaud, Lionel Ricou et Christian Zaugg: «Pour l'activation de la commission de contrôle de gestion de la Ville de Genève».
- ❖ Commission(s): Commission de contrôle de gestion
  - ❖ Renvoi en commission: 06.06.2006
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Mathias Buschbeck (CCG)

### Commission de l'aménagement et de l'environnement

#### Motions

- M-392 (156) Motion de M<sup>mes</sup> Marie Vanek, Catherine Gonzalez-Charvet, MM. Didier Burkhardt et Jean-Pierre Lyon: «Extension des zones piétonnes au centre-ville».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 16.06.1999
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Florence Kraft-Babel (CAE)
  - ❖ Vote commission: 04.09.2001
- M-311 (160) Motion de M. Michel Ducret: «Pour un aménagement vert du square de Sainte-Clotilde».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 20.11.2002
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Florence Kraft-Babel (CAE)
  - ❖ Vote commission: 13.05.2003
- M-782 (165) Motion du 12 mars 2008 de MM. Thierry Piguët, Christophe Buemi, Patrick Baud-Lavigne, Gérard Deshusses, Grégoire Carasso, Jean-Louis Fazio, M<sup>mes</sup> Silvia Machado, Isabelle Brunier, Véronique Paris, Diana Duarte Rizzolio, Christiane Olivier, Annina Pfund et Mary Pallante: «De l'air à la place Dorcière!»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 10.11.2008
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Rumo (CAE)
- M-789 (165) Motion du 12 mars 2008 de MM. Thierry Piguët, Christophe Buemi, Grégoire Carasso, Jean-Louis Fazio, M<sup>mes</sup> Diana Duarte Rizzolio, Andrienne Soutter et Marie-France Spielmann: «Sur les pavés de la Vieille-Ville (zone piétonne)».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 10.11.2008
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Christo Ivanov (CAE)
  - ❖ Vote commission: 26.01.2010

- M-816 (166) Motion du 24 juin 2008 de M<sup>mes</sup> Anne-Marie Gisler, Christine Camporini, Patricia Richard, MM. Simon Brandt, Grégory Baud, Rémy Burri, Guy Dossan, Olivier Fiumelli et Adrien Genecand: «Très petites entreprises, petites et moyennes entreprises et petites et moyennes industries: créons des hôtels d'entreprises pour faciliter leur éclosion!»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 17.12.2008
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Maria Casares (CAE)
  - ❖ Vote commission: 13.04.2010
- M-832 (166) Motion du 5 novembre 2008 de M<sup>mes</sup> Alexandra Rys, Nathalie Fontanet, MM. Jean-Charles Lathion, Pascal Rubeli, Jean Sanchez et Jean-Louis Fazio: «Pour une gestion intelligente et sécurisée des flux de trafic sur le parvis de la gare».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 03.10.2009
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Maria Casares (CAE)
  - ❖ Vote commission: 02.03.2010
- M-901 (167) Motion du 17 février 2010 de MM. Christophe Buemi, Grégoire Carasso, Miltos Thomaidis, Thierry Piguet, Roger Michel, Endri Gega, Christian Lopez Quirland, M<sup>mes</sup> Nicole Valiquer Grecuccio, Corinne Goehner-Da Cruz, Silvia Machado, Andrienne Soutter et Christiane Olivier: «Construisons des bains publics dans le Rhône!»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-903 (167) Motion du 17 février 2010 de M<sup>mes</sup> Corinne Goehner-Da Cruz, Martine Sumi, Nicole Valiquer Grecuccio, Christiane Olivier, MM. Roger Michel, Christophe Buemi, Endri Gega, Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Gérard Deshusses et Thierry Piguet: «Grandes traversées cyclables à Genève».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-912 (167) Motion du 24 mars 2010 de M. Christophe Buemi, M<sup>me</sup> Isabelle Brunier, MM. Grégoire Carasso, Gérard Deshusses,

## Liste des objets en suspens

M<sup>me</sup> Corinne Goehner-Da Cruz, M. Endri Gega, M<sup>me</sup> Silvia Machado, M. Roger Michel, M<sup>mes</sup> Christiane Olivier, Véronique Paris, Annina Pfund, MM. Thierry Piguet, Miltos Thomaidis et M<sup>me</sup> Nicole Valiquer Grecuccio: «Protégeons les écoliers et les piétons et régulons mieux le trafic pendant les travaux du TCOB du lundi au vendredi!»

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Sandrine Burger (CAE)
- ❖ Remis au secrétariat: 30.04.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 05.06.2012  
25.06.2012  
03.09.2012  
09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

M-916 (167) Motion du 28 avril 2010 de M<sup>mes</sup> Ariane Arlotti, Salika Wenger, Charlotte Meierhofer, Maria Pérez, Hélène Ecuyer, Maria Casares, MM. Pierre Rumo et Christian Zaugg: «Trouver une solution pour le parking des habitants de la Jonction pendant les travaux!»

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-924 (167) Motion du 19 mai 2010 de M<sup>mes</sup> Salika Wenger, Maria Pérez, Charlotte Meierhofer, Hélène Ecuyer, Ariane Arlotti, Maria Casares, MM. Pierre Rumo et Christian Zaugg: «Pour soumettre préalablement le plan de site du quartier de Clos-Belmont au Conseil municipal».

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-926 (167) Motion du 19 mai 2010 de M<sup>mes</sup> Nicole Valiquer Grecuccio, Isabelle Brunier, Véronique Paris, Christiane Olivier, Andrienne Soutter, Silvia Machado, Annina Pfund, Corinne Goehner-Da Cruz, Martine Sumi, MM. Christophe Buemi, Miltos Tho-

maïdes, Thierry Piguet, Gérard Deshusses et Roger Michel: «La pointe de la Jonction: encore et toujours».

❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement

❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-929 (168) Motion du 9 juin 2010 de M. Mathias Buschbeck, M<sup>mes</sup> Sarah Klopmann, Claudia Heberlein Simonett, Marie-Pierre Theubet, MM. Marc Dalphin, Bayram Bozkurt, M<sup>me</sup> Anne Moratti Jung, MM. Alpha Dramé, Georges Breguet, M<sup>me</sup> Frédérique Perler-Isaaz, MM. Yves de Matteis, Fabien Sartoretti, M<sup>mes</sup> Sandrine Burger, Valérie Bourquin et M. Alexandre Wisard: «Créons rapidement des places de livraison en ville de Genève».

❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement

❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-948 (168) Motion du 3 novembre 2010 de M. Mathias Buschbeck, M<sup>mes</sup> Sarah Klopmann, Salika Wenger et M. Grégoire Carasso: «Pourquoi pas un cyclocable à Genève?»

❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement

❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-951 (168) Motion du 23 novembre 2010 de M<sup>mes</sup> Salika Wenger, Vera Figurek, Hélène Ecuyer et M. Christian Zaugg: «Pour élaborer un plan localisé de quartier portant sur le périmètre des terrains de la caserne des Vernets (1250 logements)».

❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement

❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

❖ Rapporteur[se]: M. Michel Amaudruz (CAE)

❖ Vote commission: 24.04.2012

❖ Remis au secrétariat: 19.06.2012

❖ Inscription(s) en séance CM: 03.09.2012

09.10.2012

30.10.2012

20.11.2012

15.01.2013

19.02.2013

## Liste des objets en suspens

- M-957 (168) Motion du 24 novembre 2010 de MM. Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Thierry Piguet, Pascal Holenweg, Gérard Deshusses, Pierre Rumo, M<sup>mes</sup> Corinne Goehner-Da Cruz, Isabelle Brunier, Andrienne Soutter, Martine Sumi, Hélène Ecuyer, Salika Wenger, Sandrine Burger, Sarah Klopmann et Claudia Heberlein Simonett: «Pour la prochaine Semaine de la mobilité: que la Ville de Genève se bouge!»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Maria Casares (CAE)
  - ❖ Vote commission: 29.05.2012
- M-959 (168) Motion du 19 janvier 2011 de M<sup>mes</sup> Renate Cornu, Fabienne Aubry Conne, Véronique Latella, MM. Alexandre Chevalier, Alexis Barbey, Rémy Burri et Guy Dossan: «Pour une ville verte, plantons des murs végétalisés».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-962 (168) Motion du 15 février 2011 de M<sup>mes</sup> Vera Figurek et Salika Wenger: «Encore une fermeture de cinéma au centre-ville!»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Danièle Magnin (CAE)
  - ❖ Vote commission: 24.04.2012
- M-966 (168) Motion du 16 février 2011 de MM. Georges Queloz, Armand Schweingruber, Pascal Rubeli, Olivier Tauxe, Simon Brandt, Benaouda Belghoul, Alpha Dramé, Christophe Buemi, M<sup>mes</sup> Maria Casares, Vera Figurek, Corinne Goehner-da Cruz, Silvia Machado, Sandrine Burger, Anne Moratti Jung et Odette Saez: «Pour la sécurité des piétons face aux chantiers sur le domaine public.»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

- M-975 (169) Motion du 28 juin 2011 de MM. Christian Zaugg et Morten Giselbaek: «Des bains publics pérennes au fil du Rhône».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-979 (169) Motion du 28 juin 2011 de M<sup>mes</sup> Marie Chappuis, Alexandra Rys, Nicole Valiquer Grecuccio, MM. Michel Chevrolet, Mathias Buschbeck, Julien Cart, Grégoire Carasso, Alberto Velasco, Gary Bennaim, Adrien Genecand, Olivier Fiumelli, Yves Nidegger, Eric Bertinat, Claude Jeanneret et Pascal Spuhler: «Elargissement du pont du Mont-Blanc pour y joindre une piste cyclable: la Ville de Genève veut-elle se passer des fonds privés et publics?»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-991 (169) Motion du 17 janvier 2012 de M<sup>me</sup> Salika Wenger et M. Pierre Gauthier: «Modifications du réseau TPG».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Mireille Luiset (CAE)
  - ❖ Vote commission: 22.05.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 25.09.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
- M-992 (169) Motion du 17 janvier 2012 de M. Daniel Sormanni: «TPG, machine arrière toute!»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Mireille Luiset (CAE)
  - ❖ Vote commission: 22.05.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 25.09.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

## Liste des objets en suspens

- M-995 (169) Motion du 17 janvier 2012 de M<sup>mes</sup> Marie Chappuis, Alexandra Rys, Sandra Golay, MM. Michel Chevrolet, Alain de Kalbermatten, Jean-Charles Lathion et Robert Pattaroni: «Pour se promener en voyant ses pieds (éclairage et sécurité en ville de Genève)».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- M-998 (169) Motion du 21 février 2012 de MM. Morten Gisselbaek, Christian Zaugg, Tobias Schnebli, Olivier Baud, Pierre Vanek, Pierre Rumo, Pierre Gauthier, M<sup>mes</sup> Brigitte Studer, Maria Pérez, Salika Wenger, Maria Casares, Vera Figurek, Nicole Valiquer Grecuccio, Laurence Fehlmann Rielle, Silvia Machado et M. Grégoire Carasso: «Oui à l'extension d'une gare! Non à la destruction d'un quartier!»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 21.02.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Christo Ivanov (CAE)
  - ❖ Vote commission: 02.10.2012
- M-1002 (169) Motion du 22 février 2012 de MM. Mathias Buschbeck, Grégoire Carasso, Sylvain Thévoz, Michel Chevrolet, Christian Zaugg, Morten Gisselbaek, M<sup>mes</sup> Sarah Klopmann, Marie Chappuis et Vera Figurek: «Réalisation de l'initiative sur la mobilité douce: un plan d'action!»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- M-1003 (169) Motion du 21 mars 2012 de M<sup>mes</sup> Maria Vittoria Romano, Martine Sumi, Nicole Valiquer Grecuccio, Laurence Fehlmann Rielle, Silvia Machado, Virginie Studemann, Olga Baranova, Sarah Klopmann, Sandrine Burger, MM. Alberto Velasco, Pascal Holenweg, Sylvain Thévoz, Grégoire Carasso, Morten Gisselbaek et Stefan Kristensen: «Pour quand l'aménagement de la place du Pré-l'Evêque?»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Brigitte Studer (CAE)

- M-1020 (169) Motion du 18 avril 2012 de M<sup>mes</sup> Natacha Buffet, Florence Kraft-Babel, Michèle Rouillet, Marie Chappuis, Danièle Magnin, Laurence Fehlmann Rielle, Silvia Machado, Nicole Valiquer Greccuccio, Vera Figurek, MM. Jean-Paul Guisan, Alexandre Chevalier, Jean-Charles Lathion, Michel Chevrolet, Pascal Spuhler et Alberto Velasco: «Les Mouettes, c'est chouette».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Danièle Magnin (CAE)
- M-1036 (170) Motion du 6 juin 2012 de MM. Adrien Genecand, Vincent Schaller, Alexis Barbey, Stefan Kristensen, Michel Amaudruz, Christo Ivanov, M<sup>mes</sup> Maria Vittoria Romano, Laurence Fehlmann Rielle, Sarah Klopmann, Sandrine Burger, Marie Barbey et Danièle Magnin: «Elaboration rapide d'un plan localisé de quartier sur le territoire de la caserne des Vernets».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Maria Vittoria Romano (CAE)
  - ❖ Vote commission: 04.12.2012

### Projets d'arrêtés

- PA-109 (168) Projet d'arrêté du 9 juin 2010 de M<sup>mes</sup> Salika Wenger, Maria Pérez, Maria Casares, Charlotte Meierhofer, MM. Christian Zaugg et Pierre Rumo: «Plan localisé d'utilisation du sol appliqué au quartier des Délices».
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 08.06.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Maria Vittoria Romano (CAE)
  - ❖ Vote commission: 22.05.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 01.09.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

## Liste des objets en suspens

PA-123 (168) Projet d'arrêté du 19 janvier 2011 de MM. Mathias Buschbeck, Grégoire Carasso, Gérard Deshusses et M<sup>me</sup> Sarah Klopmann: «Crédit d'étude pour l'élargissement du pont de la Coulouvrenière afin d'y aménager une piste cyclable et un itinéraire en site propre jusqu'à la place du Cirque».

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Danièle Magnin (CAE)
- ❖ Vote commission: 19.06.2012

**Projets de délibérations**

PRD-8 (169) Projet de délibération du 28 juin 2011 de MM. Adrien Genecand, Jean-Marc Froidevaux, Olivier Fiumelli, Guy Dossan, Gary Ben-naim, Rémy Burri, Alexandre Chevalier, Simon Brandt, Alexis Barbey, Thomas Boyer, Jean-Paul Guisan, M<sup>mes</sup> Natacha Buffet, Florence Kraft-Babel, Marie Chappuis, MM. Alain de Kalbermatten, Eric Bertinat, Yves Nidegger, Thomas Bläsi, Michel Amaudruz, Soli Pardo, Jean-François Caruso, Daniel Sormanni, Jean-Philippe Haas, Denis Menoud, M<sup>mes</sup> Mireille Luiset et Danièle Magnin: «Abrogation du règlement général relatif aux plans d'utilisation du sol».

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Patricia Richard (CAE)

**Propositions CA au CM**

PR-329 (161) Proposition du Conseil administratif du 28 janvier 2004, sur demande du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement, en vue de l'approbation du projet de loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la Ville de Genève, section Petit-Saconnex, et des communes du Grand-Saconnex et de Pregny-Chambésy (création de zones diverses et abrogation d'une zone de développement 4B protégée, selon plan N° 29250) pour le site central des organisations internationales «le Jardin des Nations».

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 09.03.2004

- PR-907 (169) Proposition du Conseil administratif du 3 août 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 325 000 francs destiné à une étude de circulation et d'aménagement de la rue du Rhône entre les places Longemalle et Bel-Air.
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Danièle Magnin (CAE)
  - ❖ Vote commission: 24.01.2012
- PR-931 (169) Proposition du Conseil administratif du 2 novembre 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 20 000 francs en faveur d'une subvention annuelle du projet de véhicule écologique BioMobile.
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
  - ❖ Renvoi en commission: 20.03.2012
- PR-932 (169) Proposition du Conseil administratif du 9 novembre 2011 en vue de
- la radiation des servitudes de restriction du droit à bâtir et d'affectation, de restriction de plantations et de canalisations d'électricité et de téléphone, servitudes croisées grevant en droit et en charge la parcelle 3210, de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, propriété de la Ville de Genève, ainsi que les parcelles 3209 et 3143, même commune et section, sises chemin du Docteur-Jean-Louis-Prévost 8-10-12, inscrites au Registre foncier sous Pj A 1002 du 18 juillet 1953;
  - la réalisation de la mutation parcellaire, selon le tableau de mutation provisoire TM N° 36/2011 établi par M. Pierre-Yves Heimberg, ingénieur géomètre officiel, en date du 12 août 2011, par laquelle la Ville de Genève devient propriétaire des parcelles 5462 et 5463 ainsi que d'une partie de la dépendance créée, soit la parcelle 5465 de Genève, section Petit-Saconnex;
  - l'ouverture d'un crédit de 485 000 francs permettant d'acquérir 650 m<sup>2</sup> de droits à bâtir nécessaires à la réalisation d'une allée complète de l'immeuble C2, dite C2 LUP, sise sur la future parcelle 5463 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex;
  - l'octroi à la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social de deux droits de superficie distincts et perma-

## Liste des objets en suspens

nents sur les futures parcelles 5462 et 5463 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, sises chemin du Docteur-Jean-Louis-Prévoist 12 et 10, en vue de la construction de logements à caractère social, DDP dont les assiettes définitives seront définies par les autorisations de construire accordées.

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Marie Chappuis (CAE)
- ❖ Vote commission: 06.03.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 19.02.2013

PR-953 (169) Proposition du Conseil administratif du 7 mars 2012, sur demande du Département des constructions et des technologies de l'information, en vue de l'approbation du projet de loi modifiant les limites de zones sur le territoire de la commune de Genève, section Eaux-Vives, (création d'une zone de développement 2) à l'avenue Rosemont.

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 20.03.2012

PR-954 (169) Proposition du Conseil administratif du 21 mars 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit d'étude de 150 000 francs destiné à l'établissement d'un projet de modification des limites de zones et d'un projet de plan localisé de quartier, d'initiative communale, en vue de planifier le développement du secteur situé entre l'avenue Soret, la rue de Bourgogne et la route des Franchises.

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 17.04.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Sandrine Burger (CAE)
- ❖ Vote commission: 16.10.2012

PR-956 (169) Proposition du Conseil administratif du 21 mars 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit de 548 000 francs destiné à l'étude d'aménagement de zones de rencontre et de zones piétonnes dans le quartier des Grottes.

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 18.04.2012

- ❖ Rapporteur[se] de majorité: M<sup>me</sup> Sarah Klopmann (CAE)
- ❖ Rapporteur[se] de minorité: M<sup>me</sup> Maria Vittoria Romano (CAE)
- ❖ Vote commission: 08.01.2013

PR-996 (170) Proposition du Conseil administratif du 29 août 2012 en vue de l'ouverture de trois crédits pour un montant net total de 8 899 800 francs, soit:

- un crédit net de 3 944 100 francs destiné au réaménagement de l'avenue de la Paix – partie «basse» – du passage supérieur CFF à la place Albert-Thomas, parcelles N<sup>os</sup> 4612, 4841, 4851, 4869, 5372, 5373 (Genève-Petit-Saconnex), déduction faite de la participation des Transports publics genevois de 182 500 francs, soit un montant brut de 4 126 600 francs;
- un crédit de 1 150 700 francs destiné au réaménagement du chemin des Mines et de la rue Kazem-Radjavi, situés sur les parcelles N<sup>os</sup> 4608, 4850, 4851, 5421 (Genève-Petit-Saconnex);
- un crédit net de 3 805 000 francs destiné aux travaux d'assainissement de l'avenue de la Paix – partie «basse» – du passage supérieur CFF à la place Albert-Thomas et chemin des Mines/rue Kazem-Radjavi, situés sur les parcelles N<sup>os</sup> 3070, 4612, 4850, 4851, 4869, 5038, 5410 (Genève-Petit-Saconnex), déduction faite de la participation de l'Etat de Genève de 379 600 francs, soit un montant brut de 4 184 600 francs.
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 10.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Laurence Fehlmann Rielle (CAE)
- ❖ Vote commission: 04.12.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 14.01.2013
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 19.02.2013

PR-997 (170) Proposition du Conseil administratif du 5 septembre 2012, sur demande du Département de l'urbanisme, en vue de l'approbation du plan localisé de quartier N<sup>o</sup> 29821-292 valant pour partie plan de site et situé au plateau de Frontenex, sur le territoire de la commune de Genève, section Eaux-Vives.

- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 10.10.2012

## Liste des objets en suspens

- PR-1004 (170) Proposition du Conseil administratif du 31 octobre 2012 en vue de l'ouverture de deux crédits pour un montant total de 2 498 100 francs, soit:
- un crédit de 2 233 500 francs destiné aux études d'aménagement d'espaces publics autour de la nouvelle halte CEVA de Champel/Hôpital;
  - un crédit de 264 600 francs destiné aux études d'assainissement des eaux du réseau secondaire en rapport avec les futurs aménagements d'espaces publics autour de la nouvelle halte CEVA de Champel/Hôpital.
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 21.11.2012
- PR-1008 (170) Proposition du Conseil administratif du 28 novembre 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit de 703 500 francs destiné à l'amélioration et à la rénovation de l'éclairage public de la place du Bourg-de-Four.
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 16.01.2013

**Résolutions**

- R-131 (167) Résolution du 24 mars 2010 de M<sup>mes</sup> Claudia Heberlein Simonett, Sandrine Burger, Sarah Klopmann, Nicole Valiquier Grecuccio, Isabelle Brunier et M. Grégoire Carasso: «Nous avons le droit à l'air frais: pour des zones à faibles émissions polluantes à Genève!»
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- R-140 (168) Résolution du 3 novembre 2010 de MM. Pascal Holenweg, Gérard Deshusses, Thierry Piguet, Alexandre Wisard, M<sup>mes</sup> Andrienne Soutter, Isabelle Brunier, Corinne Goehner-Da Cruz, Véronique Paris, Vera Figurek et Salika Wenger: «Cette petite ville qui porte le monde»: pour une rue ou une place Georges-Haldas.
- ❖ Commission(s): Commission de l'aménagement et de l'environnement
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

**Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse****Divers (CM)**

- D-39 (169) 7<sup>e</sup> plan financier d'investissement 2012-2023.
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
  - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Martine Sumi (CF)
  - ❖ Remis au secrétariat: 24.05.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 03.09.2012  
09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
- D-34 (170) Rapport annuel 2011 du Conseil administratif sur le Fonds chômage.
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
  - ❖ Renvoi en commission: 25.06.2012
- D-39 (170) 8<sup>e</sup> plan financier d'investissement 2013-2024.
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
  - ❖ Renvoi en commission: 11.09.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Laurence Fehlmann Rielle (CCSJ)
  - ❖ Vote commission: 28.11.2012

**Motions**

- M-846 (166) Motion du 17 février 2009 de M<sup>mes</sup> Salika Wenger, Maria Pérez, Maria Casares, Marie-France Spielmann, Hélène Ecuyer, Vera Figurek, Charlotte Meierhofer, Ariane Arlotti, MM. Pierre Rumo et Christian Zaugg: «2009-2012: sombres perspectives sociales».
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
  - ❖ Renvoi en commission: 03.10.2009
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Anne Moratti (CCS)
  - ❖ Vote commission: 13.01.2011
  - ❖ Remis au secrétariat: 18.10.2012

## Liste des objets en suspens

- ❖ Inscription(s) en séance CM: 20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
  
- M-859 (166) Motion du 6 avril 2009 de M<sup>mes</sup> Martine Sumi, Corinne Goehner-Da Cruz, Annina Pfund, Diana Duarte Rizzolio, Andrienne Soutter, Véronique Paris, MM. Gérard Deshusses, Christophe Buemi et Christian Lopez Quirland: «Pension en espace de vie infantine et crèche: diminuer le taux d'effort pour les familles aux revenus en dessous de 30 000 francs».
  - ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
  - ❖ Renvoi en commission: 31.05.2010
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Sandrine Burger (CCS)
  - ❖ Vote commission: 13.01.2011
  
- M-863 (166) Motion du 6 avril 2009 de M<sup>me</sup> Martine Sumi, M. Christophe Buemi, M<sup>mes</sup> Silvia Machado, Nicole Valiquer Greuccio, M. Christian Lopez Quirland, M<sup>mes</sup> Diana Duarte Rizzolio, Andrienne Soutter, Mary Pallante, Corinne Goehner-Da Cruz: «Aides sociales urgentes: il y a urgence».
  - ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
  - ❖ Renvoi en commission: 03.10.2009
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Maria Casares (CCS)
  - ❖ Vote commission: 13.01.2011
  
- M-866 (166) Motion du 6 avril 2009 de M<sup>mes</sup> Maria Casares, Ariane Arlotti, Marie-France Spielmann, Salika Wenger, Maria Pérez, Martine Sumi, Anne Moratti Jung et Sandrine Burger: «Pensions alimentaires et familles monoparentales!»
  - ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
  - ❖ Renvoi en commission: 31.05.2010
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Vera Figurek (CCS)
  - ❖ Vote commission: 05.05.2011
  - ❖ Remis au secrétariat: 10.04.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 08.05.2012  
05.06.2012  
25.06.2012  
03.09.2012  
09.10.2012  
30.10.2012

- |             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                     |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 20.11.2012                                          |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 15.01.2013                                          |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 19.02.2013                                          |
| M-908 (167) | Motion du 24 mars 2010 de M <sup>mes</sup> Anne Carron-Cescato, Marie Chappuis, Alexandra Rys, Odette Saez, MM. Alain de Kalbermatten et Robert Pattaroni: «Ouvrons l'accès à l'apprentissage en entreprise (formation duale) aux jeunes sans-papiers».                                                                                                                                                |                                                     |
|             | ❖ Commission(s):                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse |
|             | ❖ Renvoi en commission:                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 13.09.2011                                          |
|             | ❖ Rapporteur[se]:                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | M <sup>me</sup> Brigitte Studer (CCSJ)              |
|             | ❖ Vote commission:                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 26.01.2012                                          |
|             | ❖ Remis au secrétariat:                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 19.03.2012                                          |
|             | ❖ Inscription(s) en séance CM:                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 17.04.2012                                          |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 08.05.2012                                          |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 05.06.2012                                          |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 25.06.2012                                          |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 03.09.2012                                          |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 09.10.2012                                          |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 30.10.2012                                          |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 20.11.2012                                          |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 15.01.2013                                          |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 19.02.2013                                          |
| M-909 (167) | Motion du 24 mars 2010 de M <sup>mes</sup> Maria Casares, Ariane Arlotti, Marie-France Spielmann, Charlotte Meierhofer, Hélène Ecuyer, Anne Moratti Jung, Frédérique Perler-Isaaz, Valérie Bourquin, MM. Christian Zaugg, Pierre Rumo, Christian Lopez Quirland, Bayram Bozkurt et Alpha Dramé: «Apprentissage pour tous les jeunes: engager des jeunes sans statut légal, la Ville de Genève innove!» |                                                     |
|             | ❖ Commission(s):                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse |
|             | ❖ Renvoi en commission:                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 13.09.2011                                          |
|             | ❖ Rapporteur[se]:                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | M <sup>me</sup> Brigitte Studer (CCSJ)              |
|             | ❖ Vote commission:                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 26.01.2012                                          |
|             | ❖ Remis au secrétariat:                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | 19.03.2012                                          |
|             | ❖ Inscription(s) en séance CM:                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | 17.04.2012                                          |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 08.05.2012                                          |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 05.06.2012                                          |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 25.06.2012                                          |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 03.09.2012                                          |

## Liste des objets en suspens

09.10.2012

30.10.2012

20.11.2012

15.01.2013

19.02.2013

- M-933 (168) Motion du 29 juin 2010 de M<sup>mes</sup> Martine Sumi, Silvia Machado, Corinne Goehner-Da Cruz, MM. Grégoire Carasso, Endri Gega et Roger Michel: «Un emploi de solidarité (EdS) ne devient solidaire que lorsqu'il débouche sur un véritable emploi».
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Brigitte Studer (CCSJ)
- M-934 (168) Motion du 29 juin 2010 de MM. Grégoire Carasso, Roger Michel, Gérard Deshusses, Christophe Buemi, Thierry Piguët, Christian Lopez Quirland, Endri Gega, M<sup>mes</sup> Nicole Valiquer Grecuccio, Silvia Machado, Corinne Goehner-Da Cruz, Véronique Paris et Martine Sumi: «Emplois de solidarité (EdS): la Ville de Genève ne participera pas à la précarisation du marché de l'emploi».
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Brigitte Studer (CCSJ)
- M-956 (168) Motion du 24 novembre 2010 de MM. Bayram Bozkurt, Georges Breguet, Alexandre Wisard, Christophe Dunner, Yves de Matteis, Mathias Buschbeck, Marc Dalphin, Alain de Kalbermatten, Jacques Finet, Jean-Charles Lathion, Rémy Burri, Simon Brandt, Alexandre Chevalier, Armand Schweingruber, Roland Crot, Sylvain Clavel, Jacques Baud, Christophe Buemi, Thierry Piguët, Gérard Deshusses, Christian Zaugg, M<sup>mes</sup> Marie-Pierre Theubet, Sarah Klopmann, Sandrine Burger, Anne Moratti Jung, Anne Carron-Cescato, Sandra Golay, Florence Kraft-Babel, Corinne Goehner-Da Cruz, Andrienne Soutter, Nicole Valiquer Grecuccio, Isabelle Brunier, Annina Pfund, Véronique Paris, Maria Casares, Ariane Arlotti et Salika Wenger: «Prévoir des lieux de vie pour nos aîné-e-s».
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
  - ❖ Renvoi en commission: 23.05.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Silvia Machado (CCSJ)

## Liste des objets en suspens

- ❖ Vote commission: 30.06.2011
- ❖ Remis au secrétariat: 13.06.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 03.09.2012
- 09.10.2012
- 30.10.2012
- 20.11.2012
- 15.01.2013
- 19.02.2013

M-963 (168) Motion du 16 février 2011 de M<sup>mes</sup> Valiquer Grecuccio, Silvia Machado, Christiane Olivier, Annina Pfund, Andrienne Soutter, Martine Sumi, MM. Grégoire Carasso, Gérard Deshusses, Endri Gega, Pascal Holenweg, Christian Lopez Quirland, Roger Michel et Thierry Piguet: «Respect des droits des travailleuses et travailleurs de Ronin Primeurs, maintenant!»

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Vera Figurek (CCSJ)

M-964 (168) Motion du 16 février 2011 de MM. Christophe Dunner, Benaouda Belghoul, Mathias Buschbeck, Alain de Kalbermatten, Yves de Matteis, Alpha Dramé, Endri Gega, Christian Lopez Quirland, Thierry Piguet, Alexandre Wisard et M<sup>me</sup> Maria Casares: «Pour une petite enfance plus écologique (langes)».

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-970 (168) Motion du 23 mai 2011 de MM. Yves de Matteis, Benaouda Belghoul, Christophe Dunner, M<sup>mes</sup> Anne Moratti Jung, Sandrine Burger, Martine Sumi, Ariane Arlotti et Maria Pérez: «Petite enfance: des crèches pour toutes les familles... Toutes?»

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

M-976 (169) Motion du 28 juin 2011 de MM. Christian Zaugg et Olivier Baud: «Remise en état des équipements sportifs dans les écoles».

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

## Liste des objets en suspens

- M-1008 (169) Motion du 21 mars 2012 de MM. Yves de Matteis, Alexandre Wisard, Michel Chevrolet, Olivier Fiumelli, Eric Bertinat, Christo Ivanov, Pascal Spuhler, Carlos Medeiros, Sylvain Clavel, Grégoire Carasso, M<sup>mes</sup> Frédérique Perler-Isaaz, Marie Chappuis, Fabienne Aubry Conne, Maria Vittoria Romano, Vera Figurek et Maria Pérez: «Plaine de Plainpalais: court de tennis géant ou espace de convivialité privilégié?»
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- M-1018 (169) Motion du 18 avril 2012 de M<sup>mes</sup> Anne Moratti, Julide Turgut Bandelier, Frédérique Perler-Isaaz, Sandrine Burger, Marie Chappuis, Fabienne Aubry Conne, Nicole Valiquer Grecuccio, Maria Vittoria Romano, Martine Sumi, Silvia Machado, Annina Pfund, Laurence Fehlmann Rielle, Maria Pérez, Maria Casares, Brigitte Studer, MM. Yves de Matteis, Alain de Kalbermatten, Alexis Barbey, Olivier Fiumelli, Alexandre Chevalier, Sylvain Clavel, Eric Bertinat, Carlos Medeiros, Pascal Spuhler et Luc Broch: «Structure de coordination pour l'accueil familial de la petite enfance».
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Michèle Roulet (CCSJ)
- M-1028 (169) Motion du 9 mai 2012 de M<sup>mes</sup> Maria Pérez, Salika Wenger, Brigitte Studer, Vera Figurek, Frédérique Perler-Isaaz, Anne Moratti, Sandra Golay, MM. Tobias Schnebli, Morten Gisselbaek et Stefan Kristensen: «Crèches de nuit: pourquoi attendre encore cinq ans?»
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Silvia Machado (CCSJ)

**Projets d'arrêtés**

- PA-124 (168) Projet d'arrêté du 19 janvier 2011 de M<sup>mes</sup> Vera Figurek, Salika Wenger, Ariane Arlotti, Marie-France Spielmann, MM. Pascal Holenweg, Gérard Deshusses, Thierry Piguet et Grégoire Carasso: «Organisons rationnellement la délation».

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

### Projets de délibérations

PRD-4 (169) Projet de délibération du 8 juin 2011 de M<sup>mes</sup> Mireille Luiset, Danièle Magnin, MM. Jean-François Caruso, Jean-Philippe Haas, Claude Jeanneret, Carlos Medeiros, Denis Menoud, Soli Pardo, Antoine Salamin, Daniel Sormanni et Pascal Spuhler: «Cinq cents emplois aidés pour les jeunes».

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 13.09.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Silvia Machado (CCSJ)

PRD-17 (169) Projet de délibération du 22 novembre 2011 de MM. Carlos Medeiros, Jean-François Caruso, Jean-Philippe Haas, Claude Jeanneret, Denis Menoud, Daniel Sormanni, Pascal Spuhler, Laurent Leisi et M<sup>me</sup> Danièle Magnin: «Aidons les personnes âgées à l'AVS et à l'AI: supprimons le centime additionnel communal sur les chiens».

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 22.02.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Yves De Matteis (CCSJ)
- ❖ Vote commission: 26.04.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 26.09.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

PRD-26 (169) Projet de délibération du 30 janvier 2012 de M<sup>me</sup> Maria Casares, MM. Pierre Gauthier et Pierre Rumo: «Exonération du paiement de la médaille pour chiens».

- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
- ❖ Renvoi en commission: 22.02.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Yves De Matteis (CCSJ)
- ❖ Vote commission: 26.04.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 26.09.2012

- ❖ Inscription(s) en séance CM: 30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

### Propositions CA au CM

- PR-576 (165) Proposition du Conseil administratif du 3 octobre 2007 en vue de la constitution d'une fondation de droit public de la Ville de Genève pour l'accueil et l'hébergement de personnes âgées.
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
  - ❖ Renvoi en commission: 06.11.2007
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Sandrine Burger (CSJ)

### Résolutions

- R-154 (169) Résolution du 21 mars 2012 de M<sup>me</sup> Maria Vittoria Romano et M. Alberto Velasco: «H&M vient-il marcher sur les plates-bandes du caritatif local?»
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Julien Cart (CCSJ)
  - ❖ Vote commission: 18.10.2012
- R-159 (169) Résolution du 8 mai 2012 de MM. Alberto Velasco, Pierre Gauthier et M<sup>me</sup> Vera Figurek: «Mettons tout en œuvre afin que la crèche de Merck Serono soit sauvée».
- ❖ Commission(s): Commission de la cohésion sociale et de la jeunesse
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012

**Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information  
et de la communication****Divers (CM)**

- D-39 (169) 7<sup>e</sup> plan financier d'investissement 2012-2023.
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Martine Sumi (CF)
  - ❖ Remis au secrétariat: 24.05.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 03.09.2012  
09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
- D-39 (170) 8<sup>e</sup> plan financier d'investissement 2013-2024.
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvoi en commission: 11.09.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Martine Sumi (CSDOMIC)
  - ❖ Vote commission: 28.11.2012

**Motions**

- M-772 (165) Motion du 20 février 2008 de MM. Vincent Maitre, Alain de Kalbermatten, Jean-Charles Lathion, Robert Pattaroni, M<sup>mes</sup> Anne Carron-Cescato, Marie Chappuis, Nelly Hartlieb, Alexandra Rys, Odette Saez, Florence Kraft-Babel, MM. Alexandre Chevalier, Jean Sanchez et Alexis Barbey: «Sécurité informatique: connectons-nous à la réalité!»
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvoi en commission: 22.09.2008
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Rubeli (CSDOMIC)
  - ❖ Vote commission: 09.03.2009

## Liste des objets en suspens

- M-896 (167) Motion du 20 janvier 2010 de MM. Jean-Charles Lathion, Alain de Kalbermatten, Robert Pattaroni, M<sup>mes</sup> Anne Carron-Cescato, Marie Chappuis, Nelly Hartlieb, Alexandra Rys, Sandra Golay et Odette Saez: «Pour des gardiens de parcs susceptibles de garantir la salubrité et la sécurité de ceux-ci».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier (CSDOMIC)
  - ❖ Vote commission: 12.01.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 07.05.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 05.06.2012  
25.06.2012  
03.09.2012  
09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
- M-922 (167) Motion du 19 mai 2010 de MM. Miltos Thomaïdes, Grégoire Carasso, Gérard Deshusses, Christophe Buemi, Thierry Piguët, M<sup>mes</sup> Isabelle Brunier, Nicole Valiquer Greuccio, Véronique Paris, Corinne Goehner-Da Cruz, Annina Pfund, Christiane Olivier, Andrienne Soutter, Silvia Machado et Martine Sumi: «Un cahier des charges pour l'entretien et la réhabilitation des promenades, parcs et jardins historiques sur le territoire de la Ville de Genève».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Florence Kraft-Babel (CSDOMIC)
  - ❖ Remis au secrétariat: 04.10.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

- M-935 (168) Motion du 15 septembre 2010 de M<sup>mes</sup> Valérie Bourquin, Claudia Heberlein Simonett, Sarah Klopmann, Charlotte Meierhofer, Patricia Richard, MM. Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Thierry Piguet, Olivier Tauxe et Christian Zaugg: «Tri des déchets dans les parcs et autour de la rade».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- M-936 (168) Motion du 15 septembre 2010 de M<sup>mes</sup> Salika Wenger, Maria Pérez, Héléne Ecuyer, Ariane Arlotti, Charlotte Meierhofer, Marie-France Spielmann, Vera Figurek, Maria Casares, MM. Christian Zaugg, Pierre Rumo, Pascal Holenweg et Alexandre Wisard: «Genève n'est pas Bagdad!»
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier (CSDOMIC)
  - ❖ Vote commission: 14.06.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 08.11.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 15.01.2013  
19.02.2013
- M-967 (168) Motion du 23 mars 2011 de MM. Christophe Dunner, Mathias Buschbeck, Marc Dalphin, Alpha Dramé, Alexandre Wisard, Christian Lopez Quirland et M<sup>me</sup> Anne Moratti Jung: «Pour des fêtes alliant plaisir et développement durable».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Olga Baranova (CSDOMIC)
  - ❖ Vote commission: 14.06.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 08.10.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

## Liste des objets en suspens

- M-978 (169) Motion du 28 juin 2011 de MM. Julien Cart, Eric Bertinat, Pascal Spuhler, M<sup>mes</sup> Maria Casares, Olga Baranova et Marie Chapuis: «Bâtissons un parc aventure au bois de la Bâtie».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Natacha Buffet (CSDOMIC)
  - ❖ Vote commission: 14.06.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 16.01.2013
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 19.02.2013
- M-980 (169) Motion du 26 septembre 2011 de M. Pascal Holenweg: «Création d'une commission consultative des espaces verts et de l'environnement».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier (CSDOMIC)
- M-1014 (169) Motion du 2 avril 2012 de MM. Pascal Spuhler, Jean-Philippe Haas, Claude Jeanneret, Carlos Medeiros, Denis Menoud, Daniel Sormanni, Laurent Leisi, Daniel-Dany Pastore, M<sup>mes</sup> Mireille Luiset et Danièle Magnin: «Ecoles primaires des Pâquis: trafic de drogue, spectacle permanent pour les enfants».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvoi en commission: 10.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Julide Turgut Bandelier (CSDOMIC)
- M-1021 (169) Motion du 18 avril 2012 de M<sup>mes</sup> Julide Turgut Bandelier, Maria Vittoria Romano, Vera Figurek, MM. Yves de Matteis, Mathias Buschbeck, Sylvain Thévoz, Alberto Velasco, Pascal Holenweg, Pierre Gauthier, Pierre Vanek et Pierre Rumo: «Opérations de ramassage visant les Roms: stop!»
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication

- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Olga Baranova  
(CSDOMIC)

M-1034 (170) Motion du 6 juin 2012 de M<sup>mes</sup> Sarah Klopmann, Sandrine Burger, Frédérique Perler-Isaaz, Marie-Pierre Theubet, Fabienne Aubry Conne, Maria Vittoria Romano, Mireille Luiset, MM. Mathias Buschbeck, Morten Gisselbaek et Sylvain Clavel: «Guerilla jardinière en ville: laissons la population verdifier les espaces publics».

- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier  
(CSDOMIC)

M-1038 (170) Motion du 26 juin 2012 de M<sup>mes</sup> Olga Baranova, Silvia Machado, MM. Stefan Kristensen, Luc Broch, Pascal Holenweg, Alberto Velasco, Sylvain Thévoz et Grégoire Carasso: «Des grillades pour toutes et tous, sans privilèges!»

- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Julide Turgut Bandelier  
(CSDOMIC)
- ❖ Vote commission: 13.12.2012

### Projets d'arrêtés

PA-102 (167) Projet d'arrêté du 17 février 2010 de M<sup>mes</sup> Salika Wenger, Maria Pérez, Hélène Ecuyer, Vera Figurek, Charlotte Meierhofer, Christiane Olivier, Nicole Valiquer Grecuccio, Marie-France Spielmann, Silvia Machado, Martine Sumi, MM. Christian Zaugg, Gérard Deshusses et Alexandre Wisard: «Gratuité du domaine public pour les 1<sup>er</sup> Mai, 1<sup>er</sup> Juin et 1<sup>er</sup> Août».

- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Olga Baranova  
(CSDOMIC)

## Liste des objets en suspens

- PA-114 (168) Projet d'arrêté du 15 septembre 2010 de M<sup>mes</sup> Salika Wenger, Nicole Valiquier Grecuccio, MM. Alexandre Wisard, Gérard Deshusses et Grégoire Carasso: «Projet de règlement municipal sur l'utilisation du domaine public et des parcs pour les activités citoyennes et caritatives ainsi que les animations de quartier».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Natacha Buffet (CSDOMIC)
- PA-120 (168) Projet d'arrêté du 11 décembre 2010 de M<sup>mes</sup> Ariane Arlotti, Maria Casares, Hélène Ecuyer, Vera Figurek, Charlotte Meierhofer, Maria Pérez, Marie-France Spielmann, Salika Wenger et M. Pierre Rumo: «Règlement des agent-e-s de la police municipale de la Ville de Genève».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvoi en commission: 02.04.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier (CSDOMIC)

**Projets de délibérations**

- PRD-41 (169) Projet de délibération du 9 mai 2012 de MM. Tobias Schnebli, Pierre Vanek, Morten Gisselbaek, Olivier Baud, Pierre Rumo, M<sup>mes</sup> Brigitte Studer, Vera Figurek, Maria Pérez, Maria Casares, MM. Alberto Velasco, Pascal Holenweg, Stefan Kristensen, M<sup>mes</sup> Olga Baranova, Laurence Fehlmann Rielle, Nicole Valiquier Grecuccio, M. Julien Cart, M<sup>mes</sup> Sarah Klopmann, Marie-Pierre Theubet et Julide Turgut Bandelier: «Règlement de soutien aux activités citoyennes sur le domaine public».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Florence Kraft-Babel (CSDOMIC)

- PRD-47 (170) Projet de délibération du 6 juin 2012 de M<sup>me</sup> Sarah Klopmann, MM. Guillaume Käser, Tobias Schnebli, Grégoire Carasso et Laurent Leisi: «Exonérons les plantes vivantes!»
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Florence Kraft-Babel (CSDOMIC)
  - ❖ Vote commission: 13.12.2012

### Résolutions

- R-137 (168) Résolution du 29 juin 2010 de MM. Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, Gérard Deshusses, Christophe Buemi, Thierry Piguet, M<sup>mes</sup> Nicole Valiquer Grecuccio, Isabelle Brunier, Silvia Machado, Corinne Goehner-Da Cruz, Véronique Paris et Martine Sumi: «La gestion des déchets des entreprises: un échec dont les responsabilités sont politiques et qu'une privatisation ne fera qu'aggraver».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Julide Turgut Bandelier (CSDOMIC)
- R-169 (170) Résolution du 15 janvier 2013 de M. Pierre Gauthier: «Il faut mettre en œuvre sans attendre les décisions du Conseil municipal relatives au projet ConvergenceS».
- ❖ Commission(s): Commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication
  - ❖ Renvois en commission: 15.01.2013

### Commission des arts et de la culture

#### Divers (CM)

- D-39 (169) 7<sup>e</sup> plan financier d'investissement 2012-2023.
- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
  - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Martine Sumi (CF)
  - ❖ Remis au secrétariat: 24.05.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 03.09.2012  
09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
- D-39 (170) 8<sup>e</sup> plan financier d'investissement 2013-2024.
- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
  - ❖ Renvoi en commission: 11.09.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Florence Kraft-Babel (CARTS)
  - ❖ Vote commission: 28.11.2012

#### Motions

- M-851 (166) Motion du 11 mars 2009 de MM. Thierry Piguët, Gérard Deshusses, Christophe Buemi, Christian Lopez Quirland, Grégoire Carasso, M<sup>mes</sup> Martine Sumi, Nicole Valiquer Grecuccio, Isabelle Brunier, Silvia Machado, Véronique Paris, Corinne Goehner-Da Cruz, Annina Pfund et Andrienne Soutter: «Une retraite pour les artistes».
- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
  - ❖ Renvoi en commission: 17.02.2010
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Anne Carron-Cescato (CARTS)
- M-891 (167) Motion du 2 décembre 2009 de MM. Christian Lopez Quirland, Grégoire Carasso, Miltos Thomaidis, Christophe Buemi, Endri Gega, M<sup>mes</sup> Annina Pfund, Isabelle Brunier et Andrienne Soutter: «Parce qu'ils ont construit la Suisse et Genève: rendons hommage aux saisonniers».

- |             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                              |
|-------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|
|             | ❖ Commission(s):                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Commission des arts et de la culture         |
|             | ❖ Renvoi en commission:                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 22.11.2011                                   |
|             | ❖ Rapporteur[se]:                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | M <sup>me</sup> Florence Kraft-Babel (CARTS) |
|             | ❖ Vote commission:                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 23.01.2012                                   |
| M-902 (167) | Motion du 17 février 2010 de MM. Mathias Buschbeck, Alexandre Wisard, Marc Dalphin, Yves de Matteis, Fabien Sartoretti, Georges Breguet, Bayram Bozkurt, M <sup>mes</sup> Sarah Klopmann, Marie-Pierre Theubet, Sandrine Burger, Valérie Bourquin, Anne Moratti Jung et Frédérique Perler-Isaaz: «Comédie après la Comédie!» |                                              |
|             | ❖ Commission(s):                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Commission des arts et de la culture         |
|             | ❖ Renvoi en commission:                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 22.11.2011                                   |
|             | ❖ Rapporteur[se]:                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | M <sup>me</sup> Virginie Studemann (CARTS)   |
|             | ❖ Vote commission:                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 27.02.2012                                   |
|             | ❖ Remis au secrétariat:                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 16.07.2012                                   |
|             | ❖ Inscription(s) en séance CM:                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 03.09.2012                                   |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 09.10.2012                                   |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 30.10.2012                                   |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 20.11.2012                                   |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 15.01.2013                                   |
|             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 19.02.2013                                   |
| M-913 (167) | Motion du 24 mars 2010 de MM. Simon Brandt, Olivier Fiumelli, Rémy Burri, Guy Dossan, Salvatore Vitanza, Edgar Bordier, Adrien Genecand et M <sup>me</sup> Patricia Richard: «Un nouvel espace culturel à Saint-Gervais».                                                                                                    |                                              |
|             | ❖ Commission(s):                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Commission des arts et de la culture         |
|             | ❖ Renvoi en commission:                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 22.11.2011                                   |
|             | ❖ Rapporteur[se]:                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | M. Tobias Schnebli (CARTS)                   |
|             | ❖ Vote commission:                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | 07.05.2012                                   |
| M-923 (167) | Motion du 19 mai 2010 de M <sup>mes</sup> Maria Casares, Vera Figurek, Marie-France Spielmann, Charlotte Meierhofer, Hélène Ecuyer, Salika Wenger, Ariane Arlotti, MM. Pierre Rumo et Christian Zaugg: «Livres non sexistes: mais que fait la Ville de Genève!»                                                              |                                              |

## Liste des objets en suspens

- |   |                              |                                                                                  |
|---|------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|
| ❖ | Commission(s):               | Commission des arts et de la culture                                             |
| ❖ | Renvoi en commission:        | 22.11.2011                                                                       |
| ❖ | Rapporteur[se]:              | M <sup>me</sup> Virginie Studemann (CARTS)                                       |
| ❖ | Vote commission:             | 19.03.2012                                                                       |
| ❖ | Remis au secrétariat:        | 19.07.2012                                                                       |
| ❖ | Inscription(s) en séance CM: | 03.09.2012<br>09.10.2012<br>30.10.2012<br>20.11.2012<br>15.01.2013<br>19.02.2013 |
- M-928 (168) Motion du 9 juin 2010 de M<sup>mes</sup> Catherine Buchet-Harder, Sophie Kuster, MM. Sylvain Clavel, Roland Crot, Jacques Hämmerli, Pascal Rubeli, Gilbert Schreyer, Olivier Tauxe et Jacques Baud: «Bonne intégration et cohésion sociale par la lecture».
- |   |                       |                                      |
|---|-----------------------|--------------------------------------|
| ❖ | Commission(s):        | Commission des arts et de la culture |
| ❖ | Renvoi en commission: | 22.11.2011                           |
| ❖ | Rapporteur[se]:       | M. Sylvain Thévoz (CARTS)            |
- M-931 (168) Motion du 9 juin 2010 de MM. Thierry Piguet, Gérard Deshusses, Grégoire Carasso, Roger Michel, Endri Gega, M<sup>mes</sup> Corinne Goehner-Da Cruz, Andrienne Soutter, Nicole Valiquer Grecuccio, Isabelle Brunier, Véronique Paris, Christiane Olivier et Silvia Machado: «Œuvres d'art et antiquités: quelle provenance pour quelle garantie éthique?»
- |   |                              |                                                                                                |
|---|------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ❖ | Commission(s):               | Commission des arts et de la culture                                                           |
| ❖ | Renvoi en commission:        | 22.11.2011                                                                                     |
| ❖ | Rapporteur[se]:              | M. Julien Cart (CARTS)                                                                         |
| ❖ | Vote commission:             | 23.04.2012                                                                                     |
| ❖ | Remis au secrétariat:        | 22.05.2012                                                                                     |
| ❖ | Inscription(s) en séance CM: | 25.06.2012<br>03.09.2012<br>09.10.2012<br>30.10.2012<br>20.11.2012<br>15.01.2013<br>19.02.2013 |

- M-965 (168) Motion du 16 février 2011 de M<sup>mes</sup> Vera Figurek, Marie-France Spielmann, Salika Wenger, Isabelle Brunier, MM. Pascal Holenweg et Jacques Hämmerli: «Pour une réelle visibilité de l'enrichissement des collections municipales qui sont la base de notre patrimoine».
- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Florence Kraft-Babel (CARTS)
  - ❖ Vote commission: 07.05.2012
- M-969 (168) Motion du 18 mai 2011 de MM. Bayram Bozkurt, Alexandre Wisard, Yves de Matteis, Benaouda Belghoul, Alain de Kalbermatten, Jean-Charles Lathion, Endri Gega, Pascal Rubeli, Jacques Baud, M<sup>mes</sup> Anne Moratti Jung, Sarah Klopmann, Marie Chappuis, Silvia Machado, Martine Sumi, Charlotte Meierhofer et Danièle Magnin: «Mère Teresa, nous ne t'oublions jamais».
- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Virginie Studemann (CARTS)
- M-985 (169) Motion du 23 novembre 2011 de M. Pascal Spuhler, M<sup>mes</sup> Mireille Luiset, Danièle Magnin, MM. Jean-François Caruso, Jean-Philippe Haas, Claude Jeanneret, Carlos Medeiros, Denis Menoud, Soli Pardo, Daniel Sormanni et Laurent Leisi: «Récompensons nos jeunes talents artistiques».
- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- M-988 (169) Motion du 23 novembre 2011 de M<sup>mes</sup> Florence Kraft-Babel, Natacha Buffet, Virginie Studemann, MM. Guy Dossan, Michel Chevrolet, Eric Bertinat, Jean-Philippe Haas, Pascal Holenweg, Olivier Baud et Tobias Schnebli: «Avenir de la culture à Genève: dialogue du Canton avec la Ville et les communes ou shopping list?»
- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
  - ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012

## Liste des objets en suspens

❖ Rapporteur[se]:	M. Julien Cart (CARTS)
❖ Vote commission:	03.05.2012
❖ Remis au secrétariat:	21.05.2012
❖ Inscription(s) en séance CM:	25.06.2012
	03.09.2012
	09.10.2012
	30.10.2012
	20.11.2012
	15.01.2013
	19.02.2013

M-1007 (169) Motion du 21 mars 2012 de MM. Stefan Kristensen, Sylvain Thévoz, Pascal Holenweg, Julien Cart, M<sup>mes</sup> Vera Figurek et Virginie Studemann: «Pour une politique globale de soutien au livre».

❖ Commission(s):	Commission des arts et de la culture
❖ Renvoi en commission:	09.10.2012
❖ Rapporteur[se]:	M. Lionel Ricou (CARTS)

M-1016 (169) Motion du 18 avril 2012 de MM. Guy Dossan, Michel Chevrolet, Jean-Charles Lathion, Alexandre Chevalier, Sylvain Clavel, Eric Bertinat, Jean-Philippe Haas, Claude Jeanneret, Pascal Spuhler, Daniel-Dany Pastore, M<sup>mes</sup> Florence Kraft-Babel, Natacha Buffet et Fabienne Aubry Conne: «Genève, ville de culture: quelle promotion pour quel rayonnement?»

❖ Commission(s):	Commission des arts et de la culture
❖ Renvoi en commission:	09.10.2012

M-1025 (169) Motion du 9 mai 2012 de MM. Alberto Velasco, Pascal Holenweg, Sylvain Thévoz, M<sup>mes</sup> Nicole Valiquer Grecuccio, Maria Vittoria Romano, Virginie Studemann, Silvia Machado, Laurence Fehlmann Rielle, Vera Figurek, MM. Pierre Gauthier, Pierre Rumo, Mathias Buschbeck, M<sup>me</sup> Marie-Pierre Theubet, MM. Daniel-Dany Pastore, Pascal Spuhler, Alain de Kalbermatten et Jean-Charles Lathion: «Pour un réel soutien de la Ville au maintien de cinémas indépendants de quartier».

❖ Commission(s):	Commission des arts et de la culture
❖ Renvoi en commission:	09.10.2012

M-1032 (170) Motion du 6 juin 2012 de MM. Jean-Paul Guisan, Olivier Fiumelli, Guy Dossan, M<sup>me</sup> Florence Kraft-Babel, MM. Pascal Holenweg, Alberto Velasco, Olivier Baud, Tobias Schnebli, Stefan Kristensen, Julien Cart, Yves de Matteis, Mathias Buschbeck, Lionel Ricou, Jean-Charles Lathion, Eric Bertinat, Jean-Philippe Haas, Pascal Spuhler et M<sup>me</sup> Danièle Magnin: «Ars genevensis et helvetica magnifica».

❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture

❖ Renvoi en commission: 09.10.2012

M-1035 (170) Motion du 6 juin 2012 de M<sup>mes</sup> Natacha Buffet, Michèle Roulet, Florence Kraft-Babel, MM. Guy Dossan, Olivier Fiumelli, Rémy Burri, Alain de Kalbermatten, Jean-Charles Lathion et Lionel Ricou: «Quid d'une artothèque genevoise?»

❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture

❖ Renvoi en commission: 09.10.2012

### Propositions CA au CM

PR-934 (169) Proposition du Conseil administratif du 2 novembre 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 500 000 francs destiné à participer à l'acquisition de l'œuvre d'art de John Armleder, sise dans le passage Montbrillant, soutenant ainsi le projet d'art public intercommunal lié au TCOB.

❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture

❖ Renvoi en commission: 22.11.2011

❖ Rapporteur[se]: M. Sylvain Thévoz (CARTS)

❖ Vote commission: 12.03.2012

PR-1000 (170) Proposition du Conseil administratif du 10 octobre 2012 en vue de l'approbation des comptes de la saison 2011-2012 du Grand Théâtre de Genève.

❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture

❖ Renvoi en commission: 31.10.2012

❖ Rapporteur[se]: M. Tobias Schnebli (CARTS)

❖ Vote commission: 03.12.2012

- PR-1005 (170) Proposition du Conseil administratif du 7 novembre 2012 en vue de l'approbation du budget de la saison 2012-2013 du Grand Théâtre de Genève.
- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
  - ❖ Renvoi en commission: 20.11.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Holenweg (CARTS)
  - ❖ Vote commission: 03.12.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 09.01.2013
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 19.02.2013

### Résolutions

- R-161 (170) Résolution du 6 juin 2012 de M<sup>mes</sup> Martine Sumi, Laurence Fehlmann Rielle, Nicole Valiquer Grecuccio, MM. Grégoire Carasso et Sylvain Thévoz: «Pour ne plus occulter, par omission, le citoyen de Genève».
- ❖ Commission(s): Commission des arts et de la culture
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012

**Commission des finances****Divers (CM)**

- D-32 (165) Rapport annuel 2006 de la Fondation pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève (Fondetec).
- ❖ Commission(s): Commission des finances
  - ❖ Renvoi en commission: 11.09.2007
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Alberto Velasco (CF)
  - ❖ Vote commission: 12.01.2011
- D-54 (165) Ratification de la rémunération du président et des membres de la Fondetec.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
  - ❖ Renvoi en commission: 25.06.2007
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Alberto Velasco (CF)
  - ❖ Vote commission: 04.12.2007
- D-32 (167) Rapport d'activité et comptes 2008 et budget de fonctionnement 2009 de la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève (Fondetec).
- ❖ Commission(s): Commission des finances
  - ❖ Renvoi en commission: 15.09.2009
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Salika Wenger (CF)
  - ❖ Vote commission: 30.09.2009  
25.11.2009 (budget)
- D-61 (167) Rapport des audits du Contrôle financier sur les bains des Pâquis.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
  - ❖ Renvoi en commission: 24.06.2009
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Olivier Fiumelli (CF)
  - ❖ Vote commission: 25.11.2009
- D-39 (169) 7<sup>e</sup> plan financier d'investissement 2012-2023.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
  - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Martine Sumi (CF)
  - ❖ Remis au secrétariat: 24.05.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 03.09.2012  
09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

## Liste des objets en suspens

- D-32 (170) Rapport d'activité et comptes 2011 et budget de fonctionnement 2012 de la Fondation communale pour le développement des emplois et du tissu économique en ville de Genève (Fondetec).
- ❖ Commission(s): Commission des finances
  - ❖ Renvoi en commission: 03.09.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Martine Sumi (CF)
  - ❖ Vote commission: 16.10.2012
- D-39 (170) 8<sup>e</sup> plan financier d'investissement 2013-2024.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
  - ❖ Renvoi en commission: 11.09.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Florence Kraft-Babel (CF)
  - ❖ Vote commission: 28.11.2012
- D-54 (170) Rapport d'activités 2011 de la Délégation Genève Ville Solidaire (DGVS).
- ❖ Commission(s): Commission des finances
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Martine Sumi (CF)
  - ❖ Vote commission: 14.11.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 06.12.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 15.01.2013  
19.02.2013
- D-65 (170) Bilan social des ressources humaines 2011.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Marie-Pierre Theubet (CF)
  - ❖ Vote commission: 14.11.2012

**Motions**

- M-595 (163) Motion du 15 février 2006 de MM. Pierre Maudet, Patrice Reynaud, Gérard Deshusses, M<sup>mes</sup> Nelly Hartlieb, Alexandra Rys et Frédérique Perler-Isaaz: «Pour des budgets politiques à la place des plans comptables».
- ❖ Commission(s): Commission des finances
  - ❖ Renvoi en commission: 07.06.2006
  - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M. Olivier Fiumelli (CF)
  - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M. Christian Zaugg (CF)
  - ❖ Vote commission: 09.02.2010
- M-713 (165) Motion du 17 septembre 2007 de M. Olivier Fiumelli, M<sup>mes</sup> Anne-Marie Gisler, Christine Camporini, MM. Simon Brandt, Rémy

Burri, M<sup>me</sup> Virginie Jordan, MM. Grégory Baud, Guy Dossan et M<sup>me</sup> Patricia Richard: «Pour des états financiers intelligibles, pertinents, fiables et comparables, appliquons les normes IPSAS aux comptes de la Ville!»

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 21.01.2008
- ❖ Rapporteur[se]: M. Mathias Buschbeck (CF)
- ❖ Vote commission: 30.09.2009

M-774 (165) Motion du 20 février 2008 de MM. Simon Brandt, Olivier Fiumelli, Grégory Baud, Rémy Burri, Guy Dossan, M<sup>mes</sup> Virginie Jordan, Christine Camporini, Patricia Richard et Anne-Marie Gisler: «Mettons fin au non-sens économique de la taxe professionnelle».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 22.09.2008
- ❖ Rapporteur[se]: M. Alberto Velasco (CF)
- ❖ Vote commission: 01.09.2009

M-787 (165) Motion du 12 mars 2008 de MM. Olivier Fiumelli, Simon Brandt, Jean-Charles Lathion, Robert Pattaroni, Alexis Barbey et Jean-Marc Froidevaux: «Pour la mise en place d'une véritable culture du contrôle en Ville de Genève et un renforcement de l'audit interne».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 10.11.2008
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Salika Wenger (CF)
- ❖ Vote commission: 25.03.2009

M-793 (165) Motion du 23 avril 2008 de MM. Alain de Kalbermatten, Robert Pattaroni, Jean-Charles Lathion, Vincent Maitre, M<sup>mes</sup> Anne Carron-Cescato, Marie Chappuis, Nelly Hartlieb, Alexandra Rys et Odette Saez: «Pour une équitable répartition de la manne fiscale entre communes liées à la future réalisation du projet d'aménagement de la zone Praille-Acacias-Vernets (PAV)».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 26.11.2008
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Salika Wenger (CF)
- ❖ Vote commission: 27.01.2009

M-893 (167) Motion du 20 janvier 2010 de M. Robert Pattaroni, M<sup>me</sup> Marie Chappuis, MM. Jean-Charles Lathion, Jacques Hämmerli,

## Liste des objets en suspens

M<sup>me</sup> Catherine Buchet-Harder, MM. Olivier Fiumelli, Rémy Burri, Alexandre Chevalier et Alexis Barbey: «Pour un budget de référence établi en fonction des missions et prestations de la Ville de Genève permettant de répondre aux besoins de base des habitant-e-s de la commune».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Martine Sumi (CF)
- ❖ Vote commission: 29.08.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 29.08.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

M-897 (167) Motion du 20 janvier 2010 de M<sup>mes</sup> Salika Wenger, Ariane Arlotti, Marie-France Spielmann, Maria Pérez, Maria Casares, Hélène Ecuyer et Charlotte Meierhofer: «De subventions en fondations?...»

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Alberto Velasco (CF)
- ❖ Vote commission: 13.03.2012

M-911 (167) Motion du 24 mars 2010 de M<sup>mes</sup> Salika Wenger, Maria Pérez, Hélène Ecuyer, Marie-France Spielmann, MM. Christian Zaugg, Pierre Rumo, Mathias Buschbeck et Fabien Sartoretti: «Gouverner, c'est... gouverner (audits)!»

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Alberto Velasco (CF)
- ❖ Vote commission: 13.03.2012

M-940 (168) Motion du 27 septembre 2010 de MM. Olivier Fiumelli, Salvatore Vitanza, Jacques Finet, Jean-Charles Lathion, Alexandre Chevalier, M<sup>mes</sup> Anne Carron-Cescato et Florence Kraft-Babel: «Pour une réelle autonomie du Grand Théâtre de Genève».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Daniel Sormanni (CF)
- ❖ Vote commission: 23.05.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 30.07.2012

- ❖ Inscription(s) en séance CM: 03.09.2012  
09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

M-942 (168) Motion du 13 octobre 2010 de MM. Alexis Barbey, Rémy Burri, M<sup>me</sup> Florence Kraft-Babel: «Engagement en Ville de Genève: pour la fin du fait du prince».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Rubeli (CF)

M-945 (168) Motion du 13 octobre 2010 de MM. Olivier Fiumelli, Rémy Burri, Alexandre Chevalier, Alexis Barbey, Jean-Charles Lathion et M<sup>me</sup> Marie Chappuis: «Pour une politique d'achat plus efficace et plus efficiente».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Alberto Velasco (CF)
- ❖ Vote commission: 25.04.2012

M-950 (168) Motion du 3 novembre 2010 de MM. Olivier Fiumelli, Adrien Genecand, Alexandre Chevalier, Guy Dossan, Rémy Burri et Alexis Barbey: «Pour une gestion municipale du logement plus efficace, plus efficiente et moins politisée».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Frédérique Perler-Isaaz (CF)
- ❖ Vote commission: 07.03.2012

M-954 (168) Motion du 24 novembre 2010 de MM. Robert Pattaroni, Jean-Charles Lathion, Alain de Kalbermatten, Jacques Finet, M<sup>mes</sup> Anne Carron-Cescato, Marie Chappuis, Sandra Golay, Alexandra Rys et Odette Saez: «Pour une nouvelle formule de gestion du patrimoine financier de la Ville de Genève».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Frédérique Perler-Isaaz (CF)
- ❖ Vote commission: 07.03.2012

## Liste des objets en suspens

- M-955 (168) Motion du 24 novembre 2010 de MM. Jean-Charles Lathion, Alain de Kalbermatten, Robert Pattaroni, Jacques Finet, Rémy Burri, Simon Brandt, Alexandre Chevalier, Alexis Barbey, M<sup>mes</sup> Sandra Golay, Anne Carron-Cescato, Odette Saez, Marie Chappuis, Alexandra Rys, Maria Pérez, Anne Moratti Jung, Danièle Magnin, MM. Gérard Deshusses, Grégoire Carasso et Pascal Rubeli: «FASe: pour une vraie transparence justifiant les subventions de la Ville de Genève».
- ❖ Commission(s): Commission des finances
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Martine Sumi (CF)
  - ❖ Vote commission: 25.04.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 14.05.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 25.06.2012  
03.09.2012  
09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
- M-961 (168) Motion du 19 janvier 2011 de MM. Grégoire Carasso, Endri Gega, Roger Michel, Gérard Deshusses, Pascal Holenweg, Christophe Buemi, Thierry Piguët, M<sup>mes</sup> Annina Pfund, Corinne Goehner-Da Cruz, Andrienne Soutter et Isabelle Brunier: «Formation continue: la Ville de Genève doit être à la hauteur».
- ❖ Commission(s): Commission des finances
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Marie-Pierre Theubet (CF)
  - ❖ Vote commission: 28.02.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 23.04.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 05.06.2012  
25.06.2012  
03.09.2012  
09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
- M-987 (169) Motion du 23 novembre 2011 de MM. Grégoire Carasso, Luc Broch, Sylvain Thévoz, Stefan Kristensen, Pascal Holenweg, Alberto Velasco, M<sup>mes</sup> Nicole Valiquier Grecuccio, Maria Vitto-

ria Romano, Martine Sumi, Laurence Fehlmann Rielle, Silvia Machado et Olga Baranova: «Agences de notation contre démocratie».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012

M-990 (169) Motion du 17 janvier 2012 de MM. Pascal Spuhler, M<sup>mes</sup> Mireille Luiset, Danièle Magnin, MM. Jean-François Caruso, Jean-Philippe Haas, Claude Jeanneret, Carlos Medeiros, Denis Menoud, Soli Pardo, Daniel Sormanni et Laurent Leisi: «Politique d'engagement du personnel Ville de Genève».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Grégoire Carasso (CF)

M-1017 (169) Motion du 18 avril 2012 de MM. Adrien Genecand, Rémy Burri, Alexis Barbey, Gary Bennaïm, Olivier Fiumelli, Jean-Paul Guisan, Simon Brandt, Guy Dossan, M<sup>mes</sup> Florence Kraft-Babel, Natacha Buffet, Sophie Courvoisier et Michèle Roulet: «Rendons la place Emile-Guyenot aux habitants!»

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Jean-Charles Lathion (CF)

M-1033 (170) Motion du 6 juin 2012 de MM. Sylvain Thévoz, Grégoire Carasso, Stefan Kristensen, Luc Broch, Alberto Velasco, M<sup>mes</sup> Martine Sumi, Maria Vittoria Romano, Annina Pfund, Silvia Machado, Laurence Fehlmann Rielle, Fabienne Aubry Conne, MM. Sylvain Clavel, Alain de Kalbermatten, Christo Ivanov et Jean-Philippe Haas: «Pour une administration municipale éveillée à la nuit».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Marie-Pierre Theubet (CF)
- ❖ Vote commission: 09.01.2013

M-1047 (170) Motion du 9 octobre 2012 de M<sup>mes</sup> Danièle Magnin, Mireille Luiset, MM. Daniel Sormanni, Denis Menoud, Pascal Spuhler, Daniel-Dany Pastore, Claude Jeanneret, Carlos Medeiros, Laurent Leisi, Jean-François Caruso et Jean-Philippe Haas: «Vite, une nouvelle convention sur le subventionnement des artères municipales».

## Liste des objets en suspens

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Martine Sumi (CF)

**Projets d'arrêtés**

PA-90 (166) Projet d'arrêté du 26 novembre 2008 de M<sup>mes</sup> Salika Wenger, Vera Figurek, Marie-France Spielmann, Hélène Ecuyer, Charlotte Meierhofer, MM. Christian Zaugg et Pierre Rumo: «Inter-nalisation des concierges, nettoyeurs et nettoyeuses qui travaillent pour la Ville de Genève».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 03.10.2009
- ❖ Rapporteur[se]: M. Mathias Buschbeck (CF)
- ❖ Vote commission: 28.02.2012

**Projets de délibérations**

PRD-10 (169) Projet de délibération du 13 septembre 2011 de M<sup>mes</sup> Marie Chappuis, Alexandra Rys, Sandra Golay, MM. Michel Chevrollet, Alain de Kalbermatten, Jean-Charles Lathion et Olivier Fiumelli: «Taxe professionnelle communale 2012».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Vanek (CF)
- ❖ Vote commission: 04.09.2012

PRD-12 (169) Projet de délibération du 11 octobre 2011 de M. Olivier Fiumelli, M<sup>mes</sup> Sophie Courvoisier, Marie Chappuis, MM. Eric Bertinat et Michel Chevrollet: «Soutenons les entreprises genevoises! »

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 11.10.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Salika Wenger (CF)
- ❖ Vote commission: 14.11.2012

PRD-39 (169) Projet de délibération du 8 mai 2012 de MM. Daniel Sormanni, Jean-Philippe Haas, Carlos Medeiros et Pascal Spuhler: «La Ville de Genève et les TPG s'engagent pour les demandeurs d'emploi résidant à Genève».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Grégoire Carasso (CF)

PRD-40 (169) Projet de délibération du 8 mai 2012 de MM. Daniel Sormanni, Jean-Philippe Haas, Carlos Medeiros et Pascal Spuhler: «La Ville de Genève s'engage pour les demandeurs d'emploi résidant à Genève».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 12.09.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Grégoire Carasso (CF)

PRD-51 (170) Projet de délibération du 9 octobre 2012 de MM. Olivier Fiumelli, Jean-Charles Lathion, Eric Bertinat, Pascal Spuhler et Carlos Medeiros: «Pensions de retraite des conseillers administratifs».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Simon Brandt (CF)
- ❖ Vote commission: 14.11.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 26.11.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 15.01.2013  
19.02.2013

### Propositions CA au CM

PR-628 (166) Proposition du Conseil administratif du 11 juin 2008 en vue du bouclement du crédit de 40 200 francs destiné à l'accroissement de la capacité d'accueil du restaurant scolaire de l'école Micheli-du-Crest, avec l'ouverture d'un crédit complémentaire de 2311,83 francs.

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 16.09.2008
- ❖ Rapporteur[se]: M. Grégoire Carasso (CF)
- ❖ Vote commission: 01.07.2009

PR-758 (167) Proposition du Conseil administratif du 25 novembre 2009 en vue de l'approbation des comptes 2008 de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social.

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 19.01.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M. Daniel Sormanni (CF)
- ❖ Vote commission: 13.04.2010

PR-830 (168) Proposition du Conseil administratif du 13 octobre 2010 en vue du bouclement de dix soldes de crédits de préétudes et d'études (représentant un montant total voté de 1 312 560 francs) qui sont

## Liste des objets en suspens

abandonnés, non utilisés, sans demande de crédit complémentaire.

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 02.11.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Salika Wenger (CF)
- ❖ Vote commission: 01.12.2010

PR-921 (169) Proposition du Conseil administratif du 7 septembre 2011 en vue du bouclage d'un crédit de construction avec l'ouverture d'un crédit complémentaire de 113 447,21 francs destiné à couvrir les hausses conjoncturelles et contractuelles relatives aux travaux de rénovation des deux dépendances de la villa La Grange, situées au parc La Grange, route de Frontenex 71, sur la parcelle N° 3166, feuille 2, commune de Genève, section Eaux-Vives, propriété de la Ville de Genève.

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 12.10.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Vanek (CF)
- ❖ Vote commission: 25.01.2012

PR-924 (169) Proposition du Conseil administratif du 21 septembre 2011 en vue de l'approbation des comptes 2010 de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (FVGLS).

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 12.10.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Daniel Sormanni (CF)
- ❖ Vote commission: 25.04.2012

PR-928 (169) Proposition du Conseil administratif du 12 octobre 2011 en vue de l'approbation des comptes de la saison 2010-2011 du Grand Théâtre de Genève.

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 02.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Salika Wenger (CF)
- ❖ Vote commission: 04.05.2012

PR-938 (169) Proposition du Conseil administratif du 7 décembre 2011 en vue du bouclage d'un crédit de construction avec l'ouverture d'un crédit complémentaire de 188 563,57 francs destiné à couvrir les dépenses supplémentaires relatives aux travaux de rénovation de l'immeuble d'habitation situé rue des Gares 19, en 2<sup>e</sup> zone, sur la parcelle 2790, feuille 69 du cadastre de la commune de Genève, section Cité, propriété de la Ville de Genève.

## Liste des objets en suspens

- |  |                         |                                    |
|--|-------------------------|------------------------------------|
|  | ❖ Commission(s):        | Commission des finances            |
|  | ❖ Renvoi en commission: | 21.02.2012                         |
|  | ❖ Rapporteur[se]:       | M <sup>me</sup> Salika Wenger (CF) |
|  | ❖ Vote commission:      | 13.03.2012                         |
- PR-958 (169) Proposition du Conseil administratif du 28 mars 2012 en vue de l'approbation des comptes 2009 de la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social (FVGLS).
- |  |                         |                         |
|--|-------------------------|-------------------------|
|  | ❖ Commission(s):        | Commission des finances |
|  | ❖ Renvoi en commission: | 17.04.2012              |
|  | ❖ Rapporteur[se]:       | M. Daniel Sormanni (CF) |
|  | ❖ Vote commission:      | 25.04.2012              |
- PR-963 (169) Proposition du Conseil administratif du 25 avril 2012 visant à transférer les 2300 actions de 022 Télégenève SA figurant au bilan de la Ville de Genève du patrimoine administratif au patrimoine financier et d'autoriser leur vente subséquente par le Conseil administratif.
- |  |                         |                          |
|--|-------------------------|--------------------------|
|  | ❖ Commission(s):        | Commission des finances  |
|  | ❖ Renvoi en commission: | 09.05.2012               |
|  | ❖ Rapporteur[se]:       | M. Grégoire Carasso (CF) |
- PR-975 (170) Proposition du Conseil administratif du 13 juin 2012 en vue de l'approbation des comptes des saisons 2008/2009, 2009/2010 et 2010/2011 de la Fondation d'art dramatique de Genève.
- |  |                         |                                              |
|--|-------------------------|----------------------------------------------|
|  | ❖ Commission(s):        | Commission des finances                      |
|  | ❖ Renvoi en commission: | 12.09.2012                                   |
|  | ❖ Rapporteur[se]:       | M <sup>me</sup> Frédérique Perler-Isaaz (CF) |
|  | ❖ Vote commission:      | 23.01.2013                                   |
- PR-986 (170) Proposition du Conseil administratif du 31 juillet 2012 en vue du bouclage de trois crédits (étude et construction) terminés, gérés par le Service des écoles et institutions pour l'enfance, avec l'ouverture de crédits complémentaires pour un total de 286 458,80 francs, soit:
- I. bouclage du crédit destiné à la rénovation et au réaménagement du préau de l'école des Eaux-Vives, situé rue des Eaux-Vives 80-86, parcelle N° 281, feuilles N°s 51 et 59 du cadastre de la commune de Genève, section des Eaux-Vives, avec l'ouverture d'un crédit complémentaire de 37 669,87 francs;

## Liste des objets en suspens

- II. boucllement d'un crédit de réalisation terminé, destiné pour la réfection des quatre blocs sanitaires du groupe scolaire de Trembley I (arrêté I de la proposition PR-647), géré par le Service des écoles et institutions pour l'enfance, d'un montant de 662 500 francs, avec l'ouverture d'un crédit complémentaire de 99 141,02 francs;
- III. boucllement d'un crédit de réalisation terminé, destiné pour la réfection des toitures des bâtiments B et C du groupe scolaire des Contamines (arrêté I de la proposition PR-829), géré par le Service des écoles et institutions pour l'enfance, d'un montant de 334 400 francs, avec l'ouverture d'un crédit complémentaire de 149 647,91 francs.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
  - ❖ Renvoi en commission: 12.09.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Martine Sumi (CF)

- PR-1001 (170) Proposition du Conseil administratif du 10 octobre 2012 en vue de la radiation de la servitude de restriction au droit de bâtir inscrite au Registre foncier sous P.j.A 917 du 6 juillet 1951, grevant en charge sur la commune de Genève, section Petit-Saconex, les parcelles N<sup>os</sup> 2639 à 2645, sises chemin des Genêts 16A, 16D, 18B, 18C, 18D et chemin Sous-Bois 3, en faveur de la parcelle N<sup>o</sup> 4327, mêmes commune et section, sise chemin du Champ-Baron 1-3, propriété de la Ville de Genève.
- ❖ Commission(s): Commission des finances
  - ❖ Renvoi en commission: 31.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Frédérique Perler-Isaaz (CF)

**Résolutions**

- R-129 (167) Résolution du 17 février 2010 de M<sup>mes</sup> Salika Wenger, Maria Pérez, Vera Figurek et Ariane Arlotti: «La Ville de Genève ne veut pas subventionner le dumping salarial».
- ❖ Commission(s): Commission des finances
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Vanek (CF)
  - ❖ Vote commission: 29.08.2012
- R-132 (167) Résolution du 28 avril 2010 de M<sup>me</sup> Frédérique Perler-Isaaz et M. Mathias Buschbeck: «Ne touchez pas aux cartes journalières des CFF des communes!»
- ❖ Commission(s): Commission des finances

## Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Simon Brandt (CF)
- ❖ Remis au secrétariat: 04.04.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 08.05.2012  
05.06.2012  
25.06.2012  
03.09.2012  
09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

R-134 (167) Résolution du 19 mai 2010 de M<sup>me</sup> Nicole Valiquier Grecuccio, MM. Milto Thomaidis, Thierry Piguët, Gérard Deshusses, Grégoire Carasso, Christophe Buemi, Roger Michel, M<sup>mes</sup> Christiane Olivier, Andrienne Soutter, Annina Pfund, Silvia Machado et Martine Sumi: «Droits syndicaux: le gouvernement doit respecter les engagements internationaux concernant la protection des délégué-e-s syndicaux».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Frédérique Perler-Isaaz (CF)
- ❖ Vote commission: 04.09.2012

R-145 (169) Résolution du 27 juin 2011 de MM. Olivier Fiumelli, Alexandre Chevalier, Jean-Marc Froidevaux, Simon Brandt, Thomas Boyer, Guy Dossan, Gary Bennaim, Jean-Paul Guisan, Rémy Burri, Adrien Genecand, Alexis Barbey, M<sup>mes</sup> Florence Kraft-Babel, Natacha Buffet, Fabienne Aubry Conne et Sophie Courvoisier: «Pour un projet de budget 2012 conforme aux attentes de la population».

- ❖ Commission(s): Commission des finances
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Martine Sumi (CF)
- ❖ Vote commission: 29.08.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 29.08.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

### Commission des pétitions

#### Pétitions

- P-237 (167) Pétition: «Menace de démolition d'une partie du quartier des Grottes».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 20.01.2010
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Nicole Valiquer Grecuccio (CP)
  - ❖ Vote commission: 13.09.2010
- P-253 (168) Pétition: «Attitude de l'unité des marchés à l'égard des puciers de Plainpalais».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 13.10.2010
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Nicole Valiquer Grecuccio (CP)
  - ❖ Vote commission: 14.02.2011
- P-262 (168) Pétition: «Pour des préaux sûrs et sécurisés: fermeture nocturne pour utilisation diurne!»
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 23.03.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Jean-Paul Guisan (CP)
  - ❖ Vote commission: 17.10.2011
  - ❖ Remis au secrétariat: 10.12.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 15.01.2013  
19.02.2013
- P-263 (168) Pétition: «Vandalisme au parc Bertrand».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 23.03.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Robert Pattaroni (CP)
  - ❖ Vote commission: 27.02.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 12.11.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 15.01.2013  
19.02.2013
- P-264 (168) Pétition: «Tranquillité et sécurité publiques dans le quartier de Rive».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 23.03.2011

- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Nicole Valiquer Grecuccio (CP)
  - ❖ Vote commission: 16.05.2011
- P-265 (168) Pétition: «Garantie d'accessibilité au et dans le quartier des Eaux-Vives».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 20.04.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Danièle Magnin (CP)
  - ❖ Vote commission: 17.09.2012
- P-268 (169) Pétition: «En faveur du Restaurant La Perle-du-Lac».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 13.09.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Gauthier (CP)
  - ❖ Vote commission: 06.02.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 20.09.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 09.10.2012
  - 30.10.2012
  - 20.11.2012
  - 15.01.2013
  - 19.02.2013
- P-270 (169) Pétition: «Contre les incivilités et le bruit dans la Vieille-Ville».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 11.10.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Julide Turgut Bandelier (CP)
  - ❖ Vote commission: 17.09.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 15.10.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 20.11.2012
  - 15.01.2013
  - 19.02.2013
- P-271 (169) Pétition: «Pour la sauvegarde des arbres et des promenades de marronniers autour de la plaine de Plainpalais».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 11.10.2011
  - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M<sup>me</sup> Martine Sumi (CP)
  - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M. Pierre Rumo (CP)
  - ❖ Vote commission: 27.02.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 01.03.2012

- ❖ Inscription(s) en séance CM: 15.01.2013  
19.02.2013
  
- P-272 (169) Pétition: «Jonction: la mort d'un quartier».
  - ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 11.10.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Rumo (CP)
  - ❖ Vote commission: 21.05.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 17.12.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 19.02.2013
  
- P-275 (169) Pétition: «Sentier des Saules: on continue!»
  - ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 01.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Rumo (CP)
  - ❖ Vote commission: 19.03.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 05.11.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 15.01.2013  
19.02.2013
  
- P-279 (169) Pétition: «Nuisances sonores aux Bastions».
  - ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Danièle Magnin (CP)
  - ❖ Vote commission: 21.05.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 30.10.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
  
- P-281 (169) Pétition: «Stop aux nuisances du Hayland's».
  - ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 21.02.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Julide Turgut Bandelier (CP)
  - ❖ Vote commission: 01.10.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 15.10.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
  
- P-283 (169) Pétition: «Demande de l'Usine et de ses riverains pour rétablir des conditions de vie acceptables dans le quartier».

## Liste des objets en suspens

- |             |                                                                                                  |                                                      |
|-------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|
|             | ❖ Commission(s):                                                                                 | Commission des pétitions                             |
|             | ❖ Renvoi en commission:                                                                          | 20.03.2012                                           |
|             | ❖ Rapporteur[se]:                                                                                | M. Pierre Gauthier (CP)                              |
|             | ❖ Vote commission:                                                                               | 08.10.2012                                           |
|             | ❖ Remis au secrétariat:                                                                          | 12.11.2012                                           |
|             | ❖ Inscription(s) en séance CM:                                                                   | 15.01.2013<br>19.02.2013                             |
| P-284 (169) | Pétition: «Quelle concertation pour les jeux de la promenade de la Treille?»                     |                                                      |
|             | ❖ Commission(s):                                                                                 | Commission des pétitions                             |
|             | ❖ Renvoi en commission:                                                                          | 17.04.2012                                           |
|             | ❖ Rapporteur[se]:                                                                                | M <sup>me</sup> Martine Sumi (CP)                    |
|             | ❖ Vote commission:                                                                               | 29.10.2012                                           |
|             | ❖ Remis au secrétariat:                                                                          | 06.11.2012                                           |
|             | ❖ Inscription(s) en séance CM:                                                                   | 15.01.2013<br>19.02.2013                             |
| P-286 (169) | Pétition: «Pour une traversée cyclable de Bel-Air à Rive».                                       |                                                      |
|             | ❖ Commission(s):                                                                                 | Commission des pétitions                             |
|             | ❖ Renvoi en commission:                                                                          | 08.05.2012                                           |
|             | ❖ Rapporteur[se]:                                                                                | M. Pierre Gauthier (CP)                              |
|             | ❖ Vote commission:                                                                               | 27.08.2012                                           |
|             | ❖ Remis au secrétariat:                                                                          | 25.09.2012                                           |
|             | ❖ Inscription(s) en séance CM:                                                                   | 30.10.2012<br>20.11.2012<br>15.01.2013<br>19.02.2013 |
| P-287 (169) | Pétition: «Pour le soutien des activités citoyennes dans l'espace public en ville de Genève».    |                                                      |
|             | ❖ Commission(s):                                                                                 | Commission des pétitions                             |
|             | ❖ Renvoi en commission:                                                                          | 08.05.2012                                           |
|             | ❖ Rapporteur[se]:                                                                                | M <sup>me</sup> Julide Turgut Bandelier (CP)         |
| P-289 (170) | Pétition: «Pour le maintien d'une ludothèque dans le quartier Jardins du Rhône/Ouches/Concorde». |                                                      |
|             | ❖ Commission(s):                                                                                 | Commission des pétitions                             |
|             | ❖ Renvoi en commission:                                                                          | 05.06.2012                                           |
|             | ❖ Rapporteur[se]:                                                                                | M. Pierre Gauthier (CP)                              |
|             | ❖ Vote commission:                                                                               | 10.09.2012                                           |

## Liste des objets en suspens

- ❖ Remis au secrétariat: 20.09.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
- P-290 (170) Pétition: «Pourquoi la Ville de Genève a-t-elle raté l'expérience de gestion des pigeons?»
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 05.06.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Danièle Magnin (CP)
  - ❖ Vote commission: 19.11.2012
- P-291 (170) Pétition: «Pour sauver le cinéma Cinélux à la Jonction».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 05.06.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Stefan Kristensen (CP)
  - ❖ Vote commission: 24.09.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 29.09.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
- P-292 (170) Pétition: «Supprimons l'interdiction de circuler installée à la rue des Minoteries».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 25.06.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Danièle Magnin (CP)
  - ❖ Vote commission: 17.12.2012
- P-293 (170) Pétition: «Pour des jeux dans le préau de l'école de Montchoisy!»
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 25.06.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Maria Vittoria Romano (CP)
  - ❖ Vote commission: 01.10.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 05.11.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 15.01.2013  
19.02.2013

- P-294 (170) Pétition: «Contre les nuisances générées par le bar de la Plage».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Danièle Magnin (CP)
- P-295 (170) Pétition: «Pour l'accès aux forains à la rive droite durant les week-ends des Fêtes de Genève».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Danièle Magnin (CP)
- P-296 (170) Pétition: «Contre les incivilités et le bruit au boulevard Carl-Vogt».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Danièle Magnin (CP)
- P-297 (170) Pétition: «Contre le bruit sur les rives du Rhône du pont Sous-Terre jusqu'à la pointe de la Jonction».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 30.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Danièle Magnin (CP)
  - ❖ Vote commission: 21.01.2013
- P-298 (170) Pétition: «Obtention urgente d'électricité pour l'éclairage du stand au chemin des Marronniers».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 20.11.2012
- P-300 (170) Pétition: «Contre les concerts de musique techno en plein-air sur la place de la Navigation».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions
  - ❖ Renvoi en commission: 15.01.2013
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Jean-Paul Guisan (CP)

### Résolutions

- R-150 (169) Résolution du 17 janvier 2012 de MM. Eric Bertinat, Olivier Fiumelli, Gary Bennaim, Michel Chevrolet, Pascal Spuhler et Carlos Medeiros: «Rendons le parc des Bastions à la population genevoise».
- ❖ Commission(s): Commission des pétitions

Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoi en commission: 30.01.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Michèle Roullet (CP)
- ❖ Vote commission: 27.02.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 02.07.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 03.09.2012  
09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

**Commission des sports****Divers (CM)**

- D-39 (169) 7<sup>e</sup> plan financier d'investissement 2012-2023.
- ❖ Commission(s): Commission des sports
  - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Martine Sumi (CF)
  - ❖ Remis au secrétariat: 24.05.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 03.09.2012  
09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
- D-39 (170) 8<sup>e</sup> plan financier d'investissement 2013-2024.
- ❖ Commission(s): Commission des sports
  - ❖ Renvoi en commission: 11.09.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Christian Zaugg (CS)
  - ❖ Vote commission: 28.11.2012

**Motions**

- M-672 (164) Motion du 26 février 2007 de M<sup>me</sup> Sandrine Salerno et M. Roman Juon: «Construction d'un bowl pour la pratique des sports de rue à roulettes».
- ❖ Commission(s): Commission des sports
  - ❖ Renvoi en commission: 08.05.2007
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Mathias Buschbeck (CS)
  - ❖ Vote commission: 07.02.2008
- M-747 (165) Motion du 28 novembre 2007 de MM. Alexandre Chevalier, Alexis Barbey, Georges Queloz, Jean Sanchez, Jean-Marc Froidevaux, M<sup>mes</sup> Florence Kraft-Babel, Nathalie Fontanet, Laetitia Guinand, Linda de Coulon, Danièle Magnin, Fabienne Aubry Conne et M. Vincent Maitre: «Pour des compétitions sportives internationales à Genève».
- ❖ Commission(s): Commission des sports
  - ❖ Renvoi en commission: 12.03.2008
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Sylvain Thévoz (CS)
  - ❖ Vote commission: 30.11.2009

## Liste des objets en suspens

- M-904 (167) Motion du 17 février 2010 de M. Grégoire Carasso, M<sup>mes</sup> Ariane Arlotti, Patricia Richard, Odette Saez, MM. Mathias Buschbeck, Alexandre Chevalier, Christian Zaugg et Pascal Rubeli: «Développons les murs de grimpe».
- ❖ Commission(s): Commission des sports
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Christo Ivanov (CS)
  - ❖ Vote commission: 29.03.2012
- M-930 (168) Motion du 9 juin 2010 de MM. Thierry Piguet, Gérard Deshusses, Grégoire Carasso, Roger Michel, Endri Gega, Christian Lopez Quirland, M<sup>mes</sup> Corinne Goehner-Da Cruz, Andrienne Soutter, Nicole Valiquer Grecuccio et Silvia Machado: «Skate-parks dans nos parcs et autres places».
- ❖ Commission(s): Commission des sports
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Sylvain Thevoz (CS)
  - ❖ Vote commission: 29.03.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 29.05.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 25.06.2012  
03.09.2012  
09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
- M-977 (169) Motion du 28 juin 2011 de MM. Christian Zaugg et Morten Gisselbaek: «Deux salles pour le handball à Genève».
- ❖ Commission(s): Commission des sports
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Christo Ivanov (CS)
  - ❖ Vote commission: 29.03.2012
- M-986 (169) Motion du 23 novembre 2011 de M. Pascal Spuhler, M<sup>mes</sup> Mireille Luiset, Danièle Magnin, MM. Jean-François Caruso, Jean-Philippe Haas, Claude Jeanneret, Carlos Medeiros, Denis Menoud, Soli Pardo, Daniel Sormanni et Laurent Leisi: «Récompensons nos jeunes talents sportifs».
- ❖ Commission(s): Commission des sports
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Christian Zaugg (CS)

- M-1009 (169) Motion du 21 mars 2012 de MM. Christian Zaugg, Morten Gisselbaek, Pierre Gauthier, M<sup>mes</sup> Salika Wenger, Marie Gobits et Sylvain Thévoz: «Soutien au sport amateur».
- ❖ Commission(s): Commission des sports
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Claude Jeanneret (CS)
- M-1027 (169) Motion du 9 mai 2012 de MM. Simon Brandt, Eric Bertinat, Daniel Sormanni, Alain de Kalbermatten, Mathias Buschbeck, Sylvain Thévoz, Christian Zaugg et M<sup>me</sup> Sophie Courvoisier: «Pour que Genève redevienne une ville étape du Tour de France».
- ❖ Commission(s): Commission des sports
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Sylvain Thévoz (CS)

### Commission des travaux et des constructions

#### Divers (CM)

- D-39 (169) 7<sup>e</sup> plan financier d'investissement 2012-2023.
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
  - ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Martine Sumi (CF)
  - ❖ Remis au secrétariat: 24.05.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 03.09.2012  
09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
- D-39 (170) 8<sup>e</sup> plan financier d'investissement 2013-2024.
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
  - ❖ Renvoi en commission: 11.09.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Maria Pérez (CTC)
  - ❖ Vote commission: 28.11.2012

#### Motions

- M-820 (166) Motion du 24 juin 2008 de M<sup>mes</sup> Anne-Marie Gisler, Christine Camporini, Patricia Richard, MM. Simon Brandt, Grégory Baud, Rémy Burri, Guy Dossan, Olivier Fiumelli et Adrien Genecand: «Pour une ville verte de qualité!»
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
  - ❖ Renvoi en commission: 20.01.2009
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Daniel-Dany Pastore (CTC)
- M-886 (167) Motion du 10 novembre 2009 de MM. Simon Brandt, Rémy Burri, Alexandre Chevalier, Jean-Charles Lathion et Jacques Hämmerli: «Pour une patinoire des Vernets répondant aux besoins du GSHC à moyen terme: une 3<sup>e</sup> phase dans les travaux».
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions

- ❖ Renvoi en commission: 23.11.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M. Guy Dossan (CTC)
- ❖ Vote commission: 25.04.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 03.10.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

M-921 (167) Motion du 19 mai 2010 de MM. Simon Brandt, Salvatore Vitanza, Rémy Burri, Alexandre Chevalier, M<sup>me</sup> Florence Kraft-Babel, M. Jean-Charles Lathion et M<sup>me</sup> Marie Chappuis: «Construction d'une nouvelle patinoire pour le hockey professionnel et le GSHC».

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Maria Pérez (CTC)
- ❖ Vote commission: 23.05.2012

M-938 (168) Motion du 15 septembre 2010 de MM. Mathias Buschbeck, Grégoire Carasso, Alexandre Wisard, Pascal Rubeli, M<sup>mes</sup> Salika Wenger, Marie-Pierre Theubet, Sarah Klopmann, Claudia Heberlein Simonett, Anne Moratti Jung, Marie Chappuis et Alexandra Rys: «Pour une villa La Concorde enfin ouverte sur le quartier».

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Mathias Buschbeck (CTC)
- ❖ Vote commission: 30.05.2012

M-952 (168) Motion du 23 novembre 2010 de MM. Olivier Fiumelli, Guy Dossan, Rémy Burri, Adrien Genecand, Georges Queloz, M<sup>mes</sup> Florence Kraft-Babel et Linda de Coulon: «Chassons les dealers de la plaine de Plainpalais à coup de lampadaires».

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Alain de Kalbermatten (CTC)
- ❖ Vote commission: 02.05.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 11.09.2012

- ❖ Inscription(s) en séance CM: 09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

M-983 (169) Motion du 2 novembre 2011 de MM. Eric Bertinat, Pascal Rubeli, Jacques Pagan, M. Thomas Bläsi et Michel Amaudruz: «Pour plus de logements, utilisons toutes les possibilités de surélever les immeubles du patrimoine de la Ville».

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 02.04.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Rémy Burri (CTC)

M-1010 (169) Motion du 21 mars 2012 de MM. Olivier Fiumelli, Gary Ben-naim, Adrien Genecand, Alexandre Wisard, Christo Ivanov, Claude Jeanneret, Luc Broch, M<sup>mes</sup> Marie Chappuis et Vera Figurek: «Pour que la Ville de Genève termine enfin de paver la Vieille-Ville!»

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M. Mathias Buschbeck (CTC)

### Pétitions

P-269 (169) Pétition: «Musée d'art et d'histoire: un projet réaliste».

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 11.10.2011

P-299 (170) Pétition: «Pour l'installation d'un système de rafraîchissement de l'air au Grand Théâtre».

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 08.12.2012

### Projets de délibérations

PRD-14 (169) Projet de délibération du 2 novembre 2011 de M<sup>me</sup> Salika Wenger, MM. Pierre Gauthier, Alberto Velasco, Jacques Pagan, Pascal Spuhler, Alexandre Chevalier, Sylvain Clavel et M<sup>me</sup> Fabienne

Aubry Conne: «Rénovation urgente de l'auditoire du Muséum d'histoire naturelle en vue d'accueillir le Conseil municipal lors de la transformation de la salle du Grand Conseil».

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 30.01.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Maria Pérez (CTC)
- ❖ Vote commission: 08.02.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 29.08.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

PRD-23 (169) Projet de délibération du 23 novembre 2011 de MM. Grégoire Carasso, Alexandre Wisard, Jean-Charles Lathion, Alexis Barbey, Pascal Rubeli, Carlos Medeiros et M<sup>me</sup> Salika Wenger: «Sans bar, l'Alhambra n'a plus d'allant!»

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 30.01.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Maria Pérez (CTC)
- ❖ Vote commission: 07.03.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 29.08.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

PRD-52 (170) Projet de délibération du 9 octobre 2012 de M<sup>mes</sup> Maria Pérez, Brigitte Studer, Vera Figurek, MM. Olivier Baud, Pierre Gauthier, Pierre Rumo, Tobias Schnebli et Christian Zaugg: «Protection des locataires: la Ville de Genève doit montrer l'exemple!»

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012

### Propositions CA au CM

PR-840 (168) Proposition du Conseil administratif du 10 novembre 2010 en vue de l'ouverture d'un crédit de 1 793 000 francs destiné à

## Liste des objets en suspens

l'étude du réaménagement des dépôts, de la halle pour les véhicules et du bâtiment administratif de la Voirie, situés rue François-Dussaud 10, parcelle N° 3297, feuille N° 89, commune de Genève, section Plainpalais.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 23.11.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Nicole Valiquer Grecuccio (CTC)

PR-871 (168) Proposition du Conseil administratif du 23 mars 2011 en vue de l'ouverture de deux crédits pour un montant total de 5 180 000 francs destinés à des travaux de rénovation de neuf espaces de quartier à l'intention des aînés, soit:

- un crédit de 4 381 000 francs destiné aux travaux de rénovation des locaux;
- un crédit de 799 000 francs destiné au mobilier et à la signalétique des locaux.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 19.04.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Nicole Valiquer Grecuccio (CTC)
- ❖ Vote commission: 30.11.2011
- ❖ Remis au secrétariat: 19.09.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

PR-902 (169) Proposition du Conseil administratif du 29 juin 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit de 3 450 000 francs destiné à la rénovation de l'immeuble situé au 4, rue Jean-Robert-Chouet, parcelle N° 3324, feuille N° 74, commune de Genève, section Cité.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Nicole Valiquer Grecuccio (CTC)
- ❖ Vote commission: 07.03.2012
- ❖ Remis au secrétariat: 19.09.2012

- ❖ Inscription(s) en séance CM: 09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

PR-904 (169) Proposition du Conseil administratif du 29 juin 2011 en vue de l'ouverture d'un crédit total de 4 982 300 francs, à savoir:

- un crédit de 4 912 900 francs destiné à la rénovation de l'immeuble et à l'aménagement de deux appartements dans les combles, situé rue de la Servette 36, parcelles N<sup>os</sup> 3656 et 7054, feuille 74 du cadastre de la commune de Genève, section Cité, propriété de la Ville de Genève;
- un crédit de 69 400 francs destiné à l'installation d'une centrale photovoltaïque en toiture de l'immeuble situé rue de la Servette 36, parcelles N<sup>os</sup> 3656 et 7054, feuille 74 du cadastre de la commune de Genève, section Cité, propriété de la Ville de Genève.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011
- ❖ Rapporteur[se] de majorité: M<sup>me</sup> Annina Pfund (CTC)
- ❖ Rapporteur[se] de minorité: M. Alexandre Wisard (CTC)
- ❖ Vote commission: 07.12.2011
- ❖ Remis au secrétariat: 26.09.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 15.01.2013  
19.02.2013

PR-916 (169) Proposition du Conseil administratif du 31 août 2011 en vue de l'ouverture de deux crédits d'un total de 14 169 000 francs destinés à la rénovation des immeubles situés aux 6 et 6 bis, rue des Grottes ainsi qu'au 5, rue des Amis, parcelles N<sup>os</sup> 2715 et 2560, feuille N<sup>o</sup> 70, commune de Genève, section Cité, soit:

- un crédit de 13 984 000 francs destiné à la rénovation des immeubles;
- un crédit de 185 000 francs destiné à la pose de cellules photovoltaïques en toiture.
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 14.09.2011

## Liste des objets en suspens

- PR-949 (169) Proposition du Conseil administratif du 22 février 2012 en vue de l'ouverture de quatre crédits d'un montant total de 24 845 040 francs, à savoir:
- un crédit brut de 21 330 200 francs, dont à déduire une subvention du Fonds énergie des collectivités de 250 000 francs, soit un crédit net de 21 080 200 francs, destiné à la rénovation de l'école située au chemin des Crêts-de-Champel 40, sur la parcelle 3791, feuille 75 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété de la Ville de Genève;
  - un crédit de 2 788 540 francs destiné à une école provisoire située sur une partie du parc Bertrand, sur la parcelle 1724, feuille 70 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété de la Ville de Genève;
  - un crédit de 838 900 francs destiné à compléter l'équipement en mobilier, la place de jeu, de l'école située au chemin des Crêts-de-Champel 40, sur la parcelle 3791, feuille 75 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété de la Ville de Genève;
  - un crédit de 137 400 francs destiné à l'équipement d'une centrale photovoltaïque en toiture du bâtiment des sports, située au chemin des Crêts-de-Champel 40, sur la parcelle 3791, feuille 75 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété de la Ville de Genève.
- |                                |                                             |
|--------------------------------|---------------------------------------------|
| ❖ Commission(s):               | Commission des travaux et des constructions |
| ❖ Renvoi en commission:        | 20.03.2012                                  |
| ❖ Rapporteur[se]:              | M. Alexandre Wisard (CTC)                   |
| ❖ Vote commission:             | 17.10.2012                                  |
| ❖ Remis au secrétariat:        | 02.01.2013                                  |
| ❖ Inscription(s) en séance CM: | 19.02.2013                                  |
- PR-950 (169) Proposition du Conseil administratif du 29 février 2012 en vue de l'ouverture de trois crédits pour un montant total de 1 792 700 francs, décomposés comme suit:
- projet de délibération I: un crédit de 1 593 000 francs destiné à l'aménagement des niveaux 1, 2, 3 et 4 situés à la rue du Tir 3, parcelle N° 3186, feuille N° 4, commune de Genève, section Plainpalais, ainsi qu'aux espaces conséquemment libérés à la rue du Stand 25;
  - projet de délibération II: un crédit de 120 700 francs destiné à acquérir le mobilier complémentaire pour les locaux situés à la rue du Tir 3, parcelle N° 3186, feuille N° 4, commune

de Genève, section Plainpalais, ainsi que pour les espaces conséquemment libérés à la rue du Stand 25;

- projet de délibération III: un crédit de 79 000 francs destiné à la distribution informatique et à la téléphonie pour l'aménagement des niveaux 1, 2, 3 et 4 situés à la rue du Tir 3, parcelle N° 3186, feuille N° 4, commune de Genève, section Plainpalais, ainsi qu'aux espaces conséquemment libérés à la rue du Stand 25.

❖ Commission(s):	Commission des travaux et des constructions
❖ Renvoi en commission:	20.03.2012
❖ Rapporteur[se]:	M. Alain de Kalbermatten (CTC)
❖ Vote commission:	30.05.2012
❖ Remis au secrétariat:	11.09.2012
❖ Inscription(s) en séance CM:	09.10.2012 30.10.2012 20.11.2012 15.01.2013 19.02.2013

- PR-951 (169) Proposition du Conseil administratif du 29 février 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit d'étude de 990 000 francs destiné à l'étude de la rénovation des façades sur cour et jardin, à l'adaptation des installations techniques, aux aménagements intérieurs et à la nouvelle muséographie de la Maison Tavel, située 6, rue du Puits-Saint-Pierre, parcelle N° 4839, feuille N° 25, commune de Genève, section Cité.

❖ Commission(s):	Commission des travaux et des constructions
❖ Renvoi en commission:	20.03.2012
❖ Rapporteur[se]:	M <sup>me</sup> Nicole Valiquier Grecuccio (CTC)
❖ Vote commission:	23.05.2012
❖ Remis au secrétariat:	19.09.2012
❖ Inscription(s) en séance CM:	09.10.2012 30.10.2012 20.11.2012 15.01.2013 19.02.2013

## Liste des objets en suspens

- PR-969 (170) Proposition du Conseil administratif du 6 juin 2012 en vue de l'ouverture de trois crédits d'un montant total de 14 362 800 francs:
- un crédit de 13 684 000 francs destiné à la construction d'une salle d'éducation physique/polyvalente et de locaux pour la pratique de la musique électrique ainsi que pour la rénovation et la transformation du bâtiment parascolaire existant, situés à l'école des Croupettes, dans le parc du même nom, rue Baulacre 8, sur la parcelle N° 7755, feuille 68, du cadastre de la commune de Genève, section Cité, propriété de la Ville de Genève;
  - un crédit de 382 000 francs destiné à l'aménagement d'un restaurant scolaire (mobilier et équipement), des locaux parascolaires (mobilier et cuisinette) et d'une salle d'éducation physique/polyvalente (mobilier, jeux et équipements) situés à l'école des Croupettes, dans le parc du même nom, rue Baulacre 8, sur la parcelle N° 7755, feuille 68, du cadastre de la commune de Genève, section Cité;
  - un crédit de 296 800 francs destiné à l'équipement d'une centrale photovoltaïque en toiture du bâtiment situé à l'école des Croupettes, dans le parc du même nom, rue Baulacre 8, sur la parcelle N° 7755, feuille 68, du cadastre de la commune de Genève, section Cité, propriété de la Ville de Genève.
- |                    |                                                |
|--------------------|------------------------------------------------|
| ❖ Commission(s):   | Commission des travaux<br>et des constructions |
| ❖ Rapporteur[se]:  | M <sup>me</sup> Maria Pérez (CTC)              |
| ❖ Vote commission: | 17.10.2012                                     |
- PR-972 (170) Proposition du Conseil administratif du 13 juin 2012 en vue de l'ouverture de 11 crédits pour un montant brut total de 47 056 900 francs, dont à déduire des recettes pour un montant de 1 529 000 francs, soit un montant net de 45 527 900 francs, soit:
- délibération I: un crédit brut de 42 185 500 francs, complémentaire au crédit de 8 465 000 francs voté le 12 octobre 2011 (PR-906/II pour la réalisation d'enceintes de fouilles), destiné à la construction et aux aménagements intérieurs de dépôts de biens culturels pour les collections patrimoniales de la Ville de Genève (plusieurs institutions culturelles), dont à déduire la participation de la CODHA pour un montant de 779 000 francs, soit un montant net de 41 406 500 francs;

- délibérations II et III: deux crédits pour un montant brut total de 3 689 700 francs destinés à la contre-prestation due pour la constitution d'une servitude d'usage exclusive en faveur de la Ville de Genève (MHN) et aux aménagements intérieurs d'un abri de biens culturels (collections du Muséum d'histoire naturelle et Musée d'histoire des sciences), dont à déduire la subvention de l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) de 750 000 francs, soit un montant net de 2 939 700 francs;
- délibération IV: un crédit de 451 600 francs destiné à une subvention d'investissement octroyée à la FVGLS consacré à la rectification de l'enceinte de fouille pour la construction du sous-sol du bâtiment de la FVGLS, suite à la démolition du bâtiment boulevard de Saint-Georges 41;
- délibérations V à XI: sept crédits pour un total de 730 100 francs destinés au mobilier et matériel d'exploitation ainsi qu'au matériel informatique des dépôts et de l'abri de biens culturels précités.

Ces 11 crédits concernent des objets situés à la rue du Stand 22 et au boulevard Saint-Georges 41, parcelles N<sup>os</sup> 99, 100, 101, 102, 3340, 4188 et 4189, feuilles 5 et 6 du cadastre de la commune de Genève, section Plainpalais, propriétés de l'Etat et de la Ville de Genève, (future parcelle 4210, propriété de la Ville de Genève).

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 31.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Nicole Valiquer Grecuccio (CTC)

PR-976 (170) Proposition du Conseil administratif du 20 juin 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit de 7 786 000 francs destiné à la rénovation et transformation du restaurant de la Perle du Lac situé au 126, rue de Lausanne, parcelle N<sup>o</sup> 244, feuille N<sup>o</sup> 19, commune de Genève, section Petit-Saconnex.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 31.10.2012

PR-978 (170) Proposition du Conseil administratif du 27 juin 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit de 7 277 000 francs destiné à la rénovation de l'immeuble situé au 1-3, rue Lissignol, parcelle N<sup>o</sup> 5737, feuille N<sup>o</sup> 43, commune de Genève, section Cité, et à l'aména-

## Liste des objets en suspens

gement de la cour, parcelle N° 5741, feuille N° 43, commune de Genève, section Cité.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 31.10.2012

PR-979 (170) Proposition du Conseil administratif du 27 juin 2012 en vue de l'ouverture de trois crédits pour un montant total brut de 89 990 000 francs destinés à la rénovation de l'enveloppe et des toitures, à la remise à niveau des installations techniques de l'ensemble des immeubles et de la galette centrale, à la rénovation de l'espace de quartier des aînés, de la bibliothèque-discothèque, de la crèche, des espaces communs, ainsi que des aménagements extérieurs et l'assainissement amiante des immeubles formant l'ensemble des Minoteries, dont à déduire 700 000 francs du Fonds énergie des collectivités, soit un montant net de 89 290 000 francs, soit:

- projet de délibération I (rénovation de l'enveloppe). Un crédit brut de 89 200 000 francs destiné à la rénovation de l'enveloppe et des toitures, à la remise à niveau des installations techniques de l'ensemble des immeubles et de la galette centrale, à la rénovation de l'espace de quartier des aînés, de la bibliothèque-discothèque, de la crèche, des espaces communs ainsi que des aménagements extérieurs et l'assainissement amiante des immeubles situés rue des Minoteries 1-3-5-7 et rue de Carouge 98-100-102, dont à déduire 700 000 francs du Fonds énergie des collectivités, soit un montant net de 88 500 000 francs;
- projet de délibération II (équipement informatique de la bibliothèque). Un crédit de 244 000 francs destiné à l'équipement en matériel informatique de la bibliothèque-discothèque située dans l'ensemble des immeubles rue des Minoteries 1-3-5-7 et rue de Carouge 98-100-102;
- projet de délibération III (achat mobilier de la bibliothèque et achat mobilier de la crèche). Un crédit de 546 000 francs destiné au déménagement et à l'achat de mobilier de la bibliothèque-discothèque (498 000 francs) ainsi qu'à l'achat de mobilier pour la crèche (48 000 francs) situées dans l'ensemble des immeubles rue des Minoteries 1-3-5-7 et rue de Carouge 98-100-102.

Ces trois crédits concernent des objets situés à la rue des Minoteries 1-3-5-7 et la rue de Carouge 98-100-102, sur les parcelles

N<sup>os</sup> 1011, 1017, 2833, 3389 et DP3591 de la commune de Genève, section Plainpalais, propriété de la Ville de Genève.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 31.10.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Annina Pfund (CTC)

PR-981 (170) Proposition du Conseil administratif du 27 juin 2012 en vue de l'ouverture de 7 crédits d'un montant total de 63 890 000 francs, à savoir:

- un crédit de 59 993 700 francs destiné à l'aménagement du périmètre de Chandieu, comprenant la construction d'un groupe scolaire complet avec un bassin de natation, d'un espace de vie enfantine de 92 places, ainsi que l'aménagement de l'espace public avec la création d'une esplanade arborisée, sis sur les parcelles de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, N<sup>os</sup> 5478, 5479, propriété privée de la ville de Genève, feuilles 25 et 26 et N<sup>os</sup> DP4624, DP4626 et DP4627, propriété du domaine public communal;
- un crédit de 1 745 500 francs destiné au mobilier, équipements et jeux pour le groupe scolaire;
- un crédit de 262 000 francs destiné au mobilier, équipements et jeux pour l'espace de vie enfantine;
- un crédit de 52 100 francs destiné aux équipements pour le bassin de natation;
- un crédit de 30 000 francs destiné aux équipements informatiques et de téléphonie pour le bâtiment;
- un crédit de 499 800 francs destiné à la construction d'une centrale photovoltaïque en toiture du bâtiment;
- un crédit de 1 306 900 francs pour la réfection du domaine public entre le périmètre de Chandieu et l'avenue Giuseppe-Motta et la rue de Vermont, sis sur les parcelles du domaine public N<sup>os</sup> DP4624 et DP4627, feuilles 25 et 26 du cadastre de la commune de Genève, section Petit-Saconnex.

- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 12.09.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Annina Pfund (CTC)
- ❖ Vote commission: 03.10.2012

PR-984 (170) Proposition du Conseil administratif du 31 juillet 2012 en vue de l'ouverture de deux crédits d'investissement pour un montant total de 1 857 000 francs destinés au réaménagement partiel de la

## Liste des objets en suspens

bibliothèque de la Cité située à la place des Trois-Perdrix 5, parcelle N° 7112, feuille N° 27, commune de Genève-Cité, soit:

- un crédit de 854 000 francs destiné au remplacement des éta-gères et du mobilier;
- un crédit de 1 003 000 francs destiné au remplacement de la moquette, du système électrique et de la lustrerie, ainsi qu'au déménagement et à la mise en garde-meubles des collections.

❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions

❖ Renvoi en commission: 03.09.2012

❖ Rapporteur[se]: M. Rémy Burri (CTC)

❖ Vote commission: 09.01.2013

PR-993 (170) Proposition du 29 août 2012 à soumettre au Conseil municipal, en vue de l'ouverture de quatre crédits pour un montant total de 2 138 300 francs, soit:

- un crédit de 1 395 200 francs destiné à la rénovation des bâtiments d'entrée du cimetière de Châtelaine, situés au 71, chemin François-Furet, en 5° zone de développement 3 ainsi qu'en zone de verdure, sur la parcelle N° 3974, feuille 47 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, propriété de la Ville de Genève;

- un crédit de 700 900 francs destiné à la construction d'un columbarium au cimetière de Châtelaine, situé au 71, chemin François-Furet, en 5° zone de développement 3 ainsi qu'en zone de verdure, sur la parcelle N° 3974, feuille 47 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, propriété de la Ville de Genève;

- un crédit de 20 600 francs destiné à l'équipement informatique des bâtiments d'entrée du cimetière de Châtelaine;

- un crédit de 21 600 francs destiné à l'équipement en mobilier des bâtiments d'entrée du cimetière de Châtelaine.

❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions

❖ Renvoi en commission: 12.09.2012

❖ Rapporteur[se]: M. Christian Zaugg (CTC)

❖ Vote commission: 19.09.2012

❖ Remis au secrétariat: 04.10.2012

❖ Inscription(s) en séance CM: 30.10.2012

20.11.2012

15.01.2013

19.02.2013

- PR-994 (170) Proposition du Conseil administratif du 29 août 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit destiné à l'aménagement de l'allée périphérique de la plaine de Plainpalais, comprenant la plantation de 20 arbres supplémentaires, l'élargissement des travées piétonnes et le renforcement de l'éclairage afin de faciliter la déambulation et améliorer la sécurité, pour un montant total de 11 409 000 francs, permettant d'achever son réaménagement.
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
  - ❖ Renvoi en commission: 10.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M. Guy Dossan (CTC)
  - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M. Alexandre Wisard (CTC)
  - ❖ Vote commission: 28.11.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 10.01.2013
- PR-995 (170) Proposition du Conseil administratif du 29 août 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit destiné au réaménagement de la pointe nord de la plaine de Plainpalais, pour un montant total de 2 134 000 francs.
- ❖ Commission(s): Commission des travaux et des constructions
  - ❖ Renvoi en commission: 10.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Nicole Valiquier Grecuccio (CTC)
- PR-1006 (170) Proposition du Conseil administratif du 14 novembre 2012 en vue de:
- l'ouverture d'un crédit de 2 586 000 francs destiné à la réalisation de l'élargissement du tablier du viaduc de la Jonction en vue du passage de la Voie verte d'agglomération qui sera versé en qualité de subvention unique d'investissement aux CFF afin qu'ils réalisent les travaux dans les limites et selon les conditions stipulées dans la convention relative à la construction de l'ouvrage conclue entre la Ville et les CFF;
  - l'ouverture d'un crédit de 1 499 000 francs destiné aux réaménagements des accès au viaduc de la Jonction;
  - la cession aux CFF de la parcelle 1520 B de la commune de Genève, section Plainpalais, Bois-de-la-Bâtie, d'environ 1600 m<sup>2</sup>, propriété de la Ville de Genève, selon le dossier de mutation N° 9/2010 de Genève/Plainpalais, établi par M. Pierre-Yves Heimberg, géomètre, ainsi que l'inscription de diverses servitudes entre les CFF et la Ville de Genève.

## Liste des objets en suspens

- ❖ Commission(s): Commission des travaux  
et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 16.01.2013

PR-1010 (170) Proposition du Conseil administratif du 5 décembre 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit de 593 000 francs destinés à la transformation des vestiaires de la Société des Mouettes genevoises Navigation SA sous la rotonde situés quai du Mont-Blanc 8, parcelle N° 3940, feuille N° 5, commune Genève-Cité (21).

- ❖ Commission(s): Commission des travaux  
et des constructions
- ❖ Renvoi en commission: 16.01.2013

**Commission du logement****Motions**

- M-763 (165) Motion du 21 janvier 2008 de M<sup>mes</sup> Nathalie Fontanet, Florence Kraft-Babel, Fabienne Aubry Conne, Linda de Coulon, Laetitia Guinand, Danièle Magnin, MM. Jean Sanchez, Alexis Barbey, Jean-Marc Froidevaux, Georges Queloz et Alexandre Chevalier: «Pour que la Ville respecte les accords sur le logement!»
- ❖ Commission(s): Commission du logement
  - ❖ Renvoi en commission: 17.03.2008
  - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M<sup>me</sup> Sandra Golay (CL)
  - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M<sup>me</sup> Andrienne Soutter (CL)
  - ❖ Vote commission: 26.04.2010
- M-915 (167) Motion du 28 avril 2010 de MM. Thierry Piguet, Christophe Buemi, Grégoire Carasso, Roger Michel, Christian Lopez Quirland, Endri Gega et M<sup>me</sup> Corinne Goehner-Da Cruz: «Des logements à portée de main: construisons à Plainpalais!»
- ❖ Commission(s): Commission du logement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Brigitte Studer (CL)
  - ❖ Vote commission: 26.03.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 02.05.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 05.06.2012  
25.06.2012  
03.09.2012  
09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
- M-917 (167) Motion du 28 avril 2010 de MM. Mathias Buschbeck, Marc Dalphin, Bayram Bozkurt, Alpha Dramé, Georges Breguet, Yves de Matteis, Fabien Sartoretti, Alexandre Wisard, M<sup>mes</sup> Sarah Klopman, Claudia Heberlein Simonett, Marie-Pierre Theubet, Anne Moratti Jung, Frédérique Perler-Isaaz, Sandrine Burger et Valérie Bourquin: «Mettons rapidement fin au gaspillage énergétique dans les bâtiments de la Ville de Genève».
- ❖ Commission(s): Commission du logement
  - ❖ Renvoi en commission: 13.09.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Silvia Machado (CL)

## Liste des objets en suspens

- ❖ Vote commission: 05.12.2011
- ❖ Remis au secrétariat: 23.08.2012
- ❖ Inscription(s) en séance CM: 09.10.2012  
30.10.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013

M-932 (168) Motion du 29 juin 2010 de M<sup>mes</sup> Maria Casares, Charlotte Meierhofer, Vera Figurek, Marie-France Spielmann, Hélène Ecuyer, Maria Pérez, Salika Wenger, Ariane Arlotti, MM. Christian Zaugg et Pierre Rumo: «Structure municipale de gestion de logements intergénérationnels pour les étudiant-e-s».

- ❖ Commission(s): Commission du logement
- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
- ❖ Rapporteur[se]: M. Daniel Sormanni (CL)
- ❖ Vote commission: 17.09.2012

M-1000 (169) Motion du 22 février 2012 de M<sup>mes</sup> Brigitte Studer, Maria Pérez, Vera Figurek, Salika Wenger, MM. Morten Gisselbaek, Tobias Schnebli, Olivier Baud, Pierre Vanek, Pierre Gauthier, Pierre Rumo, Christian Zaugg, Yves de Matteis, M<sup>mes</sup> Silvia Machado, Marie Gobits, Laurence Fehlmann Rielle, Nicole Valiquer Greccuccio et Sarah Klopmann: «Droit au logement – empêcher les expulsions de locataires».

- ❖ Commission(s): Commission du logement
- ❖ Renvoi en commission: 21.03.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Sarah Klopmann (CL)

**Projets d'arrêtés**

PA-62 (163) Projet d'arrêté du 15 mars 2006 de MM. Pierre Maudet, Guy Dossan, Alexis Barbey, Jean-Pierre Oberholzer, Roland Crot, Jacques Mino, Alain Dupraz, Gérard Deshusses, David Carrillo, Didier Bonny, M<sup>mes</sup> Alexandra Rys, Marie-France Spielmann, Gisèle Thiévent, Frédérique Perler-Isaaz, Marguerite Contat Hickel et Nelly Hartlieb: «Règlement municipal sur l'attribution et l'exploitation des restaurants et débits de boisson appartenant à la Ville de Genève».

- ❖ Commission(s): Commission du logement
- ❖ Renvoi en commission: 24.03.2010
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Sandra Golay (CL)
- ❖ Vote commission: 14.03.2011

- PA-94 (166) Projet d'arrêté du 31 mars 2009 de M<sup>mes</sup> Maria Pérez, Salika Wenger, Ariane Arlotti, Hélène Ecuyer, Maria Casares, Marie-France Spielmann, Vera Figurek, Charlotte Meierhofer, MM. Pierre Rumo et Christian Zaugg: «Règlement fixant les conditions de location des locaux commerciaux et places de stationnement de la Ville de Genève».
- ❖ Commission(s): Commission du logement
  - ❖ Renvoi en commission: 31.03.2009
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Sandra Golay (CL)
  - ❖ Vote commission: 14.03.2011
- PA-106 (167) Projet d'arrêté du 28 avril 2010 de MM. Thierry Piguet, Christophe Buemi, Gérard Deshusses, Roger Michel, Christian Lopez Quirland, M<sup>mes</sup> Andrienne Soutter, Corinne Goehner-Da Cruz, Nicole Valiquer Grecuccio, Silvia Machado et Annina Pfund: «Des logements modulaires dans des structures pavillonnaires pour les personnes en formation».
- ❖ Commission(s): Commission du logement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Alberto Velasco (CL)
- PA-126 (168) Projet d'arrêté du 16 février 2011 de MM. Rémy Burri et Alexandre Chevalier: «Règlement fixant les conditions de location des salles de réunions et de spectacles de la Ville de Genève».
- ❖ Commission(s): Commission du logement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Sarah Klopmann (CL)
  - ❖ Vote commission: 11.06.2012

### Projets de délibérations

- PRD-5 (169) Projet de délibération du 8 juin 2011 de M<sup>mes</sup> Mireille Luiset, Danièle Magnin, MM. Jean-François Caruso, Jean-Philippe Haas, Claude Jeanneret, Carlos Medeiros, Denis Menoud, Soli Pardo, Antoine Salamin, Daniel Sormanni et Pascal Spuhler: «Pour une véritable politique de construction de logements».
- ❖ Commission(s): Commission du logement
  - ❖ Renvoi en commission: 13.09.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Alberto Velasco (CL)
  - ❖ Vote commission: 16.04.2012

## Liste des objets en suspens

PRD-55 (170) Projet de délibération du 31 octobre 2012 M<sup>mes</sup> Anne Moratti, Sarah Klopmann, M. Mathias Buschbeck, M<sup>mes</sup> Marie-Pierre Theubet, Sandrine Burger, Julide Turgut Bandelier, MM. Julien Cart, Yves de Matteis, M<sup>me</sup> Frédérique Perler-Isaaz, MM. Alexandre Wisard, Alain de Kalbermatten, Jacques Pagan, Alberto Velasco, M<sup>me</sup> Nicole Valiquer Grecuccio, MM. Daniel Sormanni, Olivier Fiumelli, Adrien Genecand et Carlos Medeiros: «Pour lutter contre la pénurie de logements: développons les coopératives d'habitation en Ville de Genève».

- ❖ Commission(s): Commission du logement
- ❖ Renvoi en commission: 20.11.2012
- ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Brigitte Studer (CL)

**Commission du règlement****Initiatives municipales**

- IN-1 (165) Rapport du Conseil administratif sur la validité et la prise en considération de l'initiative populaire municipale: «Pour le maintien des prestations de la Ville de Genève aux rentiers AVS-AI».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 20.05.2008
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Danièle Magnin (CR)
  - ❖ Remis au secrétariat: 06.10.2008
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 04.11.2008

**Projets d'arrêtés**

- PA-108 (167) Projet d'arrêté du 31 mai 2010 de MM. Grégoire Carasso, Christophe Buemi, Miltos Thomaidis, Christian Lopez Quirland, Thierry Piguet, Roger Michel, Gérard Deshusses, M<sup>mes</sup> Nicole Valiquer Grecuccio, Corinne Goehner-Da Cruz, Isabelle Brunier et Véronique Paris: «Jetons de présence et indemnités 2011-2014: enfin la transparence du financement des partis!»
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Sophie Courvoisier (CR)
  - ❖ Vote commission: 13.06.2012
- PA-119 (168) Projet d'arrêté du 24 novembre 2010 de M<sup>mes</sup> Frédérique Perler-Isaaz, Marie-Pierre Theubet, Anne Moratti Jung, MM. Mathias Buschbeck, Fabien Sartoretti, Yves de Matteis, Christophe Dunner, Georges Breguet, Bayram Bozkurt, Marc Dalphin, Grégoire Carasso, Christian Lopez Quirland, M<sup>mes</sup> Maria Casares, Maria Pérez, Ariane Arlotti et Martine Sumi: «Pour des horaires du Conseil municipal compatibles avec la vie de famille et la vie sociale des élu-e-s».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Olga Baranova(CR)

**Projets de délibérations**

- PRD-1 (168) Projet de délibération du 18 mai 2011 de M. Pascal Holenweg: «Règlement du Conseil municipal: débat accéléré».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement

## Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se] de majorité: M<sup>me</sup> Mireille Luiset (CR)
  - ❖ Rapporteur[se] de minorité: M. Pascal Holenweg (CR)
  - ❖ Vote commission: 25.04.2012
  - ❖ Remis au secrétariat: 23.05.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 25.06.2012  
20.11.2012  
15.01.2013  
19.02.2013
- PRD-2 (168) Projet de délibération du 18 mai 2011 de M. Pascal Holenweg: «Règlement du Conseil municipal: suppression de la commission des naturalisations».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Julien Cart (CR)
- PRD-3 (169) Projet de délibération du 7 juin 2011 de M. Eric Bertinat: «Règlement du Conseil municipal: répartition des sièges en commission».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pierre Rumo (CR)
- PRD-11 (169) Projet de délibération du 26 septembre 2011 de MM. Jean-Philippe Haas, Pascal Spuhler, Carlos Medeiros, Claude Jeanerret, Jean-François Caruso, Laurent Leisi, M<sup>mes</sup> Mireille Luiset, Danièle Magnin, MM. Michel Chevrolet et Jean-Charles Lathion: «Pouvoir exclure un-e conseiller-ère municipal-e».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Holenweg (CR)
- PRD-16 (169) Projet de délibération du 2 novembre 2011 de M. Pascal Holenweg et M<sup>me</sup> Salika Wenger: «Règlement du Conseil municipal: création de fondations ou de sociétés de droit public ou privé».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Rubeli (CR)
  - ❖ Vote commission: 02.05.2012

## Liste des objets en suspens

- PRD-18 (169) Projet de délibération du 23 novembre 2011 de MM. Pascal Holenweg, Alberto Velasco, Grégoire Carasso, M<sup>mes</sup> Nicole Valiquier Grecuccio et Vera Figurek: «Examen général du règlement du Conseil municipal».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
- PRD-19 (169) Projet de délibération du 23 novembre 2011 de M<sup>mes</sup> Maria Casares, Vera Figurek, Salika Wenger, MM. Pierre Gauthier, Pierre Rumo et Christian Zaugg: «Modification du règlement du Conseil municipal concernant l'entrée en matière».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 17.01.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Julien Cart(CR)
  - ❖ Vote commission: 16.05.2012
- PRD-30 (169) Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M<sup>me</sup> Nicole Valiquier Grecuccio: «Nomination des rapporteurs de commission».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 21.02.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Natacha Buffet (CR)
  - ❖ Vote commission: 13.06.2012
- PRD-31 (169) Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M<sup>me</sup> Nicole Valiquier Grecuccio: «Composition du bureau des commissions».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 21.02.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Julien Cart (CR)
  - ❖ Vote commission: 13.06.2012
- PRD-34 (169) Projet de délibération du 21 février 2012 de M. Alberto Velasco et M<sup>me</sup> Nicole Valiquier Grecuccio: «Règlement du Conseil municipal: retrait d'une proposition des conseillères et conseillers municipaux».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 21.02.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Julien Cart (CR)
- PRD-35 (169) Projet de délibération du 21 mars 2012 de M. Pascal Holenweg et M<sup>me</sup> Vera Figurek: «Modification du règlement: ajout d'un article «Nouveau vote».

## Liste des objets en suspens

- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Mireille Luiset (CR)
- PRD-37 (169) Projet de délibération du 21 mars 2012 de M<sup>mes</sup> Olga Baranova, Virginie Studemann et M. Pascal Holenweg: «Nouvel article 134 bis: «Remboursement des frais liés au mandat de conseiller municipal et de conseillère municipale ayant des personnes à charge».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- PRD-46 (170) Projet de délibération du 6 juin 2012 de M. Pascal Holenweg: «Modification de l'article 36 du règlement du Conseil municipal «Ordre du jour».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 09.10.2012
- PRD-53 (170) Projet de délibération du 31 octobre 2012 de MM. Jean-Charles Rielle, Pascal Rubeli, Robert Pattaroni, Gary Bennaïm et Carlos Medeiros: «Modification de l'article 15 du règlement du Conseil municipal: «Compétences».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 16.01.2013
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Holenweg (CR)
- PRD-54 (170) Projet de délibération du 31 octobre 2012 de MM. Jean-Charles Rielle, Pascal Rubeli, Robert Pattaroni, Gary Bennaïm et Carlos Medeiros: «Modification de l'article 40 du règlement du Conseil municipal: «Violation d'ordre».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 16.01.2013
  - ❖ Rapporteur[se]: M. Pascal Holenweg (CR)

**Résolutions**

- R-143 (168) Résolution du 19 janvier 2011 de M. Pascal Holenweg: «Vive la commune! Vive la région! La communauté urbaine contre l'esprit de clocher et contre les réflexes technocratiques».
- ❖ Commission(s): Commission du règlement
  - ❖ Renvoi en commission: 22.11.2011
  - ❖ Rapporteur[se]: M<sup>me</sup> Mireille Luiset (CR)

**Grand Conseil****Motions**

- M-345 (160) Motion de MM. Jacques Mino, Alain Marquet, Didier Bonny, Pierre Losio, Gérard Deshusses, René Grand, Christian Zaugg et Guy Jousson, à l'intention du Grand Conseil: «Pour une équipe d'assistant(e)s sociaux(ales) à la disposition de l'enseignement primaire».
- ❖ Commission(s): Grand Conseil
  - ❖ Renvoi en commission: 12.02.2003
- M-348 (160) Motion de MM. Gérard Deshusses et Daniel Sormanni, à l'intention du Grand Conseil: «Pour la création d'un fonds cantonal de compensation pour les charges communales exceptionnelles résultant de décisions cantonales en matière d'aménagement du territoire».
- ❖ Commission(s): Grand Conseil
  - ❖ Renvoi en commission: 12.04.2003

### Département Autorités

#### Interpellations écrites

- IE-2 (169) Interpellation écrite du 21 mars 2012 de M<sup>mes</sup> Olga Baranova, Virginie Studemann, Silvia Machado, Annina Pfund, Maria Vittoria Romano, MM. Stefan Kristensen, Pascal Holenweg, Alberto Velasco, Luc Broch et Sylvain Thévoz: «Nespresso: la Ville de Genève est-elle responsable face à ses engagements?»
- ❖ Renvoyé à: Jacques Moret
  - ❖ Renvoi au CA: 21.03.2012

#### Questions écrites

- QE-377 (170) Question écrite du 6 juin 2012 de M. Simon Brandt: «Répartition des annonces publicitaires dans la presse locale bis».
- ❖ Renvoyé à: Direction générale
  - ❖ Renvoi au CA: 06.06.2012

**Département N° 1 Finances et logement – M<sup>me</sup> Sandrine Salerno****Initiatives municipales**

IN-4 (169) Rapport du Conseil administratif sur la validité et la prise en considération de l'initiative populaire municipale: «Créons des places d'apprentissage pour nos enfants».

❖ Renvoyé à: M<sup>me</sup> Sandrine Salerno

❖ Renvoi au CA: 03.09.2012

**Motions**

M-865 (166) Motion du 6 avril 2009 de MM. Christian Lopez Quirland, Grégoire Carasso, Gérard Deshusses, Christophe Buemi, M<sup>mes</sup> Annina Pfund, Diana Duarte Rizzolio, Andrienne Soutter, Nicole Valiquer Grecuccio, Silvia Machado, Corinne Goehner-Da Cruz, Isabelle Brunier et Véronique Paris: «Pour le respect des conventions de l'OIT dans l'attribution des marchés publics de la Ville de Genève».

❖ Renvoyé à: M<sup>me</sup> Sandrine Salerno

❖ Renvoi au CA: 31.05.2010

M-944 (168) Motion du 13 octobre 2010 de M. Yves de Matteis, M<sup>mes</sup> Ariane Arlotti, Marie-France Spielmann, Isabelle Brunier, Sarah Klopmann, Anne Moratti Jung, Anne Carron-Cescato, MM. Pascal Holenweg, Jean-Charles Lathion, Salvatore Vitanza, Olivier Fiumelli, Alexandre Chevalier, Alexis Barbey et Gary Bennaim: «Une plaque commémorative pour Bartholomé Tecia». (Rapport M-944 A.)

❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani  
(rapporteur[se])

M<sup>me</sup> Sandrine Salerno

❖ Renvoi au CA: 18.04.2012

**Questions écrites**

QE-332 (168) Question écrite du 15 septembre 2010 de M. Alexandre Wisard: «Gestion des postes de fonctionnaires à la Ville de Genève».

❖ Renvoyé à: Direction des ressources  
humaines

❖ Renvoi au CA: 15.09.2010

QE-371 (169) Question écrite du 2 avril 2012 de M. Alexandre Wisard: «Absentéisme et gestion des ressources humaines en Ville de Genève».

## Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoyé à: M<sup>me</sup> Sandrine Salerno
- ❖ Renvoi au CA: 02.04.2012

QE-375 (169) Question écrite du 9 mai 2012 de M<sup>me</sup> Marie-Pierre Theubet: «Qu'en est-il de la collaboration entre la GIM et le département de la culture et du sport concernant l'attribution des ateliers d'artistes?»

- ❖ Renvoyé à: M. Sami Kanaan  
(rapporteur[se])  
M<sup>me</sup> Sandrine Salerno
- ❖ Renvoi au CA: 09.05.2012

QE-385 (170) Question écrite du 31 octobre 2012 de M. Pierre Rumo: «Arrêt TPG du rond-point de Plainpalais à revaloriser».

- ❖ Renvoyé à: M<sup>me</sup> Sandrine Salerno
- ❖ Renvoi au CA: 31.10.2012

**Département N° 2 Constructions et aménagement – M. Rémy Pagani****Motions**

- M-709 (165) Motion du 17 septembre 2007 de MM. Philippe Cottet, Gilles Garazi, Alexandre Wisard, Mathias Buschbeck, Christian Zaugg, M<sup>mes</sup> Frédérique Perler-Isaaz, Marguerite Contat Hickel, Claudia Heberlein Simonett, Anne Moratti Jung, Sarah Klopmann et Vera Figurek: «Les Vernets et la Queue-d'Arve: un centre sportif autonome énergiquement!» (Rapport M-709 A.)  
❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani  
❖ Renvoi au CA: 21.03.2012
- M-738 (165) Motion du 7 novembre 2007 de M<sup>mes</sup> Alexandra Rys, Nathalie Fontanet, Anne-Marie Gisler, MM. Thierry Piguët et Jean Sanchez: «La rade en rade». (Rapport M-738 A.)  
❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani  
❖ Renvoi au CA: 21.03.2012
- M-790 (165) Motion du 22 avril 2008 de M<sup>mes</sup> Alexandra Rys, Nathalie Fontanet, Marie Chappuis, Anne-Marie Gisler, Claudia Heberlein Simonett, Sarah Klopmann, Salika Wenger, MM. Jean Sanchez, Alpha Dramé, Pascal Rubeli, Olivier Tauxe et Pierre Rumo: «Déplacement des activités portuaires: il est temps de faire des propositions». (Rapport M-790 A.)  
❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani  
❖ Renvoi au CA: 21.03.2012
- M-944 (168) Motion du 13 octobre 2010 de M. Yves de Matteis, M<sup>mes</sup> Ariane Arlotti, Marie-France Spielmann, Isabelle Brunier, Sarah Klopmann, Anne Moratti Jung, Anne Carron-Cescato, MM. Pascal Holenweg, Jean-Charles Lathion, Salvatore Vitanza, Olivier Fiumelli, Alexandre Chevalier, Alexis Barbey et Gary Bennaim: «Une plaque commémorative pour Bartholomé Tecia». (Rapport M-944 A.)  
❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani  
(rapporteur[se])  
M<sup>me</sup> Sandrine Salerno  
❖ Renvoi au CA: 18.04.2012
- M-981 (169) Motion du 12 octobre 2011 de MM. Grégoire Carasso, Alexis Barbey, Jean-Charles Lathion, Morten Gisselbaek, Alexandre

## Liste des objets en suspens

Wisard, Carlos Medeiros, Eric Bertinat et M<sup>me</sup> Salika Wenger:  
«Sans bar, l'Alhambra n'a plus d'allant».

- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
- ❖ Renvoi au CA: 01.11.2011

M-993 (169) Motion du 17 janvier 2012 de M<sup>mes</sup> Nicole Valiquer Grecuccio, Vera Figurek, MM. Alberto Velasco, Mathias Buschbeck, Michel Chevrolet, Olivier Fiumelli, Eric Bertinat et Pascal Spuhler: «Préoccupations et demandes légitimes des habitant-e-s du canton de Genève et de la région qui empruntent les transports publics».

- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
- ❖ Renvoi au CA: 17.01.2012

M-994 (169) Motion du 17 janvier 2012 de MM. Alain de Kalbermatten, Michel Chevrolet, Jean-Charles Lathion, Robert Pattaroni, Mathias Buschbeck, Alexandre Chevalier, M<sup>mes</sup> Marie Chappuis, Alexandra Rys, Sandra Golay, Fabienne Fischer et Fabienne Aubry Conne: «IN-2 – 200 rues piétonnes: compensation et plan d'ensemble cohérent des futures rues piétonnes».

- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
- ❖ Renvoi au CA: 18.01.2012

M-1013 (169) Motion du 21 mars 2012 de MM. Mathias Buschbeck, Jean-Charles Rielle, Alberto Velasco, Christian Zaugg, Olivier Fiumelli, Eric Bertinat, Claude Jeanneret, M<sup>mes</sup> Marie Chappuis et Frédérique Perler-Isaaz: «Investissons dans le sport amateur et populaire: rénovons enfin le Bout-du-Monde et Vessy!»

- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
- ❖ Renvoi au CA: 16.01.2013

M-1060 (170) Motion du 15 janvier 2013 de MM. Alain de Kalbermatten, Lionel Ricou, Jean-Charles Lathion, Robert Pattaroni, Pascal Spuhler, Eric Bertinat, Olivier Fiumelli, Olivier Baud, M<sup>mes</sup> Alexandra Rys et Florence Kraft-Babel: «Urgence au Grand Théâtre: pour le maintien des travaux de rénovation du bâtiment aux dates prévues!»

- ❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani
- ❖ Renvoi au CA: 20.11.2012

**Pétitions**

- P-257 (168) Pétition: «Pour des aménagements urbains temporaires entre la gare des Eaux-Vives et le chemin Frank-Thomas».  
❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani  
❖ Renvoi au CA: 12.10.2011
- P-273 (169) Pétition: «Pour des ralentisseurs aux avenues Soret et Ernest-Pictet et à la rue Châtelain».  
❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani  
❖ Renvoi au CA: 15.10.2012
- P-277 (169) Pétition: «Pour la conservation des bancs publics en ville de Genève».  
❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani  
❖ Renvoi au CA: 15.10.2012

**Projets de délibérations**

- PRD-43 (170) Projet de délibération du 5 juin 2012 de MM. Mathias Buschbeck, Pascal Spuhler, Alain de Kalbermatten, Olivier Fiumelli, Grégoire Carasso, Eric Bertinat et M<sup>me</sup> Vera Figurek: «Parc de la crèche des Ouches: pour le respect des décisions du Conseil municipal et pour un projet concerté».  
❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani

**Questions écrites**

- QE-373 (169) Question écrite du 2 avril 2012 de M<sup>mes</sup> Anne Moratti et Sarah Klopmann: «Critères d'attribution des terrains à bâtir mis en droit de superficie».  
❖ Renvoyé à: M. Rémy Pagani  
❖ Renvoi au CA: 02.04.2012

**Département N° 3 Culture et sport – M. Sami Kanaan**

**Interpellations écrites**

- IE-5 (170) Interpellation écrite du 15 octobre 2012 de M. Eric Bertinat:  
«Politique d'engagement dans nos musées».
- ❖ Renvoyé à: M. Sami Kanaan
  - ❖ Renvoi au CA: 15.10.2012

**Motions**

- M-807 (165) Motion du 26 mai 2008 de MM. Thierry Piguët, Christian Lopez Quirland, Grégoire Carasso, Jean-Louis Fazio, Patrick Baud-Lavigne, Gérard Deshusses, M<sup>mes</sup> Nicole Valiquer Grecuccio, Annina Pfund, Diana Duarte Rizzolio, Isabelle Brunier et Christiane Olivier: «Nuit des musées». (Rapport M-807 A.)
- ❖ Renvoyé à: M. Sami Kanaan
  - ❖ Renvoi au CA: 18.05.2011
- M-882 (167) Motion du 16 septembre 2009 de M<sup>mes</sup> Salika Wenger, Maria Pérez, Charlotte Meierhofer, M. Christian Zaugg, M<sup>mes</sup> Marie-Pierre Theubet, Sarah Klopmann, Frédérique Perler-Isaaz, Renate Cornu, MM. Jean-Charles Lathion, Adrien Genecand et Jacques Baud: «Un coup de pouce pour les arts électroniques». (Rapport M-882 A.)
- ❖ Renvoyé à: M. Sami Kanaan
  - ❖ Renvoi au CA: 20.04.2011
- M-943 (168) Motion du 13 octobre 2010 de M. Yves de Matteis, M<sup>mes</sup> Ariane Arlotti, Sarah Klopmann, Salika Wenger, MM. Mathias Buschbeck, Alexandre Wisard, Gérard Deshusses, Grégoire Carasso, Jean-Charles Lathion, Alain de Kalbermatten et Pascal Rubeli: «Pour un soutien affirmé à des lieux de fête et de vie nocturne populaires et associatifs afin de redonner vie à Genève».
- ❖ Renvoyé à: M. Sami Kanaan
  - ❖ Renvoi au CA: 03.11.2010

**Questions écrites**

- QE-375 (169) Question écrite du 9 mai 2012 de M<sup>me</sup> Marie-Pierre Theubet: «Qu'en est-il de la collaboration entre la GIM et le département de la culture et du sport concernant l'attribution des ateliers d'artistes?»

4592

SÉANCE DU 19 FÉVRIER 2013 (après-midi)  
Liste des objets en suspens

- ❖ Renvoyé à: M. Sami Kanaan  
(rapporteur[se])  
M<sup>me</sup> Sandrine Salerno
- ❖ Renvoi au CA: 09.05.2012

**Département N° 4 Environnement urbain et sécurité –  
M. Guillaume Barazzone**

**Interpellations écrites**

- IE-4 (170) Interpellation écrite du 15 octobre 2012 de M. Eric Bertinat:  
«Pour le respect de notre espace public par tous».
- ❖ Renvoyé à: M. Guillaume Barazzone
  - ❖ Renvoi au CA: 15.10.2012
  - ❖ Date de la réponse: 19.12.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 19.02.2013

**Pétitions**

- P-260 (168) Pétition: «Halte à la prolifération des établissements publics aux Pâquis».
- ❖ Renvoyé à: M. Guillaume Barazzone
  - ❖ Renvoi au CA: 15.10.2012
  - ❖ Date de la réponse: 19.12.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 19.02.2013
- P-276 (169) Pétition: «Pour l'autorisation de l'accès à la promenade De-Warens aux chiens tenus en laisse».
- ❖ Renvoyé à: M. Guillaume Barazzone
  - ❖ Renvoi au CA: 15.10.2012
  - ❖ Date de la réponse: 19.12.2012
  - ❖ Inscription(s) en séance CM: 19.02.2013

**Département N° 5 Cohésion sociale et solidarité – M<sup>me</sup> Esther Alder****Motions**

- M-63 (157) Motion de M<sup>mes</sup> Alice Ecuivillon et Alexandra Rys: «Télévision de proximité et malentendants». (Rapport M-63 A.)  
❖ Renvoyé à: M<sup>me</sup> Esther Alder  
❖ Renvoi au CA: 10.10.2001
- M-536 (162) Motion de MM. Pierre Losio, Bruno Martinelli, M<sup>mes</sup> Hélène Ecuyer et Sandrine Salerno: «Relations Ville-Etat: le Conseil municipal doit être informé des intentions du Conseil administratif».  
❖ Renvoyé à: M<sup>me</sup> Esther Alder  
❖ Renvoi au CA: 12.10.2005
- M-548 (162) Motion de M<sup>mes</sup> Claudine Gachet, Alexandra Rys, MM. Jean-Marie Hainaut et Eric Ischi: «Concept des Fêtes de Genève 2006; qu'en est-il?»  
❖ Renvoyé à: M<sup>me</sup> Esther Alder  
❖ Renvoi au CA: 24.10.2005
- M-786 (165) Motion du 12 mars 2008 de M<sup>mes</sup> Maria Casares et Marie-France Spielmann: «Renouvelons le crédit de 300 000 francs permettant de venir en aide à de jeunes requérants en formation». (Rapport M-786 A.)  
❖ Renvoyé à: M<sup>me</sup> Esther Alder  
❖ Renvoi au CA: 13.10.2010
- M-1039 (170) Motion du 26 juin 2012 de M<sup>mes</sup> Nicole Valiquer Grecuccio, Martine Sumi, Silvia Machado et Laurence Fehlmann Rielle: «Fermeture de l'EMS Fort-Barreau en ville de Genève: pour quelle politique sociale?»  
❖ Renvoyé à: M<sup>me</sup> Esther Alder  
❖ Renvoi au CA: 16.01.2013
- M-1054 (170) Motion du 20 novembre 2012 de M<sup>mes</sup> Salika Wenger, Nicole Valiquer Grecuccio, Maria Pérez, MM. Alberto Velasco, Julien Cart, M<sup>mes</sup> Virginie Studemann, Vera Figurek et Frédérique Perler-Isaaz: «Planning familial indispensable pour Genève».  
❖ Renvoyé à: M<sup>me</sup> Esther Alder  
❖ Renvoi au CA: 21.11.2012

**Pétitions**

- P-274 (169) Pétition: «Pour des logements d'urgence».  
❖ Renvoyé à: M<sup>me</sup> Esther Alder  
❖ Renvoi au CA: 15.10.2012
- P-285 (169) Pétition: «Pour terminer l'aménagement de la place de jeu du parc Vermont».  
❖ Renvoyé à: M<sup>me</sup> Esther Alder  
❖ Renvoi au CA: 15.10.2012

## 6. Questions orales

**M. Alexandre Wisard (Ve).** Ma question s'adresse à M<sup>me</sup> Salerno et concerne une question écrite QE-371 que j'ai posée il y a bientôt une année, sur les absences non planifiées en Ville de Genève. J'attendais des chiffres de sa part et j'aimerais savoir pourquoi elle ne répond pas dans un délai de douze mois. Je prolonge ma question en demandant les chiffres de l'année 2012 puisqu'elle vient de se terminer.

**M<sup>me</sup> Sandrine Salerno, conseillère administrative.** Monsieur Wisard, nous étudierons ensemble, si vous êtes d'accord, la portée de votre question. Cela dit, je vous rappelle quand même que les chiffres des absences, pour l'ensemble des départements de la Ville de Genève, sont dans les comptes que vous recevez annuellement. Pour l'année passée, vous devriez les avoir reçus. Tous les départements ne font pas, aujourd'hui encore, le travail lié à la gestion des absences non planifiées. Trois départements, actuellement, appliquent cette méthodologie: le département de mon collègue M. Sami Kanaan, le département de mon collègue M. Guillaume Barazzone, et mon département. Nous sommes, en tout cas, trois magistrats à pouvoir vous donner mensuellement, si cela vous intéresse, le détail des absences non planifiées. D'ici quelques mois, mes collègues vont également suivre cette voie. C'est une méthodologie assez lourde pour l'ensemble des cadres de l'administration, qui doivent être formés. Je vois que vous opinez et allez dans mon sens. Pour le moment, vous avez des renseignements dans les comptes de la Ville et, également, dans un document, qui s'appelle le Bilan social de la Ville de Genève, que vous recevez chaque année. Vous y avez des informations plus fines notamment sur le volet qui vous intéresse: les absences non planifiées. Si, par hasard, j'avais mal répondu ou mal compris le sens de votre question, venez me voir et nous regarderons ensemble.

**M. Guy Dossan (LR).** Ma question s'adresse à M. Pagani et a toujours trait aux pavés de la place du Molard. En fin d'année dernière, je vous avais posé la question concernant les pavés lumineux de la place du Molard dont environ 30% ne s'éclairaient pas. Vous m'aviez répondu qu'il n'y avait pas de problème et qu'il fallait attendre que les terrasses ne soient plus là parce qu'il y avait des trous à faire. Je m'aperçois que les pavés sont toujours aussi éteints, que nous sommes déjà à la fin février et donc que les terrasses vont bientôt arriver. Je me demande, donc, si nous allons encore passer l'année 2013 sans les pavés lumineux.

**Le président.** Il vous sera répondu ultérieurement.

**M. Alberto Velasco (S).** Ma question s'adresse au maire de Genève qui siège au conseil d'administration des Services industriels de Genève (SIG). Comme vous le savez, les SIG détiennent des actions chez EOS Holding, qui elle-même détient des actions chez Alpiq Suisse SA. Or, l'action Alpiq est passée de 765 francs à environ 100 francs; c'est une perte importante au niveau de sa cotation en bourse. Cela a des implications au niveau de la comptabilité et j'ai entendu dire qu'on allait proposer une recapitalisation de la société Alpiq. Cela aura des incidences pour les SIG, cela peut aussi avoir des incidences pour la Ville, car elle détient 30% des actions SIG. Merci, Monsieur le maire, de me répondre aujourd'hui ou demain.

**Le président.** Il vous sera répondu ultérieurement.

**M. Olivier Fiumelli (LR).** Ma question s'adresse à M. Rémy Pagani, maire. Au mois de juin, le Conseil municipal a voté à l'unanimité le règlement PA-122 sur la création d'une nouvelle entité qui s'occupera d'audit interne, externe, révision des comptes, etc. J'aimerais savoir pourquoi ce règlement ne figure pas dans la liste des règlements du Conseil municipal et de l'administration sur le site internet de la Ville. Ma deuxième question est de savoir où en est la nomination du directeur de ce service. La commission des finances doit être saisie et consultée sur la nomination du directeur de ce service et je vous rappelle l'urgence de la mise en place d'un véritable audit interne en Ville. On se souvient notamment de ce qui s'est passé au Groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (GIAP), où un détournement relativement important a eu lieu. Le GIAP est sous la responsabilité d'une magistrate de la Ville de Genève et si ce détournement a pu avoir lieu, c'est que le système de contrôle interne est défaillant.

**M. Rémy Pagani, maire.** Tout d'abord, le règlement a été, comme il se doit, acheminé auprès de la Surveillance des communes qui n'a toujours pas validé ce règlement. C'est d'ailleurs pour cela que nous n'avons pas pu le faire figurer sur le site internet. Concernant la mise au concours du poste de directeur, nous l'avons bien mis au concours, mais, malheureusement, nous n'avons pas trouvé la personne idoine et nous avons dû redéposer une ouverture de poste pour trouver cette personne. J'en profite pour lancer un appel à celles et ceux qui voudraient mettre leurs compétences au service du bien public: qu'ils s'annoncent via le site internet de la Ville de Genève!

**M. Pascal Holenweg (S).** Ma question s'adresse à notre bon maire. Le 17 janvier 2013, la Commission externe d'évaluation des politiques publiques a publié un rapport sur la lutte contre le bruit, relevant les lacunes de la stratégie gene-

voise à ce sujet. Le rapport relève également que la Ville de Genève a choisi de lutter contre le bruit de la circulation routière en essayant de le prévenir par des revêtements phonoabsorbants. Le même jour, le Conseil d'Etat rendait publique l'ouverture d'une procédure disciplinaire à votre encontre pour le crime de vous être rendu à une séance du conseil d'administration des TPG à laquelle vous aviez été convoqué. Dans le cadre de la stratégie de lutte contre le bruit, ne pensez-vous pas qu'il serait opportun de poser un revêtement phonoabsorbant autour de la Tour Baudet, afin que nous ne soyons plus incommodés par les bruits sortant des séances du Conseil d'Etat?

**Le président.** Il vous sera répondu ultérieurement.

**M<sup>me</sup> Salika Wenger** (EàG). Ma question s'adresse à M<sup>me</sup> Salerno, magistrate chargée du personnel. J'ai été, à diverses reprises, sollicitée par des travailleurs auxiliaires se plaignant de la manière dont ils sont traités dans les services de la Ville. Par exemple, certains auxiliaires, en général issus du chômage ou de l'aide sociale, n'ont pas accès aux mêmes toilettes que les fonctionnaires de la Ville, on les leur interdit! Il y a une discrimination et je vous demande s'il existe une instance où ces personnes puissent venir se plaindre. Sachant que leur travail est précaire, j'imagine qu'il leur est difficile de se plaindre à leur hiérarchie. D'autre part, envisagez-vous quelque chose d'équivalent à ce qui a été voté au Grand Conseil pour limiter le *mobbing* et la discrimination?

**M<sup>me</sup> Sandrine Salerno, conseillère administrative.** Madame Wenger, bien évidemment que si les faits que vous dénoncez, notamment l'accès à des toilettes, sont avérés, ils sont graves. En aucun cas, le Conseil administratif n'a négocié un statut allant dans ce sens. Et aucun membre de la Direction des ressources humaines ni aucun directeur ou chef de service de l'administration municipale ne saurait souscrire à ce genre de pratique. Si vous avez des cas concrets, je vous remercie de me les communiquer. Quant au reste, il existe deux types d'employés dans l'administration municipale: d'un côté les employés auxiliaires, de l'autre les employés. Toujours est-il que les deux catégories sont des travailleurs soumis au même statut avec, sur certains points, des droits et des devoirs qui divergent quelque peu. Mais, en aucun cas, pour des droits fondamentaux ou des acquis sociaux majeurs, il n'y a une telle discrimination. Ces personnes peuvent se tourner vers leur hiérarchie ou, si cela ne va pas, vers la Direction des ressources humaines, voire vers le Conseil administratif ou même vers la commission du personnel et les organisations représentatives du personnel, que je rencontre toutes les six semaines pour discuter de cas divers et variés dans l'ensemble de l'administration.

**Le président.** Je profite de saluer à la tribune M<sup>me</sup> Silvia Machado, ancienne conseillère municipale. (*Applaudissements.*)

**M. Vincent Subilia (LR).** Ma question s'adresse au maire de Genève en exercice et concerne l'abattage des arbres qui a eu lieu à la rue de la Croix-Rouge. Je crois comprendre que, pour qu'ils puissent être replantés – ce que nous appelons tous de nos vœux – cela exige un certain nombre de travaux de génie civil. J'aimerais connaître le calendrier desdits travaux et savoir quand on pourra revoir un peu de verdure sur cet axe, qui en manque cruellement.

**Le président.** Il vous sera répondu ultérieurement.

**M. Grégoire Carasso (S).** Ma question s'adresse à la jeune relève de «Maudet.com»: M. «Barazzone.com». Il n'est point là, Monsieur le président? Dans vos communications de tout à l'heure, j'ai peut-être manqué la mention de l'absence de M. Barazzone. Savez-vous où se trouve M. Barazzone? Le cas échéant, j'attends volontiers qu'il arrive pour lui poser ma question; sinon, je la pose à M. le maire...

**Le président.** Posez votre question, Monsieur Carasso!

*M. Grégoire Carasso.* Ma question s'adresse donc à la relève de M. «Maudet.com», j'entends par là M. «Barazzone.com» qui, après quelques mois d'entrée en fonction, revient avec des propositions que le Parti socialiste, pour l'essentiel, pourrait bien soutenir, mais que M. Maudet a portées pendant six ans sans jamais rien faire, notamment sur les horaires des agents de la police municipale. Ma question est donc la suivante: s'agit-il seulement de la relève «Barazzone.com» ou est-ce que, au contraire, M. Barazzone, au-delà de ses annonces de plan de communication, a aussi pris contact avec les syndicats pour que, très concrètement, la réalité de son ambition politique se concrétise?

**M. Rémy Pagani, maire.** Monsieur le conseiller municipal, j'excuse l'absence de mon collègue Guillaume Barazzone et j'espère qu'il sera présent demain pour vous répondre.

**M<sup>me</sup> Laurence Fehlmann Rielle (S).** Ma question s'adressait à M<sup>me</sup> Esther Alder, mais je peux peut-être la poser à M. Pagani. L'Union des villes suisses

vient de rendre un rapport autour de la vie nocturne – qui agite beaucoup nos villes, pas seulement Lausanne et Genève mais aussi la Suisse alémanique – et elle fait un catalogue de propositions pour mieux encadrer la vie nocturne, afin d’assurer une certaine cohabitation entre les fêtards et les habitants qui, parfois, subissent des nuisances. Je voulais savoir dans quelle mesure la Ville de Genève a participé à ces réflexions et si le Conseil administratif a l’intention de se saisir de ce rapport ou, du moins, de s’inspirer de certaines de ces propositions pour proposer des solutions qui seraient adaptées à Genève, afin de concilier un peu mieux la vie nocturne et le bien-être des habitants.

**M<sup>me</sup> Sandrine Salerno, conseillère administrative.** Madame Fehlmann Rielle, oui, la Ville est représentée à l’Union des villes suisses: c’est moi qui la représente. A l’Initiative des villes pour la politique sociale, c’est M<sup>me</sup> Alder qui représente le Conseil administratif. Nous avons donc accès au rapport, nous y avons participé, notamment une partie des services de M<sup>me</sup> Alder. Je crois que M. Deuel s’est exprimé dans la presse à ce sujet. C’est un document, j’en suis certaine, que M<sup>me</sup> Alder portera à la connaissance de ses collègues et nous verrons, notamment avec M. Barazzone, dans quelle mesure nous l’utiliserons.

**M. Daniel Sormanni (MCG).** Ma question s’adresse à M. le maire et a trait au passage du futur bus sur le fameux pont Wilsdorf. Je voulais savoir où cela en était, car j’ai lu dans la presse que vous vous étiez opposé à cette solution pour différentes raisons. J’aimerais savoir si l’Etat persiste à faire cette imbécilité consistant à créer un site propre de 200 mètres, alors que, partout ailleurs, ce bus sera dans la circulation. Où en est votre préavis et où en est la réaction de l’Etat?

**M. Rémy Pagani, maire.** Je m’exprime, bien évidemment, au nom du Conseil administratif, unanime sur cette proposition. Comme nous l’avons tous lu, nous serons mis devant le fait accompli dans le courant du mois de mars, au moment où cette ligne sera mise en service. Elle relie, de manière un peu tortueuse, Carouge à la gare Cornavin et va se substituer à ce qui existe aujourd’hui, des rails qui permettraient d’aller de Carouge à Cornavin. Nous avons dit tout le mal que nous en pensons du point de vue financier et de la desserte. Nous avons reçu M<sup>me</sup> Künzler dans le cadre de la délégation à l’aménagement et nous lui avons réitéré notre mécontentement. C’est du gaspillage car cela ne contribuera ni à augmenter le nombre de clients des TPG, qui en ont bien besoin, ni à améliorer le service au public. Dans cette situation, nous ne sommes que l’autorité de préavis et nous avons émis un préavis négatif. C’est la Direction générale de la mobilité et les TPG qui sont à la fois opérateurs et décideurs. C’est, en définitive,

le Conseil d'Etat et la conseillère d'Etat, M<sup>me</sup> Künzler, qui ont la responsabilité de la mise en place de cette ligne et des inconvénients ou des avantages, c'est selon, qu'il en résultera.

**M. Carlos Medeiros (MCG).** Ma question s'adresse à M<sup>me</sup> Salerno. Selon ce qu'on a pu lire dans la presse, vous avez trouvé une espèce de parade juridique – car il faut rappeler que vous avez été déboutée – au sujet des salaires dans les entreprises de nettoyage qui travaillent pour la Ville. Cette parade juridique ne passera, à mon avis, sûrement pas car elle sera contestée. En l'occurrence, un des critères d'adjudication serait le montant des salaires. J'aimerais savoir si vous envisagez, à l'avenir, de mettre un sixième critère, qui serait la priorité aux résidents genevois dans ces adjudications.

**M<sup>me</sup> Sandrine Salerno, conseillère administrative.** Monsieur le conseiller municipal, je pourrais vous répondre par une boutade, mais je ne le ferai pas. Je rappellerai que les marchés publics reposent sur un accord international qui a été négocié en 1994 dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La Suisse, et donc y compris la Ville de Genève, y souscrit via une législation cantonale qui, de l'avis du Conseil administratif, est à repenser. Elle est désuète, elle date de 1994, et d'ailleurs, depuis une année, la réflexion a repris dans le cadre de la renégociation au sein de l'OMC. La volonté du Conseil administratif d'inclure des critères sociaux et environnementaux, dans ce cas-là celui de la rémunération, n'est pas une volonté esseulée que suivrait notre municipalité puisque, je vous l'ai dit, depuis une année, il y a un nouveau round de négociations au sein de l'OMC et également des renégociations qui se font via la Commission européenne, dans le cadre de l'Union européenne. Je pense, comme vous, qu'on aura vraisemblablement recours à des tribunaux pour juger de la validité de la démarche de la Ville de Genève. Ce n'est pas une façon de détourner la législation cantonale, mais c'est la volonté du Conseil administratif de l'améliorer et on verra bien *in fine* si on y arrive.

**M<sup>me</sup> Olga Baranova (S).** Ma question s'adresse à M. Barazzone. Ces dernières semaines, nous avons toutes et tous vu que les pistes cyclables étaient devenues absolument impraticables en raison de la neige poussée par la Voirie sur ces pistes cyclables. Est-ce que M. Barazzone envisage d'autoriser les cyclistes à utiliser les trottoirs, les pistes cyclables étant impraticables?

**Le président.** Il vous sera répondu ultérieurement.

**M. Lionel Ricou** (DC). Ma question s'adresse à M. Sami Kanaan. Elle concerne un accord, que le Conseil fédéral a signé fin janvier, sur les itinéraires culturels du Conseil de l'Europe. Il s'agit d'un ensemble d'itinéraires culturels qui relie des sites ayant des thématiques communes comme, par exemple, la route de la céramique, la route des Vikings, etc. J'aimerais savoir, dès lors qu'on a adhéré à cet accord qui donne la possibilité de bénéficier de subventionnements et qui est aussi un outil de promotion touristique, si la Ville a l'intention de participer à l'un ou l'autre de ces itinéraires culturels.

**M. Sami Kanaan, conseiller administratif.** Monsieur le conseiller municipal, je vais être très honnête avec vous: vous me l'apprenez. Le fait que le Conseil fédéral se soit engagé dans cette voie est une très bonne nouvelle dans le sens où cela correspond à la stratégie que j'ai mise en place, dès mon arrivée, au département de la culture et du sport. J'ai pris rapidement contact avec Genève Tourisme pour que Genève, ville de culture et de sport, soit promue beaucoup plus activement, sur différents plans. J'ai aussi initié des démarches, par exemple, pour raviver la collaboration musées privés-publics à Genève: on travaille sur une Journée des musées renforcée, avec une Nuit des musées; on travaille sur des sentiers culturels et on a des accords de travail commun sur différents plans. Cela s'inscrirait donc parfaitement dans la stratégie plus large d'insérer Genève dans un réseau de promotion. Jusqu'à maintenant, Genève n'a pas jugé bon de se vendre, dans le bon sens du terme, sur le plan culturel en Suisse et à l'étranger. Je vais me renseigner et voir comment on pourrait raccorder, ici à Genève, ces itinéraires culturels.

**M. Jacques Pagan** (UDC). Ma question s'adressait à M. Barazzone, qui n'est pas là. Peut-être a-t-il été retenu par la neige qu'il y a encore dans les rues, je ne sais pas... C'est justement mon propos, je suis un peu la voie tracée si difficilement par M<sup>me</sup> Baranova. Je suis très étonné, en tant que piéton, que les passages dits de sécurité ne soient nullement déblayés au départ et à l'arrivée du circuit. On se heurte chaque fois – c'est en tout cas mon cas au boulevard des Tranchées – à des murs de neige qu'il faut franchir avec les pires difficultés et, quand la neige est fondue, il y a des flaques d'eau et il faut presque utiliser des palmes pour pouvoir survivre. Même remarque concernant les arrêts TPG où, pour descendre du bus, il faut bondir par-dessus un amas de neige ou éviter une flaque d'eau. Vous demandez beaucoup aux pauvres piétons que nous sommes. Je pense tout particulièrement aux personnes âgées, que je suis en passe de devenir, ou aux personnes handicapées... Je dois dire qu'il y a des tronçons qui ne peuvent pas être utilisés par ces personnes. Que fait le Conseil administratif? Nous ne sommes pas tous des sportifs dans l'âme, alors ne nous demandez pas de franchir des difficultés telles celles que l'on peut rencontrer au passage du cap Horn!

**Le président.** Il vous sera répondu ultérieurement.

**M<sup>me</sup> Danièle Magnin** (MCG). Il y a deux mois, j'avais demandé à M. Pagani de bien vouloir faire remettre une poubelle et un distributeur de sacs pour les déjections canines sur le poteau électrique de l'éclairage à l'angle du chemin de la Tour-de-Champel, juste devant la tour. Des habitants ont écrit pour demander de remettre, dans sa position initiale, le fameux poteau électrique, ce qui est fait. Seulement, bien entendu, la Ville s'est bien gardée de remettre la corbeille et le distributeur de sacs... (*Remarques.*) Je sais bien, mais c'est vous qui m'avez dit non. M. Barazzone n'étant pas là, vous lui transmettez. Maintenant, tout est en place pour qu'on les remette et, dans l'intervalle, si vous croyez que les gens vont se soumettre à une discipline qui consiste à faire 300 mètres aller-retour pour prendre un sachet, l'utiliser et le ramener, vous vous trompez lourdement. Actuellement, la promenade près de la tour est un terrain miné, rempli de crottes et dégoûtant...

**Le président.** Terminez votre question, s'il vous plaît.

*M<sup>me</sup> Danièle Magnin.* Je demande que l'on remette une poubelle et un distributeur.

**Le président.** Il vous sera répondu ultérieurement.

**M<sup>me</sup> Michèle Roulet** (LR). Ma question s'adressait initialement à M<sup>me</sup> Esther Alder mais, comme elle n'est pas là, je vais la poser à M<sup>me</sup> Salerno, qui est responsable des ressources humaines en Ville de Genève. On a lu, dans un journal local qui annonce être le plus lu de Genève, que le Service social de la Ville a offert une formation aux assistants sociaux pour aider les contribuables à revenus modestes à remplir leur déclaration d'impôts, pour une somme symbolique de 30 francs. Cette idée part certainement d'une bonne intention et montre l'envie d'aider, d'orienter les personnes vers des dispositifs de soutien et de lutter contre l'endettement. Néanmoins, ce n'est pas une idée très lumineuse. Elle donne une impression de bricolage qui pose de réelles questions sur le fonctionnement du Service social. Tout d'abord, elle donne l'impression que les fonctionnaires des services administratifs ont tellement peu de travail qu'ils peuvent faire des tâches qui ne sont pas dans leur cahier des charges. Elle donne aussi l'impression qu'il n'y a pas de tâche plus urgente pour les assistants sociaux. Enfin, elle donne

l'impression que les personnes sont interchangeable et qu'un assistant social peut s'improviser expert-comptable et inversement. C'est à se demander, si la déclaration d'impôt était arrivée en novembre, si la Ville de Genève aurait fait suivre une formation médicale aux assistants sociaux pour vacciner la population contre la grippe. Je demande donc pourquoi on n'a pas songé à un partenariat avec le privé. Les contribuables aux revenus modestes auraient pu recevoir un bon pour la même somme, avec une liste de fiduciaires qui auraient été d'accord de participer à cette opération.

**M<sup>me</sup> Sandrine Salerno, conseillère administrative.** Il pourrait s'agir d'une liste de fiduciaires ou d'associations, puisque bon nombre d'associations sociales fournissent cette prestation. Celle-ci trouve son origine dans une politique sociale de la Ville fort ancienne, que l'on connaissait dans les années 1990, qui était le soutien individuel et notamment aux aînés. Je pense que votre question est frappée au coin du bon sens. Notre collègue Esther Alder aura certainement à cœur de vous répondre de manière plus exhaustive sur la pratique actuelle et sa possible évolution. Pour ma part, je pense que vous avez raison: on pourrait aujourd'hui faire des partenariats notamment avec le milieu associatif qui fournit ce type de prestations et, peut-être, rediriger l'effort de la Ville vers d'autres types de programmes sociaux plus communautaires, sur lesquels nous avons des compétences. Merci pour votre question, nous la transmettrons à notre collègue.

**M. Guillaume Käser (Ve).** Ma question s'adresse à M. le maire, Rémy Pagani, et concerne le PAV, le projet Praille Acacias Vernets. Ce projet est un enjeu majeur pour la construction de logements à Genève, puisqu'une grande partie de son périmètre est sur la Ville de Genève. Nous aimerions connaître, d'une part, l'état d'avancement de ce projet et, d'autre part, comment la Ville de Genève y est associée. Enfin, le Conseil administratif peut-il renseigner plus régulièrement le Conseil municipal sur l'avancement de cet important projet pour les logements à Genève?

**M. Rémy Pagani, maire.** Je ne crois pas que, en deux minutes, je puisse répondre aux questions exhaustives que vous nous avez posées. Cela étant, nous avons été régulièrement associés dans le groupe de pilotage du PAV, qui couvre, effectivement, une grande superficie de notre commune et qui correspond à l'aménagement d'environ trois quartiers. C'est un grand bateau, parti il y a de longues années. Le déclassement a eu lieu et le couperet va tomber fin juin pour le plan directeur de quartier, qui doit impérativement être proposé aux communes concernées, à savoir Lancy, Carouge et Genève. Fort du constat du peu de poids

que nous avons, nous avons créé une Communauté de communes urbaines. Ces trois communes se sont réunies et ont produit un plan qui a défini les besoins des collectivités publiques et des communes, à savoir des crèches, des espaces culturels, toute une série d'infrastructures, et notamment un grand parc qui a été soumis au Canton et retenu – nous en sommes heureux – et qui a fait l'objet de publications.

Concernant le suivi de cette affaire, bien évidemment, Monsieur le conseiller municipal, si vous demandez des comptes, ce qui est tout à fait légitime, nous pourrions être invités par la commission de l'aménagement et de l'environnement pour présenter l'état d'avancement du projet. Mais je ne vous cache pas que – comme tout a été fait à rebours du bon sens, si j'ose dire, car le déclassement a eu lieu avant que des projets ne soient nés – nous nous retrouvons dans une situation un peu bancal. Toujours est-il que ce projet va de l'avant, puisque le Canton ouvre une procédure de mise au concours pour la parcelle de la caserne des Vernets. C'est une grande surface qui fera l'objet de la construction d'un bon millier de logements, c'est dire l'envergure de ce projet. Je reste à votre disposition, si vous faites partie de la commission de l'aménagement et de l'environnement, pour venir vous présenter l'état d'avancement de ce projet PAV et les difficultés intrinsèques qu'il traverse.

**Le président.** Mesdames et Messieurs, je vous demande un deuxième moment d'attention. Il y a des soirs comme cela et je m'en réjouis: après Dominique Wavre et Michèle Paret, tout à l'heure, j'ai maintenant le plaisir de saluer à la tribune une délégation «bernoise», composée de députés des Chambres fédérales qui ont décidé de faire un clin d'œil au Conseil municipal de la Ville de Genève et à son président – vu la couleur des personnes présentes – qui a siégé avec eux en 2007. Je salue donc d'abord M<sup>me</sup> Liliane Maury Pasquier, conseillère aux Etats genevoise, M. Didier Berberat, ancien président de la Chaux-de-Fonds et conseiller aux Etats neuchâtelois, M. Eric Voruz, ancien syndic de Morges et conseiller national. (*Applaudissements.*) Enfin, j'ai fait une entorse au protocole en saluant en dernier celui qui sera, en décembre 2014, le premier citoyen de la Suisse: M. Stéphane Rossini, Valaisan et deuxième vice-président du Conseil national. (*Applaudissements.*)

Je vous remercie de votre présence et me réjouis de vous rejoindre pour le repas à 19 h. Bonne soirée.

**M. Pierre Rumo (EàG).** Ma question s'adresse à M. Sami Kanaan. J'ai lu récemment, dans un article paru dans *Le Courrier*, qu'une loi sur le financement du cinéma avait été votée par le Grand Conseil du Canton de Genève. Je n'ai pas

retrouvé cette loi malgré mes recherches. J'ai seulement retrouvé un règlement général des soutiens à la production 2013 entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013, édité par Cinéforum. Dans cet article, il était dit qu'il n'y avait pas de recours possible en cas de décision négative de la Fondation romande pour le cinéma. Est-ce bien juste? J'aimerais élargir la question car j'ai lu, dans un document du département des affaires culturelles, que, pour les subventions ponctuelles, les décisions positives ou négatives sont transmises par écrit uniquement, sans indication de motif et sans recours possible. Est-ce vrai qu'en matière d'aide cinématographique, et plus généralement en matière culturelle, il n'y a pas de recours possible?

**M. Sami Kanaan, conseiller administratif.** Monsieur le conseiller municipal, je vous confirme qu'il n'y a pas de recours possible dans ce domaine pour des raisons évidentes: ce sont des attributions de subventions ponctuelles dans le domaine artistique. Les processus sont aussi complets, transparents et rigoureux que possible, mais ce n'est pas une décision de droit administratif au sens juridique du terme qui justifierait un droit de recours. Je m'en félicite très sincèrement car, s'agissant d'appréciation, on ne pourrait plus attribuer aucune forme de subvention dans le domaine artistique si on avait des possibilités de recours. Dans le cadre de subventions ponctuelles, et c'est le cas dans toute la Suisse, il n'y a pas de formes de recours. Dans le cadre de la Fondation romande pour le cinéma, le processus est poussé très loin, puisqu'un demandeur peut présenter sa demande trois fois, et lorsqu'il y a refus il est motivé de manière très précise. La personne est invitée à contacter la fondation si elle veut des précisions sur les critères qui font que son dossier a été refusé, cela pour lui donner une chance de le présenter de manière différente au deuxième ou troisième essai. Cela a permis à un certain nombre de dossiers d'être, en quelque sorte, récupérés. Ce processus est donc très complet et très satisfaisant. Il est un peu tôt pour faire un bilan car il n'a qu'environ un an d'existence, mais il est suivi de très près. En revanche, il n'y a effectivement pas de possibilité de recours au sens juridique du terme.

**M. Mathias Buschbeck (Ve).** Ma question s'adresse au maire, Rémy Pagani. Elle concerne la piste cyclable qu'il y avait – je dis bien «qu'il y avait» – entre le chemin des Sports et la route des Franchises. Une voie bus-taxis-vélos passait devant l'ancien stade des Charmilles jusqu'à ce qu'on décide de refaire le collecteur, en lien avec les travaux de construction à l'emplacement de cet ancien stade. Lorsque l'on a rebouché le trou, on a remis la voie bus et taxi, mais pas la piste cyclable. Il y a une interruption, aujourd'hui, de la piste cyclable entre le chemin des Sports et la route des Franchises. Est-il possible de remettre la piste cyclable qui manque aujourd'hui sur ce tronçon?

**Le président.** Il vous sera répondu demain.

**M. Sylvain Thévoz (S).** Cette question s'adresse à M. Barazzone. Elle porte sur l'Abri, cet espace de la protection civile situé sous la terrasse Agrippa-d'Aubigné, qui nous avait été vendu, par M. Maudet en 2011, comme un espace dédié à régler la question des «botellònes», à sortir les jeunes de la rue en les mettant dans ce lieu pour qu'ils puissent faire la fête ou pour un autre projet culturel, mais en tout cas pour réduire les nuisances. Or, j'ai été surpris, en début d'année, de voir que, tout d'un coup, ce lieu se transformait par un coup de baguette magique en un lieu destiné à la promotion de l'excellence et des jeunes talents. Quel est le public ciblé par l'Abri et quelle est l'utilité de ce lieu en Vieille-Ville aujourd'hui?

**Le président.** Il vous sera répondu ultérieurement.

**M. Adrien Genecand (LR).** Ma question s'adresse à M. Pagani, notre maire en fonction. Est-ce que, au-delà de votre activité de recours contre la construction de logements, vous comptez un jour vous attaquer à l'espace public et à son aménagement? Je pense notamment à la place des Augustins, qui est en délabrement depuis de nombreuses années et qui mérite mieux que cela. Une personne de l'association des habitants m'a demandé si quelque chose était prévu. Je peux constater que, depuis que vous êtes en fonction, l'espace public n'est pas votre priorité et j'aimerais savoir quand vous comptez vous y atteler.

**M. Rémy Pagani, maire.** Vous imaginez bien que mes préoccupations sont ailleurs qu'à la plaine de Plainpalais, qu'à la place Simon-Goulart, qu'à la place Bel-Air... (*Brouhaha.*) En l'occurrence, l'espace public est une de mes priorités. J'aurai, notamment, l'occasion d'inaugurer, après quinze ans de tergiversations, la place de Longemalle, les squares de Chantepoulet et Pradier, et d'autres espaces publics. La place de la Synagogue va être transformée. C'est donc mal me connaître que de dire que je ne fais rien pour l'espace public. Cela étant, Monsieur Genecand, je pense que cette place des Augustins mérite effectivement toute notre attention. Elle est, comme dirait mon ancien collègue, très crapoteuse. Je vous renvoie aux difficultés budgétaires que nous avons et aux plans financiers d'investissement. Vous avez l'occasion, Monsieur le conseiller municipal, de nous faire une suggestion pour introduire dans le PFI cette future rénovation, que j'espère moi aussi vivement, pour les années à venir.

**M. Tobias Schnebli** (ÈaG). J'en rajoute une couche, si je peux dire ainsi, sur les problèmes de manque de déblaiement de la neige. Je rejoins mes collègues Baranova et Pagan. Le problème est réel et il n'y a pas trente-six manières de déblayer la neige des pistes cyclables, des arrêts de bus et des trottoirs: il faut engager des personnes pour le faire. Est-ce que le département de M. Barazzone préfère obéir au dogme de la rigueur budgétaire plutôt que de sécuriser les piétons et les cyclistes genevois? Ou peut-être est-ce par crainte de devoir engager des frontaliers que rien n'a été fait pour déblayer la neige? (*Brouhaha.*)

**Le président.** Il vous sera répondu ultérieurement.

**M<sup>me</sup> Maria Vittoria Romano** (S). Ma question s'adresse à notre maire, Rémy Pagani, et à Esther Alder. Elle concerne la crèche des Minoteries. Le personnel doit réintégrer les lieux au septième étage sans qu'aucuns travaux n'aient été effectués. J'aimerais connaître le coût du déménagement et ce qui sera fait dans le futur.

**Le président.** Il vous sera répondu demain.

**M. Pascal Spuhler** (MCG). Ma question s'adresse à M. le maire, Rémy Pagani, conseiller administratif chargé des aménagements et des travaux. Monsieur le maire, nous avons appris, par le *GHI* du 7 février, que le quai des Bergues sera piéton. Vous nous annoncez, la bouche en cœur, que la place de la Synagogue va également être modifiée et fermée au trafic sur tout son pourtour. On a également appris que la rue Michel-Simon devrait être fermée prochainement. On a vu qu'au niveau de la place de Longemalle, le passage entre la rue de Rive et la rue de la Madeleine était fermé et que vous y aviez mis des épingles à vélos pour décorer... Monsieur le maire, ma question est la suivante: est-ce que vous pratiquez la politique des petits pas pour concrétiser l'initiative des 200 rues piétonnes qui a été refusée par le peuple suite à un référendum? Quel est votre but au niveau des aménagements? La population a bien voté non à la fermeture des 200 rues et, finalement, l'une après l'autre, vous les fermez au profit des piétons ou des épingles à vélos.

*(La présidence est assurée jusqu'à la fin de la séance par M. Pascal Rubeli, vice-président.)*

**M. Rémy Pagani, maire.** D'un côté, le groupe des Verts, pour ne pas le nommer, me reproche de ne pas en faire assez; de l'autre, vous me reprochez d'en faire trop, si je comprends bien. Monsieur le conseiller municipal, nous sommes soumis, comme vous le savez, à une législation, au droit. Par exemple, pour la place de Longemalle, des autorisations de construire ont été délivrées depuis quinze ans; il y a eu des oppositions et je me suis évertué pendant trois ans à faire en sorte que ces oppositions soient levées en trouvant des accords avec les commerçants. Je serai heureux de vous inviter à l'inauguration, car cette place va être très belle. Il en est de même pour le quai des Bergues. Là, Monsieur le conseiller municipal, il va falloir deux ans de travaux pour refaire tout l'encorbellement du quai des Bergues, conçu «en sifflet» depuis le pont de l'Île jusqu'au pont des Bergues. Refaire l'encorbellement complet va prendre un certain temps. Avec l'accord des commerçants, notamment de la Placette... (*Remarques.*) Oui, j'ai remarqué que les commerçants ne s'opposaient pas, en principe, à cet aménagement, mais qu'ils voulaient être partie prenante. Comme nous l'avons fait au square Pradier, nous avons prévu cet aménagement à la demande des commerçants et, malheureusement, un ou deux commerçants ne sont pas d'accord et font recours. Je n'y peux rien. Toujours est-il que je ne suis là que pour améliorer la vie des concitoyennes et des concitoyens et je pense que cela passe par la piétonisation de certaines rues. La place de Longemalle en est l'exemple le plus emblématique.

## 7. Pétitions

**Le président.** Nous avons reçu les pétitions suivantes:

- P-301, «Contre l'obligation de recevoir le *GHI*»;
- P-302, «Pour un bowl dans le futur parc Hentsch»;
- P-303, «Pour le maintien du projet «un manège pour tous»».

Les pétitions P-301 et P-302 sont renvoyées sans discussion à la commission des pétitions.

La pétition P-303 sera traitée en même temps que la motion M-1062, si l'urgence de cette dernière est acceptée.

Nous allons traiter les urgences, il y en a onze! Je vais les prendre l'une après l'autre et vous rappelle que l'auteur a une minute pour défendre son urgence, tout comme le Conseil administratif.

La première motion d'ordonnancement émane de Pierre Gauthier et demande d'ajouter à l'ordre du jour et de traiter en urgence la motion M-1062 de MM. Pierre Gauthier, Mathias Buschbeck, Jean-Charles Lathion, Grégoire Carasso et M<sup>me</sup> Salika Wenger: «Ouvrons enfin l'ancien manège à la population!»

Je donne la parole à l'auteur, M. Gauthier.

**M. Pierre Gauthier** (EàG). Notre groupe Ensemble à gauche a décidé de déposer cette motion M-1062 en urgence, à la demande d'un certain nombre d'associations, qui se sont regroupées sous le nom de «Un manège pour tous». Il est opportun de la traiter aujourd'hui parce que le Conseil d'Etat de Genève aurait pour projet de remettre en location ce bâtiment, de continuer à le louer comme parking. Or, vous le savez, les associations regroupées dans «Un manège pour tous» ont travaillé sur un projet depuis une douzaine d'années et plus précisément depuis sept ans. Notre Conseil municipal a voté un crédit d'études en 2011...

**Le président.** Vous devez conclure, Monsieur Gauthier.

*M. Pierre Gauthier.* Mes chers collègues, je vous demande de soutenir cette urgence et de faire accélérer ce projet, qui n'a que trop duré depuis maintenant douze ans.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la motion M-1062 est acceptée par 34 oui contre 27 non (1 abstention).

**Le président.** La deuxième motion d'ordonnancement est déposée par MM. Olivier Fiumelli, Jean-Charles Lathion, Carlos Medeiros et Eric Bertinat. Elle concerne la résolution R-167 inscrite à notre ordre du jour et traitant du parking des Clés-de-Rive.

Une minute pour l'auteur de cette motion d'ordonnancement.

**M. Olivier Fiumelli** (LR). Le non du peuple au projet de piétonisation n'est assurément pas la fin du débat sur la piétonisation; bien au contraire, c'est le début d'un vrai débat sur de bonnes bases. Nous avons pu lire dans la presse, cette semaine, que M. Pagani était tout à fait favorable à ce parking des Clés-de-Rive; nous allons donc l'aider à retrouver une majorité pour faire avancer ce projet qui permettra une réelle piétonisation en centre-ville.

**M. Rémy Pagani, maire.** Je pense que ce dossier a besoin de calme. Nous avons tenté pendant deux ans de mettre tous les acteurs de la mobilité autour d'une table, nous les avons réunis deux fois au Palais Eynard dans des grands-messes et tout le monde était d'accord pour trouver un compromis. Malheureusement, ce compromis n'a pas pu aboutir. Je réitère ma position: s'il n'y a pas de simultanéité au niveau des autorisations de construire entre la zone piétonne et le parking, nous allons être bloqués. D'ailleurs, nous sommes bloqués. Je vous rappelle, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, que, dans la précipitation, nous avons proposé un crédit d'études PR-787 qui a fait l'objet d'une discussion ici, et que vous avez mis une clause qui nous interdit d'étudier le projet tant que l'autorisation de construire n'est pas délivrée. Nous sommes donc «pat» – comme aux échecs – et je pense que ce n'est pas une bonne politique de voter cette résolution. Cela étant, vous êtes libres de décider ce que vous voulez et je me soumettrai à votre volonté.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la résolution R-167 est acceptée par 35 oui contre 31 non.

**Le président.** La troisième motion d'ordonnancement est déposée par M. Eric Bertinat. Il s'agit de traiter en urgence la résolution R-170 qui figure à notre ordre du jour.

**M. Eric Bertinat (UDC).** Le groupe de l'Union démocratique du centre vous demande l'urgence sur la résolution R-170 qu'il a déposée le mois passé. C'est un problème d'agenda: tous les artisans et les PME, qui ont élu domicile dans les anciens locaux de l'usine Hispano-Suiza, risquent de devoir terminer leurs activités sur ce secteur à la fin de cette année. Une question a été déposée, en novembre 2010, et la réponse donnée, en janvier 2011, disait que la Ville allait s'occuper de ce problème et donner des garanties pour la relocalisation *in situ* de toutes les activités présentes sur le site. Or, le temps presse, il ne reste déjà plus que quelques mois avant la fin de l'année. C'est la raison pour laquelle je vous prie de traiter rapidement cette résolution.

**M. Rémy Pagani, maire.** Je soutiens vivement cette urgence, d'autant plus que j'ai la réponse à toutes vos questions. Nous n'avons pas attendu, y compris le dépôt de votre motion d'ordonnancement, pour défendre ces artisans qui ont des droits, comme vous le savez, et qui, selon les conditions que nous avons proposées dans notre préavis, devraient être relogés sur place. Je n'attends qu'une chose, s'agissant de cette résolution, c'est de vous donner les éléments d'infor-

mation que j'ai à ma disposition et les réunions que j'ai engagées avec l'ensemble des parties, qui m'ont confirmé et donné des garanties.

**Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la résolution R-170 est acceptée à l'unanimité (64 oui).**

**Le président.** Une motion d'ordonnancement sur le rapport PR-1005 A, budget du Grand Théâtre, a été déposée par le Conseil administratif et par M. Pascal Holenweg. Ce rapport figure à notre ordre du jour.

Je donne la parole à M. Kanaan.

**M. Sami Kanaan, conseiller administratif.** Comme je l'ai annoncé en tout début de séance, la saison 2012-2013 étant déjà en cours et le budget ayant été traité tardivement, il serait bon de l'adopter, d'autant plus que la commission des arts et de la culture l'a validé. C'est donc pour la bonne forme et pour que la saison suive son cours en toute sérénité que je demande l'urgence.

**M. Pascal Holenweg (S).** Même enjeu, même raison: il serait bon que le budget de la saison du Grand Théâtre soit adopté par le Conseil municipal avant que la saison ne soit terminée!

**Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur le rapport PR-1005 A est acceptée sans opposition (63 oui et 2 abstentions).**

**Le président.** Une motion d'ordonnancement portant sur le rapport M-978 A a été déposée par le Mouvement citoyens genevois, MM. Pascal Spuhler, Carlos Medeiros et Jean-Philippe Haas. Ce rapport figure à notre ordre du jour.

**M. Pascal Spuhler (MCG).** Le Mouvement citoyens genevois demande l'urgence du traitement du rapport M-978 A, afin que nous puissions donner mandat au Conseil administratif d'envisager de bâtir, au bois de la Bâtie, un parc accrobranche. En effet, la commission, dans sa grande majorité, a approuvé ce projet intéressant, ludique et festif au centre-ville et qui ne peut qu'être utile pour l'animation de ce parc. Je vous rappelle également que, à la dernière séance, une partie de cette assemblée a accepté des travaux de réaménagement du bois de la Bâtie. Je pense que c'est justement dans l'élan de ce réaménagement qu'il faut

soutenir et traiter en urgence cette motion, qui a déjà, depuis un moment, été acceptée par la commission de la sécurité, du domaine public, de l'information et de la communication.

**M. Rémy Pagani, maire.** Nous avons traité cet objet à la délégation à l'aménagement, avec mes collègues Guillaume Barazzone et Sami Kanaan, et nous avons constaté qu'un parc accrobranche se mettait en place pour cet été – je ne sais pas s'il est déjà en fonction – au parc des Evaux. Nous irons voir comment cela se passe avant de nous lancer dans ce genre d'aventure, si j'ose dire. Je vous demande donc de patienter pour que nous puissions en traiter en connaissance de cause.

*Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur le rapport M-978 A est refusée par 44 non contre 20 oui (2 abstentions).*

**Le président.** La motion d'ordonnancement suivante porte sur le rapport M-908 A/M-909 A et est signée par M<sup>mes</sup> Studer, Figurek, M. Gauthier, M<sup>me</sup> Moratti, MM. Buschbeck, Carasso et M<sup>me</sup> Valiquier Grecuccio.

**M<sup>me</sup> Brigitte Studer (EàG).** Ces deux motions concernent l'accès à l'apprentissage dual pour les jeunes sans statut légal. Trois raisons nous amènent à demander l'urgence. La plus importante est que les apprentissages pour la Ville de Genève se décident maintenant. En effet, le délai de dépôt des dossiers est le 15 février 2013. Pour certaines professions, l'inscription est encore ouverte mais les dossiers, pour le choix des apprentis, sont traités dès maintenant. Rappelons qu'il s'agit de deux motions déposées en mars 2010, envoyées en commission en septembre 2011 et votées en janvier 2012. Le rapport, déposé en mars 2012, figure à l'ordre du jour depuis quasiment une année et on n'arrive jamais à le traiter. Par ailleurs, depuis que nous avons parlé de ces motions en commission, le Conseil fédéral...

**Le président.** Madame Studer, restez sur l'urgence, et il vous faudra conclure.

*M<sup>me</sup> Brigitte Studer.* Le Conseil fédéral s'est prononcé sur cette question le 1<sup>er</sup> février et la situation, aujourd'hui, est plus claire. L'urgence est due au fait que les décisions pour les apprentissages se prennent maintenant. C'est donc mainte-

nant que le Conseil municipal peut prendre sa décision et appuyer les apprentis concernés.

**Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur le rapport M-908 A/M-909 A est acceptée par 37 oui contre 29 non.**

**Le président.** Une motion d'ordonnancement de M. Morten Gisselbaek demande que le rapport PR-996 A, figurant à notre ordre du jour et portant sur le réaménagement de l'avenue de la Paix, soit traité de manière urgente au cours de cette session. La motivation de cette demande étant que, «au vu de l'avancement des chantiers du périmètre et des problèmes de circulation qui découleront de la fin de ces chantiers, il est urgent de permettre aux aménagements d'être réalisés afin d'assurer l'accès aux parkings, l'évacuation du trafic, la fluidité des transports publics et l'amélioration des déplacements à pied et en vélo». Monsieur Morten Gisselbaek, vous avez la parole.

**M. Morten Gisselbaek (EàG).** Comme le président vient de le dire, il est urgent que l'on puisse aménager l'avenue de la Paix et les rues avoisinantes. Ceux qui connaissent le quartier de Sécheron Nord savent qu'il connaît une profonde mutation. La construction de la Maison de la Paix, du siège de Japan Tobacco et du parking de l'OMC, va entraîner plus qu'un doublement de la circulation automobile d'ici à 2015. Le parking P+R ainsi que le parking de l'OMC seront achevés d'ici la fin de l'année. Il est donc urgent que la Ville accompagne cette mutation et puisse ainsi commencer ces travaux d'aménagement rapidement. C'est la raison pour laquelle nous demandons l'urgence.

**Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur le rapport PR-996 A est acceptée par 49 oui contre 9 non (7 abstentions).**

**Le président.** Une autre motion d'ordonnancement déposée par M. Morten Gisselbaek demande de traiter en urgence le rapport PR-932 A. La raison de cette demande est «qu'il est urgent de permettre à la Fondation de la Ville de Genève pour le logement social d'aller de l'avant sereinement dans le dossier de la construction de logements au chemin Docteur-Jean-Louis-Prévoist. Les projets, soit un immeuble et une allée de l'immeuble voisin, avancent bien et doivent pouvoir être menés sans entraves du point de vue foncier».

**M. Morten Gisselbaek (EàG).** Le projet de construction de la Fondation Ville de Genève avance bien au chemin Docteur-Jean-Louis-Prévoist. Il s'agit,

d'une part, de construire un immeuble entier – cela a fait l'objet d'un concours, on peut en voir le résultat à la salle du Faubourg. Ce concours a eu lieu et le projet est là. D'autre part, il s'agit de participer à la construction d'un immeuble et de faire une allée à côté de cet immeuble, objet du concours. Il s'agit, en tout, de 64 logements sociaux. Il reste quelques problèmes de type foncier qui sont résolus par ce rapport. Je vous demande donc de voter l'urgence et je pense que nous pourrions voter la proposition sans débat, celle-ci ayant été acceptée à l'unanimité en commission.

*Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur le rapport PR-932 A est acceptée à l'unanimité (66 oui).*

**Le président.** Une motion d'ordonnancement a été déposée par M. Mathias Buschbeck, pour que la nouvelle interpellation IO-247 de M. Mathias Buschbeck, M<sup>mes</sup> Marie-Pierre Theubet, Frédérique Perler-Isaaz, Sarah Klopmann, MM. Grégoire Carasso et Pierre Gauthier: «La Ville ne déneige pas les pistes cyclables: quel est le message?» soit inscrite à notre ordre du jour et traitée en urgence.

**M. Mathias Buschbeck** (Ve). Le titre de l'interpellation est «La Ville de Genève ne déneige pas les pistes cyclables, quel est le message?» L'urgence est évidente, car on doit traiter cette interpellation en février et pas au mois de juin. Dans le fond, quel est le message que l'on donne aux cyclistes quand on ne déneige pas les pistes cyclables? Est-ce: «Prenez votre voiture pour encombrer encore plus les rues? Prenez les transports publics qui sont déjà encombrés plus que les autres jours à cause de la neige?» Je pense que le déneigement des pistes cyclables...

**Le président.** Monsieur Buschbeck, sur l'urgence, s'il vous plaît. Votre temps de parole est quasiment écoulé, il vous reste dix secondes.

*M. Mathias Buschbeck.* Vous m'avez interrompu, je suis trop déçu, j'arrête!

*Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur l'interpellation orale IO-247 est refusée par 31 non contre 29 oui (1 abstention).*

**Le président.** L'avant-dernière motion d'ordonnancement a été déposée par M<sup>me</sup> Danièle Magnin. Elle demande d'inscrire à l'ordre du jour et de traiter en

urgence la nouvelle motion M-1063 de MM. Carlos Medeiros, Pascal Spuhler, Jean-Philippe Haas, Daniel-Dany Pastore, M<sup>mes</sup> Danièle Magnin et Salika Wenger: «Changeons le nom du Grand Théâtre de Genève en Grand Théâtre de la Ville de Genève»... (*Exclamations.*)

**M. Carlos Medeiros** (MCG). Cela fait ricaner mais c'est tant mieux! Depuis que je suis arrivé ici, voilà bientôt deux ans, on est confronté à chaque séance à des demandes d'ouverture de crédits pour le Grand Théâtre. Ce qu'on nous dit chaque fois, c'est que c'est très important pour le rayonnement de Genève...

**Le président.** Sur l'urgence, Monsieur Medeiros, il vous reste trente secondes.

*M. Carlos Medeiros.* Laissez-moi m'expliquer alors! Comment voulez-vous que j'explique l'urgence? Je vous signale qu'on paie, dans notre ville, les centimes additionnels les plus élevés. J'en ai marre que ce soit toujours pour le rayonnement du Canton. Changeons donc, officiellement, le nom du Grand Théâtre en Grand Théâtre de la Ville de Genève! Soyons cohérents jusqu'au bout!

**M. Rémy Pagani, maire.** Je suis membre du conseil de la Fondation du Grand Théâtre de Genève et je vous encourage à faire preuve de bon sens et de patience. Le Grand Théâtre va subir une rénovation, c'est cela qui est plus important, et je crois qu'il a besoin de calme.

*Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur la motion M-1063 est refusée par 53 non contre 12 oui (1 abstention).*

**Le président.** La dernière motion d'ordonnancement, déposée par M<sup>me</sup> Danièle Magnin, demande d'ajouter à l'ordre du jour le rapport P-297 A, afin qu'il soit traité en même temps que les rapports P-270 A, P-281 A et P-279 A, vu qu'il traite aussi des nuisances sonores en ville de Genève.

**M<sup>me</sup> Danièle Magnin** (MCG). Effectivement, à la commission des pétitions, nous avons essayé d'obtenir que tous les rapports des pétitions relatives aux nuisances sonores soient traités en même temps. Comme vous l'avez remarqué, c'est vraiment un sujet d'actualité et c'est quelque chose qu'il faut éviter de diluer,

toute la presse en parle. On a pu lire un long article, ce matin, dans *Le Temps*. Je voulais simplement vous demander d'accepter l'urgence – n'ayant pas eu le temps de faire le rapport avant, je l'ai rendu cet après-midi, mais c'était trop tard pour qu'on puisse l'inscrire à l'ordre du jour – ce serait une simple adaptation pleine de bon sens pour qu'on puisse traiter ce sujet rapidement.

Mise aux voix, la motion d'ordonnancement portant sur le rapport P-297 A est acceptée par 56 oui contre 6 non (2 abstentions).

**Le président.** Toutes ces urgences seront traitées à partir de 20 h 30, dans l'ordre où elles ont été acceptées ce soir.

**8. Proposition du Conseil administratif du 14 novembre 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit d'étude complémentaire de 940 000 francs au crédit d'étude de 2 000 000 de francs, voté par le Conseil municipal le 12 octobre 2011, destiné à la poursuite des études en vue de la rénovation partielle du Grand Théâtre de Genève situé place de Neuve, parcelle N° 5038, feuille N° 31, commune de Genève, section Cité (PR-1007).**

### **Préambule**

Le 12 octobre 2011, le Conseil municipal a voté, par le biais de la proposition PR-849, un crédit d'étude de 2 000 000 de francs relatif à l'étude de la rénovation partielle du Grand Théâtre de Genève.

### **Exposé des motifs**

Le crédit d'étude de la proposition PR-849 a permis de mettre au point les divers cahiers des charges nécessaires aux appels d'offres des mandataires et de mandater les plus qualifiés pour répondre au programme et aux enjeux complexes de rénovation du Grand Théâtre.

Le coût de l'opération, avant cette phase d'étude, était alors estimé à 20 millions de francs.

Depuis fin 2010, plusieurs éléments ont fait évoluer le programme des travaux de rénovation de ce bâtiment et modifier le coût de travaux annoncé.

Dans la proposition PR-849, il était spécifiquement mentionné qu'une étude précise des besoins devait être réalisée pour permettre une meilleure exploitation des locaux, suite au manque croissant de surfaces administratives dont souffre actuellement le Grand Théâtre. La répartition et l'affectation des locaux par type d'utilisateurs devaient être analysées en collaboration avec la direction du théâtre. La mise au point de l'avant-projet, en étroite collaboration entre l'ensemble des mandataires et les utilisateurs, a de plus révélé la nécessité de repenser le fonctionnement du théâtre et le réaménagement des locaux. En effet, un certain nombre de places de travail actuelles ne répondent pas aux exigences de l'OCIRT et devront, par conséquent, satisfaire aux exigences légales après travaux, ce qui engendrera une importante augmentation de surfaces utiles. La création d'une nouvelle zone administrative est alors apparue comme une nécessité absolue. Un mandat a alors été donné aux mandataires d'étudier les possibilités d'agrandissement. La proposition de créer des surfaces administratives en périphérie de la tour de scène a été retenue pour la poursuite des études.

La mise à niveau des travaux afin de respecter la nouvelle loi sur l'énergie et son règlement d'application, ainsi que les nouveaux règlements de la police du feu.

L'éclairage du plafond de la salle doit être entièrement rénové et remis en état avec ses particularités d'origine.

L'avancement des études par les ingénieurs spécialisés a permis de faire apparaître certains travaux dont le montant ne pouvait pas être estimé sans analyses préalables. Par exemple, l'estimation pour les travaux de désamiantage s'élève à 500 000 francs.

En relation avec la nouvelle distribution des locaux, une nouvelle zone de manutention pour le chargement et le déchargement des décors devra être créée sur l'esplanade Diday avec la mise en place d'un élévateur.

### **Estimation sommaire**

L'estimation du coût des travaux du nouveau projet se monte à 30 millions de francs.

### **Coût de l'étude**

Le coût total inclut les phases de l'avant-projet, du projet de l'ouvrage, de la procédure de demande d'autorisation de construire ainsi que la procédure partielle d'appels d'offres.

**Estimation des coûts selon code CFC**

CFC	Libellé	Fr.
29	Honoraires	
291	Honoraires architecte	2 000 000
292	Honoraires ingénieur civil	210 000
296	Honoraires ingénieur CVSE	520 000
296	Honoraires ingénieur géomètre	20 000
299	Honoraires expertises	275 000
5	Frais secondaires et comptes d'attente	
51	Autorisations, taxes	10 000
52	Echantillons, maquettes, reproductions, documents, information, plaquette	150 000
56	Autres frais secondaires	50 000
	Coût total de l'étude HT	3 235 000
	Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) 8%	258 800
	Coût total de l'étude TTC	3 493 800
	A déduire:	
	Crédit d'étude PR-307 voté le 21.01.2004 (PFI N° 043.009.05)	550 000
	Crédit étude PR-840 voté le 12.10.2011 (PFI N° 043.009.17)	2 000 000
	Total du crédit d'étude demandé	943 800
	Arrondi à	940 000

**Validité des coûts**

Les prix indiqués dans le chapitre «Estimation des coûts» sont ceux du mois de septembre 2012 et ne comprennent aucune variation.

**Référence au 8<sup>e</sup> plan financier d'investissement**

Cet objet est prévu au 8<sup>e</sup> plan financier d'investissement 2013-2024 sous le N° 043.009.17 (crédit d'études).

**Gestion financière, maîtrise de l'ouvrage et maîtrise de l'œuvre**

Le service gestionnaire de ce crédit d'étude est le Service des bâtiments. Le service bénéficiaire du crédit est le Grand Théâtre de Genève.

Au bénéfice de ce qui précède, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet de délibération suivant:

*PROJET DE DÉLIBÉRATION*

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

*décide:*

*Article premier.* – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit d'étude complémentaire de 940 000 francs au crédit d'étude de 2 000 000 de francs, voté par le Conseil municipal le 12 octobre 2011, destiné à la poursuite des études en vue de la rénovation partielle du Grand Théâtre de Genève, situé place Neuve, parcelle N° 5038, feuille N° 31, commune de Genève, section Cité

*Art. 2.* – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 940 000 francs.

*Art. 3.* – La dépense prévue à l'article premier, à laquelle il convient d'ajouter le crédit d'étude de 550 000 francs, voté le 21 janvier 2004, et le crédit d'étude complémentaire de 2 000 000 francs du 12 octobre 2011, sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif. Si l'étude est suivie d'une réalisation, la dépense sera ajoutée à celle de la réalisation et amortie sur la durée d'amortissement de la réalisation. Sinon, l'étude sera amortie en 5 annuités.

*Préconsultation*

**M. Rémy Pagani, maire.** Le mois dernier, nous avons eu un débat extrêmement riche et important sur le Grand Théâtre et, à mon avis, cette proposition va dans la droite ligne de rétablir la possibilité de faire les travaux tels qu'ils ont été décidés par le Conseil administratif. Je vous propose de ne pas prolonger le débat, si vous le voulez bien, et de renvoyer cet objet à la commission des travaux et des constructions.

Mise aux voix, l'entrée en matière sur la proposition est acceptée par 55 oui contre 4 non (2 abstentions).

Mis aux voix, le renvoi de la proposition à la commission des travaux et des constructions est accepté par 51 oui contre 7 non (1 abstention).

- 9. Proposition du Conseil administratif du 5 décembre 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit pour un montant net total de 3 295 000 francs, soit un crédit brut de 6 764 450 francs destiné à la restauration du pont de Carouge, qui comprend les travaux de génie civil, de réfection de la pierre naturelle et de serrurerie, dont à déduire la participation de la commune de Carouge de 3 426 250 francs, la participation des TPG de 43 200 francs, soit un montant net total de 3 295 000 francs, sis sur les parcelles du domaine public cantonal N<sup>os</sup> 2678, 2691 et 3611, N<sup>os</sup> 2680 et 2693 de la commune de Carouge, N<sup>os</sup> 3606 et 3608 de la commune de Genève, section Plainpalais (PR-1009).**

### **Préambule**

Le pont de Carouge participe à l'histoire commune de Genève et de Carouge, en marquant la réunion de deux cités au début du XIX<sup>e</sup> siècle. Situé proche du tracé de la route historique datant de l'époque gallo-romaine, le pont rétablit un lien qui, durant de nombreux siècles, se faisait par l'ancien Pont d'Arve, situé en aval, proche de l'actuel pont des Acacias. Actuellement, c'est le cinquième pont reliant les rives de l'Arve avant sa jonction avec le Rhône.

Parallèlement à l'urbanisation des deux villes, le pont de Carouge, symbole de modernité et de mobilité entre les deux rives, est modifié et est adapté pour accueillir de nouveaux moyens de transport tels que le tramway.

Aujourd'hui, avec le développement des mobilités douces, les nouvelles exigences fonctionnelles du tram et la nécessité d'entretenir l'ouvrage, il s'avère nécessaire de prévoir une restauration du pont de Carouge. Mené en collaboration avec la commune de Carouge, copropriétaire du pont, le projet proposé et décrit plus loin répond à ces enjeux, tout en conciliant valorisation du patrimoine architectural et naturel, techniques constructives modernes et sécurisation des déplacements, tous modes confondus.

Cet aménagement s'inscrit également dans les itinéraires de promenades de la Ville, plus précisément dans le parcours «d'ici et d'ailleurs, entre travail et loisirs», partant de la Jonction en direction du pont de Sierne.

### **Historique**

Napoléon, 1<sup>er</sup> consul depuis 1799, entreprend la construction d'un pont au-dessus de l'Arve reliant Genève à Carouge en 1809, afin d'améliorer les voies de

circulation à travers les Alpes. Il nomme alors Nicolas Céard ingénieur en chef des Travaux publics du département français du Léman. C'est donc à lui et à L. Duval, son adjoint, que nous devons la conception et la réalisation du pont Neuf, rebaptisé en 1981, pont de Carouge. En 1817, les travaux touchent à leur fin.

Indépendamment des éléments techniques remarquables mis en œuvre, les proportions du pont, les culées, la courbe élégante et légère des trois arches polycycliques de 21 m d'ouverture en maçonnerie appareillée, forment une harmonie extraordinaire que de nombreux artistes ont soulignée dans leurs œuvres (ex. J. Salucci, architecte de Florence, auteur du Palais Eynard à Genève).

En 1861, une entreprise privée obtient une concession pour l'exploitation d'un tramway à traction par chevaux. En contrepartie, celle-ci doit prendre à sa charge l'élargissement du pont pour conserver une largeur suffisante de trottoirs. En 1862, les parapets originaux en pierre sont remplacés par des garde-corps en fer posés sur encorbellements, eux-mêmes soutenus par des consoles en fonte.

Malgré ces altérations, le pont de Carouge a une présence irremplaçable dans le paysage des ponts en pierre et témoigne d'un modèle significatif des techniques mises en œuvre des ponts en maçonnerie.

### **Exposé des motifs**

Auparavant entièrement propriété de l'Etat, l'ouvrage devient pour moitié propriété de la Ville de Genève en 1974. En 1989, le Département des travaux publics du canton de Genève (DTP) informe les Conseils administratifs de Genève et de Carouge que la route cantonale N° 26 est déclassée en route communale principale. La commune de Carouge devient alors également pour moitié propriétaire de l'ouvrage en lieu et place du Canton.

Entre 1976 et 1988, de nombreuses inspections et expertises de l'ouvrage, conduites par le DTP cantonal concluent à la stabilité des fondations et de la maçonnerie, mais insistent sur la précarité des trottoirs et la perméabilité du tablier. En effet, les tirants et les longerons des trottoirs sont attaqués par la rouille à des degrés variables mettant en danger la stabilité de ces éléments. A cela, s'ajoute une analyse des propriétés mécaniques de la fonte qui a révélé une fonte ductile cassante.

Pour pallier aux dégradations constatées, un premier projet, proposant une restauration du pont quasiment à l'identique, est élaboré.

En 2001, la Ville de Genève et la commune de Carouge octroient deux mandats d'étude, l'un à un bureau d'architectes, l'autre à un bureau d'ingénieurs

civils. Pour ce qui est de la Ville de Genève, ces mandats sont financés par la proposition PR-300, la commune de Carouge prenant en charge une part équivalente.

Le projet est affiné au regard d'expertises complémentaires et d'essais effectués sur les caractéristiques mécaniques des consoles. Ces dernières s'avèrent bonnes pour une charge piétonne mais largement inférieures à celles requises par les normes en vigueur pour le trafic lourd. Ainsi, en 2002, des glissières de sécurité sont installées empêchant les poids lourds d'accéder sur le trottoir, le risque de rupture étant particulièrement élevé. Les essais confirment également la nécessité de déposer la totalité des consoles et de remplacer tous les tirants corrodés. A l'issue de ces investigations, en juillet 2004, un nouveau projet fait l'objet d'un dépôt de requête en autorisation de construire, délivrée en février 2005. Mais à ce moment-là, plusieurs éléments viennent mettre en cause ce projet.

Tout d'abord, il s'est rapidement avéré que le maintien du gabarit du pont était incompatible avec le développement des mobilités douces.

De plus, le maintien des trottoirs dans leur version de 1862 posait des problèmes de sécurité et ne respectait plus les normes actuelles.

Enfin, les mesures de chantier, imposées à la circulation, ne permettaient pas d'engager les travaux rapidement en raison d'une coordination indispensable avec d'autres chantiers en cours dans le périmètre.

Une mise à jour du projet a été décidée en 2010, rééquilibrant les contraintes historiques, de mobilités et de sécurité, dans le but de trouver des solutions nouvelles aux problématiques précitées. Un nouveau projet a donc été redessiné, élargissant la globalité du tablier de 11,60 m à 12,70 m et portant les trottoirs de 1,50 m à 3,20 m. L'implantation des voies de tramway et des réseaux au sein du tablier a été repensée en fonction des nouveaux gabarits de circulation. Une requête en autorisation de construire a été récemment déposée, après validation officielle du projet par la Ville de Carouge.

## **Description des travaux**

### Travaux de génie civil

La rénovation du pont de Carouge comprend deux parties principales: la restauration de l'ancienne maçonnerie et la reconstruction du tablier et des trottoirs.

#### *Rénovation de l'ancienne maçonnerie*

Il s'agira en premier lieu de regarnir les joints entre les pierres, qui se sont détériorés au fil des infiltrations d'eau et des années. Pour ce faire, l'encaissement situé au-dessus de la maçonnerie sera excavé, puis les joints défailants

seront comblés par injection de mortier liquide, afin que la structure retrouve son homogénéité.

La restauration comportera également un hydro-gommage de la pierre de taille, le remplacement des pièces endommagées et une réfection complète des joints sur les parties extérieures de la maçonnerie. La réalisation de ces travaux sur la partie intrados des voûtes nécessitera un système d'échafaudage complexe. Il faudra tenir compte des crues de l'Arve, qui peuvent être très soudaines et très puissantes. Ainsi un système de nacelle sur treuil a été choisi pour éviter que les échafaudages ne soient emportés par le courant. Celui-ci se déplacera le long de la voûte sur des rails ancrés sur les piles et dans la maçonnerie.

#### *Rénovation du tablier et des trottoirs*

Le tablier existant, composé de remblais, de pavés et de béton sera démoli entièrement, ainsi que les trottoirs en granit soutenus par des consoles en fonte.

Concernant la reconstruction du corps du tablier, une étanchéité sera appliquée sur la maçonnerie rénovée, puis une dalle armée sera coulée en intégrant les différents réseaux des Services industriels. Cette dernière servira de support aux traverses des voies de tram et d'ancrage aux éléments préfabriqués des trottoirs.

Les nouveaux trottoirs constituant l'encorbellement du pont seront agrandis, portant ainsi de 11,60 m à 12,70 m le gabarit total, afin de rendre plus confortables les circulations piétonnes et cyclables.

L'étape de rénovation du tablier se poursuivra par la pose des voies de tram, d'une nouvelle bordure en granit, faisant office de bouteroue, et d'un nouveau revêtement bitumineux. Les glissières de sécurité seront supprimées.

#### Travaux de serrurerie

L'élargissement des trottoirs rend impossible la réutilisation des garde-corps en fonte, qui par ailleurs sont fragiles et ne correspondent pas aux normes en vigueur en terme de sécurité.

Une nouvelle barrière d'une hauteur de 110 cm, au dessin épuré, plus en phase avec le nouveau concept architectural, sera mise en place. Un cordon lumineux sera intégré dans la main courante garantissant, de nuit, un confort supplémentaire aux usagers.

#### Mobilités douces

Les mobilités douces ont fait l'objet d'études spécifiques tenant compte des sur-largeurs possibles, sans porter atteinte à l'aspect visuel du pont.

## Proposition: restauration du pont de Carouge

Sur le pont, les trottoirs, initialement d'une largeur utile d'environ 1,50 m, seront agrandis à 3,20 m avec une largeur libre de 2,90 m, partagée entre les piétons et les vélos. La circulation des piétons et des vélos se fera au même niveau à 20 cm au-dessus de la chaussée. Ce trottoir mixte sera en béton; il sera séparé de la chaussée par une bordure granit de 20 cm d'épaisseur et de 20 cm de hauteur. A chacune des extrémités du pont, des pictogrammes vélos doublés d'un pictogramme piéton seront marqués au sol, afin d'indiquer aux cyclistes les sens de circulation.

Aménagements des rives*Rive gauche – Carouge*

L'avant-projet de la Voie verte prévoit une révision du carrefour de la place de l'Octroi, afin d'intégrer au mieux les différents flux d'usagers.

Afin d'anticiper la réalisation future de la Voie verte d'agglomération, le trottoir, situé de part et d'autre de la tête du pont, sera donc mis à niveau et élargi afin d'accueillir une mixité piétons/vélos.

*Rive droite – Ville de Genève*

Les raccords projetés tiennent compte des aménagements existants et à venir, prévus dans le cadre des compléments apportés à la zone 30 Cluse/Roseraie. Ainsi, les pistes cyclables des quais Charles-Page et Capo-d'Istria seront connectées à l'ouvrage par des rampes d'accès afin de rejoindre les pistes situées sur le pont. Pour les piétons, la continuité des trottoirs sera assurée. Des abaissements seront réalisés au droit des traversées piétonnes. Enfin, un nouveau marquage au sol tenant compte des besoins liés aux aménagements cyclables et piétons, sera réalisé.

Eclairage public

Dans le cadre du plan lumière, il est recommandé une mise en lumière douce de ce pont, lien entre les deux communes de Genève et de Carouge. Le projet d'éclairage doit bien tenir compte du contexte environnant, le milieu naturel de l'Arve. Il doit également veiller à l'impact des appareils en vision diurne et les intégrer au mieux, soit à l'ouvrage lui-même, soit à proximité de celui-ci.

Le projet de l'éclairage du pont de Carouge est composé de deux parties:

- A) l'éclairage public sur le pont;
- B) la mise en lumière architecturale du pont.

*A) L'éclairage public sur le pont*

Le projet vise à éclairer confortablement la chaussée et les trottoirs, tout en mettant particulièrement l'accent sur les espaces dédiés aux piétons. La volonté

est de renforcer le sentiment de sécurité pour les axes à mobilité douce et de les mettre au centre des préoccupations du trafic urbain. Il s'agit également d'éviter la pose de mâts, qui auraient un impact imposant la journée. Pour les trottoirs mixtes, l'éclairage sera intégré à la main courante des nouvelles barrières.

#### B) *La mise en lumière architecturale du pont*

Une mise en lumière discrète (effet lunaire) est prévue pour l'ouvrage en pierre. Cette lumière douce s'intégrera à l'environnement sombre et végétal. Les culées seront également éclairées afin d'ancrer l'ouvrage aux rives.

#### Réseaux SIG, Swisscom

L'ensemble des conduites sera remplacé et positionné dans le tablier du pont, ces frais étant à charge de leurs propriétaires.

#### Circulation en cours de chantier

Les travaux seront exécutés en deux étapes de façon à maintenir les flux piétons/vélos et à garantir le passage des trams durant la durée du chantier. Par souci de sécurité et d'optimisation de la durée des travaux, le pont sera complètement interdit au trafic routier excepté pour les véhicules prioritaires.

Des itinéraires de déviation au niveau des grands carrefours seront mis en place en amont, de part et d'autre du pont.

### **Agenda 21 et choix écologiques**

#### Travaux de génie civil

Les enrobés bitumineux et le béton démolis seront recyclés pour être réutilisés.

Les gravats et les eaux de lavages issus des différents travaux de restauration de la maçonnerie seront récupérés et traités selon les directives en vigueur.

De part et d'autre de l'ouvrage, les remblayages de fouilles et le terrassement sont prévus en grave recyclée provenant de centrales.

#### Eclairage

Les nouveaux luminaires auront un rendement énergétique performant, car ils seront équipés des meilleures sources lumineuses actuellement disponibles sur le marché, ainsi que de composants (réflecteurs, ballasts électroniques, etc.) fiables.

Les luminaires sont certifiés par les normes environnementales en vigueur pour un recyclage complet en fin de vie. Les éléments translucides de protection seront en verre plat. Le choix des luminaires évite toute dispersion lumineuse au-dessus de 180°.

### **Personnes à mobilité réduite**

Il sera tenu compte, lors de l'exécution des travaux décrits dans la présente demande de crédit, de la thématique des déplacements de personnes à mobilité réduite, ainsi que des malvoyants. Pour ce faire, sur tous les axes piétonniers situés sur les aménagements proposés, la continuité des cheminements sera assurée.

### **Information et communication**

Avant le début du chantier, une lettre d'information sera distribuée aux riverains dans un large périmètre, indiquant la nature des travaux effectués, leur durée, ainsi que les mesures de circulation et les déviations mises en place.

Un avis sera publié dans la presse pour informer la population de la fermeture du pont aux véhicules privés pendant les travaux.

Sur place, un panneau de chantier sera installé à chaque extrémité du pont. Il contiendra des informations sur les travaux réalisés, leur durée, leur montant, ainsi que la liste des mandataires et entreprises.

A la fin du chantier, une inauguration sera organisée et un triptyque sera publié.

### **Estimation du coût**

#### Génie civil, pierre et serrurerie

Installations générales de chantier	gl	436 000
Défrichements	gl	17 000
Démolitions trottoirs et tablier	760 m <sup>3</sup>	174 000
Remise en état de la maçonnerie de pierre	1500 m <sup>2</sup>	1 129 000
Étanchement de l'ouvrage	650 m <sup>2</sup>	77 000
Chaussées: démolition et réfection	1500 m <sup>2</sup>	436 000
Évacuation des eaux	150 ml	120 000
Reconstruction du tablier	650 m <sup>2</sup>	440 000
Reconstruction des trottoirs	500 m <sup>2</sup>	328 000
Cintres et échafaudages	gl	595 000
Marquages	gl	59 000

Construction métallique – mâts	4 p	120 000	
Serrurerie – barrières	170 ml	360 000	
Total génie civil, pierre et serrurerie HT	1150 m <sup>2</sup>		4 291 000
<u>Eclairage public</u>			
Eclairage provisoire	gl	20 000	
Eclairage public du pont et des carrefours	gl	113 000	
Mise en lumière du pont	gl	259 000	
Total éclairage public HT	gl		392 000
<u>Honoraires et frais</u>			
Ingénieur civil	11,2%	665 000	
Architecte	4,1%	244 000	
Ingénieur éclairagiste	0,4%	20 000	
Géomètre	0,4%	21 000	
Ingénieur circulation	0,4%	20 000	
Notaire	0,2%	10 000	
Frais, prototype et essais	gl	270 000	
Total honoraires et frais HT	21%		1 250 000
Budget information et communication	gl		25 000
Montant total brut HT			5 958 000
TVA 8,0%			476 600
Montant total brut TTC			6 434 600
Prestations du personnel en faveur des investissements			
5% (de 6 434 600 francs)			321 700
Intérêts intercalaires: $(6\,434\,600 + 321\,700) \times 18 \times 2,75\%$			139 400
	2 x 12		
Montant total brut TTC			6 895 700
A déduire:			
– la participation des TPG aux mâts d'éclairage pour le support des lignes aériennes			– 43 200
Montant total brut TTC			6 852 500
A déduire:			
– la participation de la commune de Carouge, soit 50% du montant des travaux			– 3 426 250
Total net TTC			3 426 250
– Provision FMAC (2% de 3 426 250 francs)			68 525
A déduire:			
– crédit d'étude PR-300, accepté par le Conseil municipal en séance du 11 février 1998			– 200 000
Coût total de l'opération TTC			<u>3 295 000</u>

### **Validité des coûts**

L'estimation du coût des travaux est basée sur les prix unitaires moyens du marché actuel des travaux de génie civil (ouvrages similaires 2012).

Les incertitudes conjoncturelles liées à l'évolution de la situation du marché des travaux de génie civil peuvent avoir une incidence de l'ordre de 15% sur les montants estimés.

Aucune hausse éventuelle des prix n'est comprise dans les montants présentés.

### **Subvention(s) et partenariat(s)**

#### Ville de Carouge

Propriétaire de la moitié de l'ouvrage, la Ville de Carouge participe financièrement à 50% du montant total des travaux à la charge des deux communes.

Concernant la maîtrise d'ouvrage, la Ville de Carouge délègue en totalité cette prestation à la Ville de Genève.

#### TPG

La rénovation du pont nécessite un partenariat étroit avec les TPG. En effet, l'important trafic tramway sur le site implique la mise en place d'aiguillages fixes de part et d'autre de l'ouvrage, afin de conserver une voie de circulation pendant les travaux.

Par ailleurs, les TPG profiteront des travaux pour rénover leurs voies et lignes aériennes sur le tronçon aménagé.

L'ensemble de ces travaux sera sous maîtrise d'ouvrage et financement des TPG.

De plus, afin de délester le pont et ses accroches de tout élément disgracieux, le projet prévoit, en partenariat avec les TPG, de supprimer les mâts existants et de les remplacer par quatre nouveaux éléments plus importants, fondés sur les rives et ancrés dans les murs des quais. Ces travaux seront sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Genève et financement des communes avec une participation financière des TPG équivalente au budget théorique de rénovation de l'installation existante.

### **Programme des travaux**

Le démarrage des travaux est conditionné par la mise en place des aiguillages fixes de part et d'autre de l'ouvrage. Ces travaux se réaliseront sous maîtrise d'ouvrage des TPG.

Dès lors, sous réserve du vote des Conseils municipaux des villes de Carouge et Genève, de l'obtention de l'autorisation de construire et une fois les délais référendaires écoulés, les travaux de restauration du pont pourront débuter. L'ensemble de ces travaux durera environ douze mois. La durée totale de l'opération est estimée à dix-huit mois.

### **Autorisation de construire**

Une requête en autorisation de construire concernant le projet a été déposée auprès du département de l'urbanisme, en novembre 2012.

### **Régime foncier**

Le pont de Carouge est situé sur les parcelles domaine public cantonal N<sup>os</sup> 2678, 2691 et 3611; N<sup>os</sup> 2680 et 2693 de la commune de Carouge; N<sup>os</sup> 3606 et 3608 de la commune de Genève, section Plainpalais.

Il est propriété pour moitié de chacune des communes: Carouge et ville de Genève.

Il est situé sur un axe du réseau communal secondaire et, à ce titre, selon la loi sur les routes L 1 10, section 2, articles 22 et 25, les communes ont l'obligation d'entretenir les voies publiques communales qui comprennent les chaussées et leurs dépendances, soient les ouvrages d'art.

### **Intérêts intercalaires**

La durée de l'opération étant de dix-huit mois, des intérêts intercalaires doivent être pris en compte et sont inclus dans le chiffrage de la présente demande de crédit.

### **Référence au 8<sup>e</sup> plan financier d'investissement 2013-2024**

Cet objet est inscrit au 8<sup>e</sup> plan financier d'investissement 2013-2024, sous le numéro 101.400.40 pour un montant de 3 000 000 de francs.

### **Maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre**

Le projet a été établi par le Service du génie civil et par le Service de l'aménagement urbain et de la mobilité, en coordination avec les intervenants privés.

La commune de Carouge a été régulièrement informée de l'avancée du projet et a validé le projet définitif.

Le service gestionnaire et bénéficiaire du crédit est le Service du génie civil de la Ville de Genève.

La maîtrise d'ouvrage sera assurée par le Service du génie civil.

La maîtrise d'œuvre pour les travaux sera confiée au bureau d'ingénieurs civils B+S au profit d'un contrat régissant ces prestations, établi en 2006.

### **Budget prévisionnel d'exploitation**

L'entretien, le nettoyage et l'éclairage de l'ouvrage seront assurés dans le cadre des budgets ordinaires des services de la Ville de Genève et n'entraîneront pas de charge d'exploitation supplémentaire.

### **Convention**

Une convention sera établie entre la Ville de Genève et la commune de Carouge concernant les points suivants:

- le nettoyage;
- l'entretien;
- l'éclairage public: consommation d'énergie;
- la viabilité hivernale.

### **Charge financière**

La charge financière de l'investissement prévu, comprenant les intérêts au taux de 2,25% et les amortissements au moyen de 30 annuités, se montera à 152 230 francs.

Au bénéfice de ce qui précède, nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet de délibération ci-après:

### *PROJET DE DÉLIBÉRATION*

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

*décide:*

*Article premier.* – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit brut de 6 764 450 francs destiné à la restauration du pont de Carouge, qui comprend les travaux de génie civil, de réfection de la pierre naturelle et de serrurerie, dont à déduire la participation de la commune de Carouge de 3 426 250 francs, la participation des TPG de 43 200 francs, soit un montant net total de 3 295 000 francs, sis sur les parcelles du domaine public cantonal N<sup>os</sup> 2678, 2691 et 3611, N<sup>os</sup> 2680 et 2693 de la commune de Carouge, N<sup>os</sup> 3606 et 3608 de la commune de Genève, section Plainpalais.

*Art. 2.* – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 6 764 450 francs.

*Art. 3.* – Un montant de 68 525 francs sera prélevé sur le crédit indiqué à l'article premier et attribué au Fonds d'art contemporain de la Ville de Genève institué par la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2008.

*Art. 4.* – La dépense nette prévue à l'article premier, à laquelle il convient d'ajouter le crédit d'étude de 200 000 francs (PR-300, votée le 11 février 1998), soit un montant de 3 495 000 francs, sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 30 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2016 à 2045.

*Art. 5.* – Le Conseil administratif est autorisé à épurer, radier, modifier ou constituer toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie du périmètre concerné, nécessaire à l'aménagement projeté.

*Préconsultation*

**M. Rémy Pagani, maire.** Nous avons affaire ici à une œuvre patrimoniale: le pont de Carouge, qui nous relie à la ville de Carouge depuis de nombreuses décennies. Nous avons mis un temps considérable à faire cette proposition, qui est très bonne car la commune de Carouge et la Ville de Genève se sont associées avec les TPG pour ficeler ce projet qui vous est soumis. Il est inutile de décrire l'état délabré de ce pont dont les garde-corps – qui ne gardent plus rien et malheur à qui s'appuierait contre – ont des supports rouillés jusqu'à la moelle, si j'ose dire. En conséquence de quoi, je vous demande, Mesdames et Messieurs, de renvoyer cette affaire rapidement à la commission des travaux et des constructions

sans grand débat, puisqu'on aura l'occasion d'expliquer, dans le détail, la situation de ce pont qui doit être rénové depuis quinze ans.

Mise aux voix, l'entrée en matière sur la proposition est acceptée par 52 oui contre 7 non.

**M. Daniel Sormani** (MCG). Je ne doute pas que cet objet sera renvoyé à la commission des travaux et des constructions. C'est pour moi une nouveauté: désormais les ponts sont devenus, par je ne sais quel miracle, propriété de la Ville de Genève qui se lance dans toutes les rénovations des ponts. On a aussi lu dans la presse qu'il était question de la rénovation du pont du Mont-Blanc. Je vous laisse imaginer ce que cela coûterait à la Ville de Genève si elle se lançait dans la rénovation de tous ces ponts qui appartiennent tout de même à l'Etat! Je vous invite à consulter le Registre foncier pour le vérifier. Il est clair qu'il serait intéressant d'avoir les informations – on les aura, j'espère, en commission – car il est assez curieux de voir que, subitement, c'est la Ville de Genève qui se préoccupe d'entretenir tous les ponts qui traversent le Rhône et que l'Etat est dépossédé, je ne sais par quel miracle, alors que l'Etat a un service des ponts et entretient les ponts depuis toujours. Mais la Ville pense peut-être en devenir propriétaire parce qu'elle en paie la rénovation...

Je suis très circonspect là-dessus parce que cela va coûter extrêmement cher à la Ville de Genève. Il ne s'agit pas seulement du pont de Carouge: imaginez que l'on rénove tous les ponts, comme le pont du Mont-Blanc, par exemple, cela ayant déjà été évoqué. Pourquoi la Ville doit-elle prendre ces travaux à sa charge? Concernant le pont de Carouge, on relève que, subitement, l'Etat a décidé – je reviens avec ma marotte sur les routes – qu'il n'y a, en ville de Genève, que des routes communales et que certains axes, paraît-il, sont d'importance cantonale. Or, ce pont qui était d'importance cantonale ne l'est subitement plus et n'est plus à la charge de l'Etat. Tout cela me paraît très douteux. Le miracle fait que ce pont est aussi sur Carouge, qui va financer une part, heureusement. Cela dit, la part des TPG est plus que misérable et ils pourraient, je pense, faire un plus gros effort. Toutes ces questions devront être éclaircies, car elles engagent l'avenir et les investissements de la Ville. J'invite les commissaires des travaux à être très vigilants.

**M. Daniel-Dany Pastore** (MCG). Je vais tâcher de ne pas faire trop long car certains pensent sûrement à aller manger puisqu'on approche les 19 h... Il faut absolument envoyer cette proposition à la commission des travaux et des constructions, car c'est un panier de crabes! Ce pont est vétuste et tombe en morceaux. Le maire a tout à fait raison. Il y a évidemment une évolution de la vie, du temps, il y a plus de voitures qui y passent. Mais je pense que, conçu comme il

est, il pourrait tenir le coup. En revanche, avez-vous pensé à ces nouveaux trams qui passent dessus? On achète des trams – qui sont des tortillards épouvantables dans nos petites rues, car nous n’avons pas des avenues extraordinaires comme dans les grandes métropoles – et ces trams passent sur des ponts absolument pas prévus pour supporter des poids pareils. C’est toléré, on est à la limite de la sécurité, mais il est clair qu’il faut faire quelque chose pour ce pont. Je préconise donc le renvoi à la commission des travaux et des constructions, car on est en face d’un vrai grand problème.

**M. Mathias Buschbeck (Ve).** Le groupe des Verts voudrait préciser que c’est le plus beau pont qu’il nous reste et que c’est un élément patrimonial important. Les Verts seront très attentifs à préserver la valeur patrimoniale de ces belles barrières en fonte. On se pose aussi beaucoup de questions sur la nécessité, notamment, d’élargir le tablier, ce qui déformera quand même le pont. Ne serait-il pas possible de faire autrement en diminuant la circulation, voire en la supprimant? Pendant les travaux, le pont va être fermé pendant de nombreux mois, voire plus d’une année. Pourquoi rouvrirait-on ce pont au transit après les travaux, alors que les voitures pourraient passer sur les autres axes? Il n’y aurait, de plus, aucune place de stationnement à compenser puisque ce pont n’en possède aucune. J’espère donc que vous ferez bon accueil à cette proposition en commission.

Mis aux voix, le renvoi de la proposition à la commission des travaux et des constructions est accepté par 50 oui contre 9 non.

**10. Proposition du Conseil administratif du 19 décembre 2012, sur demande du Département de l’urbanisme, en vue de l’approbation du projet de plan de site N° 29872 Rue des Garages, situé entre les rues Dejean, de Lausanne, du Valais et l’avenue Blanc, sur la commune de Genève/Petit-Saconnex (PR-1011).**

En date du 27 septembre 2010, le Conseil municipal a approuvé un projet de plan de site sous la forme d’une initiative communale en application de l’article 39 de la loi sur la protection des monuments, de la nature et des sites du 4 juin 1976. Le Conseil d’Etat a donc été sollicité pour engager la procédure d’adoption du présent plan de site. L’exposé des motifs établi par le département des constructions et de l’aménagement à l’appui de ce projet au moment de sa transmission au Département de l’urbanisme est le suivant:

## **Exposé des motifs**

### *Rappel historique*

Ordonné morphologiquement sur l'axe séculaire de la rue de Lausanne, le secteur de la rue des Garages est l'aboutissement d'une composition urbaine très caractéristique de l'Entre-deux-guerres. Suite à une première opération (rue de Lausanne 75-85, 1912), qui reste orpheline en raison du contexte économique, son lotissement démarre véritablement en 1927 (rue de Lausanne 87-97) pour s'achever six ans plus tard avec l'ensemble situé entre l'avenue Blanc 2-4 et la rue du Valais 2-4.

Malgré son caractère progressif, la composition du secteur traduit pleinement les aspirations d'une génération d'architectes-urbanistes connue pour être à l'origine de la Genève moderne. Développant leur projet à partir d'un segment initial (rue de Lausanne 75-85) et adoptant une trame viaire datant de 1914 (futures rues des Garages et Dentand), les protagonistes favorisent une implantation par blocs isolés, abandonnant ainsi le système des cours fermées qui avait prévalu jusqu'alors. Si plusieurs architectes et maîtres d'ouvrage participent à la construction des immeubles, l'unité de ce square ouvert reste de toute évidence un objectif prioritaire. Comme pour les squares de Montchoisy – un ensemble contemporain aujourd'hui protégé – le caractère unitaire sera obtenu par l'équilibre des pleins et des vides, l'harmonie des gabarits, la constitution d'un socle aménagé en magasins et garages, ainsi que l'aménagement d'espaces verts.

### *Projet de densification*

En date du 6 décembre 2007, le Département des constructions et technologies de l'information (actuel Département d'urbanisme) a délivré l'autorisation de démolir les garages situés rue des Garages N° 3 (M 5789) et de construire, en lieu et place, un immeuble de logements (DD 100 996). L'implantation de l'immeuble objet de l'autorisation de construire était prévue à l'intérieur d'un îlot dense comprenant douze bâtiments.

En date du 20 février 2008, le Conseil administratif a décidé de former recours contre l'autorisation de construire. Par décision du 14 avril, la Ville de Genève et l'Association Les squares de Sécheron ont obtenu gain de cause auprès de la Commission cantonale de recours en matière de construction qui a retenu que l'ensemble concerné était digne de protection au sens des articles 89 et ss LCI. Les requérants et le département ont ensuite recouru auprès du Tribunal administratif qui, par son arrêt d'octobre 2009, a également écarté leur thèse. Enfin, l'affaire ayant été portée devant le Tribunal fédéral, celui-ci a également débouté les requérants.

En application de la loi sur la protection des monuments, de la nature et des sites (LPMNS), les communes peuvent solliciter, en tout temps du Conseil d'Etat,

l'adoption d'un plan de site sur leur territoire. A cet effet, en date du 27 septembre 2010, le Conseil municipal a approuvé, sous forme de résolution, le principe de solliciter le Conseil d'Etat en vue de l'adoption d'un plan de site à la rue des Garages (article 39 LPMNS). Le Conseil d'Etat a, par conséquent, engagé la procédure d'adoption du plan de site, prévue aux articles 40 et suivants de la LPMNS.

### *Contexte de l'étude*

Le présent projet de plan de site N° 29872-221 a pour but d'assurer la protection de l'ensemble des immeubles et des squares situés entre les rues de Lausanne, du Valais, Dejean et l'avenue Blanc, dans le quartier de Sécheron. En particulier, il s'agit de préserver leurs qualités urbanistiques, architecturales et paysagères, dans l'esprit prévalant lors de leur réalisation entre 1912 et 1933.

Le périmètre du plan de site est situé en deuxième zone de construction et comprend les parcelles N°s 128 à 143 et 146 à 158, Genève, section Petit-Saconnex, totalisant approximativement 25 000 m<sup>2</sup>. La Ville de Genève est propriétaire de la parcelle N° 140 ainsi que du domaine public communal avoisinant, l'Etat de Genève de la parcelle N° 138 et la caisse de prévoyance du personnel enseignant de l'instruction publique et des fonctionnaires de l'administration du canton de Genève (CIA) des parcelles N°s 147 à 153 formant l'îlot entre les rues Dejean, des Garages, Dentand et l'avenue Blanc. L'ensemble des autres parcelles appartiennent à des propriétaires privés.

### *Objectifs du plan de site*

L'analyse menée par l'administration municipale et ses mandataires, sur le potentiel d'évolution du site, a conduit à la conclusion que cet ensemble se présente comme une composition architecturée, aboutie et équilibrée et que toute construction remettrait en cause le rapport entre les pleins et les vides de la composition originelle. Le projet de plan de site interdit dès lors la construction de nouveaux bâtiments et préconise le maintien des éléments suivants:

- les bâtiments dans leurs principes architecturaux, notamment le gabarit, le volume, les matériaux, les teintes et les éléments caractérisant leur valeur telle que la modénature et décors des façades, le profil des toitures, les structures intérieures, les garages; les aménagements et les décors des halls d'entrée, des cages d'escalier et de l'intérieur des appartements;
- les aménagements extérieurs, notamment les squares avec leur arborisation et leurs pelouses, les cheminements, les murs, les portails, les barreaudages, les escaliers et l'arborisation des avenues.

En termes d'affectations, le projet de plan de site préconise que les rez-de-chaussée des bâtiments affectés à des activités qui contribuent directement

à l'animation du quartier, telles que boutiques, restaurants ou cafés, devraient conserver une destination commerciale ouverte au public notamment le long de la rue de Lausanne et de la rue du Valais. Les activités administratives, conformément aux dispositions du plan d'utilisation du sol de la ville de Genève, sont, quant à elles, exclues.

Les box fermés situés à la rue des Garages ainsi que les constructions basses sises à l'angle de l'avenue Blanc et des rues Dentand et Dejean sont également maintenus, mais une éventuelle affectation en surface commerciale ou artisanale peut être envisagée pour autant que leurs devantures préservent les partitions actuelles du bâti.

### **Commentaires du Conseil administratif**

Suite à la résolution du Conseil municipal du 27 septembre 2010, le projet de plan de site et son règlement ont été transmis au Département de l'urbanisme pour qu'il entame la procédure d'adoption conformément à l'article 40 de la loi sur la protection des monuments, de la nature et des sites du 4 juin 1976.

L'enquête technique qui a précédé la mise à l'enquête publique a conduit à certaines modifications par rapport aux documents qui vous ont été soumis en 2010, notamment en ce qui concerne les affectations qui ne peuvent être imposées par le plan de site ou le maintien de certains arbres.

Deux demandes de compléments ont, quant à elles, été écartées par le Département de l'urbanisme après consultation du Service d'urbanisme de la Ville, à savoir:

- celle de la Commission d'urbanisme qui demandait d'intégrer la possibilité de réaliser des constructions de faible gabarit en lieu et place des garages existants qui est contradictoire avec l'objectif de préserver cet ensemble bâti;
- celle de la Direction générale de l'énergie qui demandait d'établir un concept énergétique territorial alors que les plans de site ne sont pas soumis à cette obligation légale.

L'enquête publique, qui a eu lieu du 19 octobre au 18 novembre 2012, a suscité trois lettres d'observations. Elles ne remettent pas en question le principe du plan de site mais certains aspects ponctuels (constructions souterraines ou qualité des arbres, voire la modification du périmètre). Ces courriers n'entraîneront aucune modification du plan de site.

S'agissant d'un plan d'affectation d'initiative communale, il incombe à la Ville, en l'occurrence au Service d'urbanisme, de répondre aux observations.

Au vu de ce qui précède, le Conseil administratif vous invite, Mesdames et Messieurs les conseillers, à approuver le projet de délibération suivant:

*PROJET DE DÉLIBÉRATION*

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettres k), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

vu l'article 39, alinéas 2 et 3 de la loi sur la protection des monuments, de la nature et des sites du 4 juin 1976;

vu la demande du Département d'urbanisme;

sur proposition du Conseil administratif,

*décide:*

*Article unique.* – De donner un préavis favorable au projet de plan de site N° 29872 Rue des Garages, situé entre les rues Dejean, de Lausanne, du Valais et l'avenue Blanc, sur la commune de Genève/Petit-Saconnex.

*Annexe:* – projet de plan de site





avocats au barreau de Genève

Maurice Harari  
II.M. New York Univ.  
David Lachat  
Pierre Martin-Achard  
Matteo Pedrazzini  
Jacques-André Schneider  
Docteur en Droit  
Julie Vaisy  
Anne Troillet  
II.M. Toronto  
Spécialiste FSA droit du travail  
Laurent Baeriswyl  
D.E.S. Etudes Européennes  
Delphine Zarb  
II.M. London School of Economics  
Spécialiste FSA droit de la  
construction et de l'immobilier  
Yvonne Meichtry  
Lic. Sciences Politiques  
Maximilien Lückner  
Oscar Giorgis  
Sophie Détière  
Delphine Jobin  
Andrea Schaub  
Alexia Raelzo

Raphaël Jakob  
Soile Santamaria  
Ingrid Cueva Molnar  
Marine Vallicos  
Avocats-stagiaires

Concerne : Plan de site 29872-221 / Observations

Madame, Monsieur,

Je représente la CIA, Caisse de Prévoyance du Personnel Enseignant de l'Instruction Publique et des Fonctionnaires de l'Administration du Canton de Genève, qui élit domicile en l'Etude.

La CIA est propriétaire des immeubles suivants, visés dans le plan de site susmentionné :

- Rue de Lausanne 87 ;
- Rue Blanc, 8, 10 et 12 ;
- Rue Dentand 4; et
- Rue Dejean 3.

La CIA se réjouit naturellement que les immeubles dont elle est propriétaire soient distingués par leurs qualités d'ensemble et leur composition architecturale.

Elle me prie cependant de vous signaler qu'elle a entrepris et compte continuer d'entreprendre des agrandissements et créations d'appartements dans les combles

rue du Rhône 100  
CP 3403  
1211 Genève 3

t +4122 819 15 15  
f +4122 819 15 20  
info@lha.ch  
www.lha.ch

PATRIMOINE ET GISES			
R 20 NOV. 2012			
SNP	/	kd	
		mbr	
ML	✓	NS	
YP		NS	
JT		ND	

**RECOMMANDE**  
Département de l'urbanisme  
Office de l'urbanisme  
1, rue David-Dufour  
Case postale 224  
1211 GENEVE 8

Genève, le 15 novembre 2012  
DZA/sv

DU - reçu le  
16 NOV. 2012



des immeubles précités par la reconversion des anciennes buanderiers. Elle souhaiterait que le Département de l'Urbanisme l'assure que lesdits travaux, qui participent de la politique du logement menée par le Département, pourront continuer à être mis en œuvre et que lesdits travaux ne seront jamais considérés comme modifiant la structure intérieure au sens de l'article 5 du règlement du plan de site.

Ces interventions ne modifieront pas les gabarits des immeubles et modénatures des façades.

Je vous serais très reconnaissante de bien vouloir me le confirmer.

Veillez croire, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Delphine ZARB

OFFICE DE L'URBANISME				
01	82	111		57
10		121		72
11		122		153
12				154
13			13-11-2012	155
14	1/10			156
15	1/10	141		161
16		142		162
17				171
				173

**Ming Halpérin Burger Inaudi**  
 Avocats au Barreau de Genève

DU - reçu le  
 20 NOV, 2012

Ariel R. Bernheim  
 Fondatrice (1930-1989)

Hans-Ulrich Ming

Michel A. Halpérin  
 Ancien Bâtonnier

Dominique C. Burger  
 Ancien Bâtonnier

Matteo Inaudi

David Bitton

François Bellanger  
 Professeur à l'Université de Genève  
 DEA en droit européen (Unige)

Lionel Halpérin  
 LL.M. New York University  
 Admitted to the New York Bar  
 Ancien Premier Secrétaire

Nathalie Chabx  
 LL.M. Heidelberg  
 Trust & Estate Practitioner (TEP)

Pierre Fauconnet

Catherine Ming  
 Médiatrice FSA

Anouchka Halpérin

Paul Hanna

Valérie Défago Gaudin  
 Docteur en droit

Zena Goossens-Badran  
 Dipl. LL.M. Genève

Sélim Müller

PATRIMOINE ET SITES			
R 20 NOV. 2012			
SRP	/	kd	
		mbr	
ML	/	NS	
YP			
		RFD	

**RECOMMANDE**

Département de l'urbanisme  
 Office du patrimoine et des sites  
 5 rue David-Dufour  
 Case postale 22  
 1211 GENEVE 8

Genève, le 19 novembre 2012

**Concerne :** Enquête publique N°1796 - Projet de plan de site  
 N°29872-221 / Rue des Garages / Quartier de  
 Sécheron

Messieurs,

J'interviens comme conseil de la SOCIETE IMMOBILIERE BON AIR MON REPOS G, propriétaire de la parcelle N° 128 section Genève-Petit-Saconnex, d'AVADIS FONDATION D'INVESTISSEMENT propriétaire des parcelles N° 129 à 132, section Genève-Petit-Saconnex, de ZURICH COMPAGNIE D'ASSURANCES, propriétaire des parcelles N°133 à 135, section Genève-Petit-Saconnex, et de GENEVOISE COMPAGNIE IMMOBILIERE SA, propriétaire de la parcelle N° 137, section Genève-Petit-Saconnex. Election de domicile est faite en l'Etude.

Les parcelles de mes mandants sont toutes incluses dans le périmètre du plan de site, dans le secteur compris entre la rue des Garages, la rue du Valais et l'avenue Blanc. Mes mandants sont également propriétaires de la parcelle N° 136, qui forme le centre de l'îlot, dans la mesure où cette parcelle est une dépendance des immeubles 128 à 137.

5, avenue Léon-Gaud  
 1206 Genève, Suisse

T +41 (0) 22 839 70 00

F +41 (0) 22 839 70 07

mail@avocats.ch

www.avocats.ch



2

Les présentes observations sont formées dans le délai prescrit pour l'enquête publique, le dernier jour de celle-ci tombant le dimanche 18 novembre, il a été automatiquement reporté au lundi 19 novembre 2012 conformément à l'article 17 al. 3 LPA.

Mes mandants ont pris connaissance du plan de site noté en marge.

Mes mandants ne sont pas opposés au plan de site dans son principe, mais contestent plusieurs de ses éléments dans la mesure où ils portent atteinte à leurs droits.

**En premier lieu**, le plan de site ne tient pas compte de l'état des droits de propriété à l'intérieur du périmètre.

En particulier, le plan de site mentionne sur la parcelle N° 136 un « espace extérieur semi public à maintenir ». Cet état de fait ne correspond pas à la réalité. La parcelle N° 136 est une parcelle privée, qui est une dépendance des parcelles N° 128 à 135 et 137. Il ne s'agit pas d'un parc public ou d'un espace relevant du domaine public ou assimilable à celui-ci. L'usage de cet espace est exclusivement réservé aux habitants des immeubles construits sur les parcelles N°128 à 135 et 137.

Cette situation est illustrée par le fait que l'accès à cet espace ne peut intervenir que par le sommet des marches se trouvant au milieu de l'ilot, devant la construction N° B 160. En raison du dénivelé, il n'y a aucun accès direct depuis la rue des Garages. En conséquence, toute personne souhaitant accéder à cet espace doit obligatoirement entrer à l'intérieur de la propriété privée sise sur la parcelle N° 136.

Cet accès est limité. Si, en l'état actuel, un accès est parfois possible par la rue des Garages en l'absence de barrière fermant en permanence l'entrée de la propriété, cet accès est impossible du côté de la rue Dentand ou une barrière clôt la propriété.

De plus, il n'existe aucune servitude permettant à des tiers d'utiliser cet espace ou d'y accéder. Cet espace est donc un domaine privé qui ne peut être qualifié de « semi-public » par le projet de plan qui doit être modifié en conséquence.

Enfin, l'espace vert situé sur la parcelle N° 136 n'est pas un parc public. Non seulement, cet espace est réservé aux habitants des immeubles, mais il est, de plus, dans une situation de quasi-abandon qui exclut sa qualification comme parc.

En conséquence, l'espace de verdure se trouvant sur la parcelle N° 136 ne doit pas être inclus dans des espaces extérieurs dits « semi-publics » à conserver.



**En deuxième lieu**, le plan mentionne sur la parcelle. N° 136 quelques arbres qui seraient intéressants et éventuellement à conserver. Cette qualification ne correspond pas à la réalité de ces arbres, qui n'ont aucun intérêt particulier ; cette mention devra être supprimée sur le plan.

**En troisième lieu**, l'article 5 du règlement du plan de site mentionne que le bâtiment N° B 160 abritant la chaufferie commune au bâtiment de mes mandants devrait être à terme démolie pour améliorer la fluidité des circulations piétonnes internes au square. Cette disposition doit être supprimée.

D'une part, le plan de site ne peut imposer la démolition d'un bâtiment construit depuis de très nombreuses années et abritant les installations techniques communes à l'ensemble des bâtiments B 150 à B 159 sis sur les parcelles N° 128 à 135 et 137 sans porter une grave atteinte aux droits des propriétaires concernés. Ce d'autant plus qu'il n'existe aucune solution alternative dans les immeubles pour déplacer les installations techniques. Partant, si le bâtiment B 160 devrait être supprimé, il n'y aurait pas de possibilité de chauffer et d'alimenter en eau chaude les logements et arcades situés dans les bâtiments B 150 à B 159.

D'autre part, contrairement à ce qu'indique l'article 5 du règlement, il n'y a pas de circulation piétonne dans cet espace. Non seulement il ne s'agit pas d'un square, mais en plus la cour est une cour privée intérieure non accessible au public. En l'absence de toute servitude de passage public, les personnes n'appartenant pas au cercles des habitants des bâtiments ou de leurs visiteurs n'ont pas le droit d'accéder au site et, par voie de conséquence, de le traverser.

En conséquence, cette disposition du règlement doit être biffée.

**En quatrième lieu**, l'article 3 ch. 2 du règlement doit être modifié afin de permettre la construction de nouveaux bâtiments en sous-sol.

En effet, l'objectif du plan est de préserver la typologie architecturale du périmètre, mais non d'empêcher des réalisations souterraines, comme par exemple un parking. Ainsi, il serait concevable, sous la parcelle N° 136, d'étendre sous l'espace vert les constructions situées le long de la rue des Garages sans porter atteinte à l'aspect général de cet espace. De même, il devrait être possible, si nécessaire, d'étendre les sous-sols des immeubles sans que cela n'ait aucun impact esthétique.

En conséquence, il convient de préciser à l'article 3 ch. 2 que seule la construction de nouveaux bâtiments hors sol ou au-dessus des surfaces des espaces verts est prohibée.



4

En cinquième lieu, l'article 3 ch. 4, le règlement prévoit que le Département peut ordonner la remise en état antérieur des constructions lorsque des travaux portant atteinte à la substance architecturale des bâtiments ou à la qualité des aménagements extérieurs auraient été exécutés sans autorisation. Afin d'éviter toute ambiguïté, il convient de préciser qu'il s'agit de travaux menés sans autorisation « après l'entrée en vigueur du plan de site ».

Enfin, dans le même sens que ce qui a été exposé au sujet de l'article 3, ch. 2, il convient de préciser à l'article 6 ch. 2 que pour autant que l'aspect extérieur des box soit préservé, leur construction peut être prolongée sous l'espace vert de la parcelle N°136.

Pour l'ensemble de ces motifs, mes mandants s'opposent en l'état au projet de plan de site N° 29872-221 dans la mesure où il porte gravement atteinte à leurs droits de propriétaire. Dans la mesure où le plan serait modifié pour tenir compte de l'ensemble des observations effectuées dans les présentes écritures, mes mandants n'auraient, à ce stade, plus de motif de s'opposer au plan.

Je vous prie de croire, Messieurs, à l'assurance de mes sentiments distingués.

François BELLANGER

SÉANCE DU 19 FÉVRIER 2013 (après-midi)  
Proposition: plan de site à la rue des Garages

DU - reçu le

19 NOV. 2012

Fondations Immobilières  
de Droit Public

SECRETARIAT DES FONDATIONS IMMOBILIERES DE DROIT PUBLIC

PATRIMOINE ET SITES

R 19 NOV. 2012

SNP	/	Red		
		inér		
M.	VA			
YP		NS		
		OR		
		ND		

DU - OPS  
Rue David-Dufour 5  
Case postale 22  
1211 Genève 8V/Réf. :  
N/Réf. :NGVS/maf

Aigle

Genève, le 16 novembre 2012

Concerne : Fondation HBM Camille Martin  
Geneve/Petit-Saconnex - Rue Des Garages - Quartier De Sécheron  
Projet de plan de site n° 29872-221 - Enquête publique n° 1796  
Parcelle n° 138 - Immeuble sis Rue de Lausanne 75

Madame, Monsieur,

D'ordre et pour le compte de la Fondation HBM Camille Martin, nous accusons réception de votre courrier du 10 octobre 2012 concernant le dossier mentionné en titre et vous transmettons ci-dessous nos observations concernant la parcelle n° 138 propriété de la Fondation HBM Camille Martin.

1. Le bâtiment sis rue de Lausanne 75 (parcelle 138) est un immeuble pignon à 3 façades.
2. Sa caractéristique architecturale est marginale et indépendante des immeubles faisant partie de l'ensemble du plan de site proposé.
3. Cet immeuble ne doit pas être intégré dans la protection de l'ensemble du site puisque la rue des Garages délimite fortement les caractères architecturaux des immeubles rue de Lausanne et ceux de l'avenue Blanc (qui ont la caractéristique particulière d'être construits autour d'un square commun).
4. L'immeuble rue de Lausanne 75 n'a pas d'accès direct au square.

Pour ces raisons, la totalité de la parcelle 138 doit être exclue du plan de site.

Si une exclusion de la parcelle n'est pas envisageable :

- une dérogation aux directives de la CMNS serait souhaitable ;
- ou
- une attribution de subventions pour les travaux qui seraient exigés par le service des Monuments et Sites.

En effet, cet immeuble HBM est soumis à la LUP, et les coûts des travaux de conservation de l'immeuble dépendant du futur plans de site, ne peuvent engendrer un surcoût du montant des loyers, tout comme il sera difficile d'assurer le financement de ces travaux en adéquation avec les directives financières de l'Office du Logement.

Nous espérons que vous prendrez bonne note de ce qui précède, et tout en restant à votre entière disposition pour tout complément d'information, nous vous présentons, Madame, Monsieur, nos respectueuses salutations.

  
Norbert GAVIN  
Responsable  
service comptabilité

  
Valérie STEINMESSE  
Responsable  
service technique

**Le président.** Le bureau et les chefs de groupe ont décidé à l'unanimité de renvoyer cette proposition directement en commission de l'aménagement et de l'environnement.

Mis aux voix, l'entrée en matière sur la proposition et son renvoi à la commission de l'aménagement et de l'environnement sont acceptés à l'unanimité (61 oui).

## 11. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

## 12. Interpellations.

Néant.

## 13. Questions écrites.

Néant.

**Le président.** Je vous souhaite un excellent repas et nous nous retrouvons à 20 h 30.

Séance levée à 19 h.

## SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif . . . . .	4490
2. Communications du bureau du Conseil municipal . . . . .	4490
3. Prestation de serment de M. Marc-André Rudaz, remplaçant M. Olivier Tauxe, conseiller municipal démissionnaire . . . . .	4495
4. Election d'un/e représentant/e du Conseil municipal pour faire partie de la Commission de la petite enfance, en remplacement de M <sup>me</sup> Sophie Rime, démissionnaire (Règlement relatif aux conditions de subventionnement des institutions privées pour la petite enfance, art. 4) (RCM, art. 130, lettre B) . . . . .	4495
5. Liste des objets en suspens arrêtée au 29 janvier 2013 (D-12) . . . . .	4496
6. Questions orales . . . . .	4596
7. Pétitions. . . . .	4609
8. Proposition du Conseil administratif du 14 novembre 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit d'étude complémentaire de 940 000 francs au crédit d'étude de 2 000 000 de francs, voté par le Conseil municipal le 12 octobre 2011, destiné à la poursuite des études en vue de la rénovation partielle du Grand Théâtre de Genève situé place de Neuve, parcelle N° 5038, feuille N° 31, commune de Genève, section Cité (PR-1007) . . . . .	4617
9. Proposition du Conseil administratif du 5 décembre 2012 en vue de l'ouverture d'un crédit pour un montant net total de 3 295 000 francs, soit un crédit brut de 6 764 450 francs destiné à la restauration du pont de Carouge, qui comprend les travaux de génie civil, de réfection de la pierre naturelle et de serrurerie, dont à déduire la participation de la commune de Carouge de 3 426 250 francs, la participation des TPG de 43 200 francs, soit un montant net total de 3 295 000 francs, sis sur les parcelles du domaine public cantonal N°s 2678, 2691 et 3611, N°s 2680 et 2693 de la commune de Carouge, N°s 3606 et 3608 de la commune de Genève, section Plainpalais (PR-1009). . . . .	4621

10. Proposition du Conseil administratif du 19 décembre 2012, sur demande du Département de l'urbanisme, en vue de l'approbation du projet de plan de site N° 29872 Rue des Garages, situé entre les rues Dejean, de Lausanne, du Valais et l'avenue Blanc, sur la commune de Genève/Petit-Saconnex (PR-1011) . . . . .	4634
11. Propositions des conseillers municipaux . . . . .	4647
12. Interpellations . . . . .	4647
13. Questions écrites . . . . .	4647

Le mémorialiste:  
*Ramzi Touma*